



ÉTUDE MULTI-INTÉRÊTS SUR LES  
PERSPECTIVES DES LEADERS D'OPINION

PAYS CIBLÉ :

# SINGAPOUR

Renforcement de l'engagement  
économique avec Singapour  
et l'Indonésie



Mars 2023

Financé en partie par



invest | investir  
CANADA | CANADA

# Contenu

Cliquez sur le titre pour accéder à la section

---

[À propos de la FAP Canada](#) ▶

---

[Note de synthèse](#) ▶

[Principaux points à retenir](#)

---

[Introduction](#) ▶

---

[L'environnement  
opérationnel de Singapour](#) ▶

---

[Relations avec les États-  
Unis, la Chine et l'ANASE](#) ▶

---

[Renforcer l'engagement  
avec Singapour](#) ▶

[Méthodes optimales  
d'engagement](#)

[Obstacles à l'engagement](#)

---

[Secteurs porteurs à  
Singapour](#) ▶

[Secteurs d'intérêt spécifiques](#)

[Autres secteurs d'intérêt](#)

---

[L'engagement auprès des  
MPME](#) ▶

---

---

[Accords commerciaux](#) ▶

---

[La main-d'œuvre et le  
travail](#) ▶

---

[Opportunités pour le  
Canada](#) ▶

---

[Conclusion](#) ▶

---

[Méthodologie](#) ▶

---

[Liste des leaders d'opinion  
de Singapour](#) ▶

---

[Remerciements](#) ▶

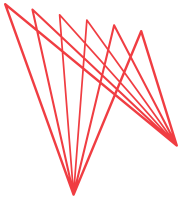
---

[République de Singapour -  
Fiche pays](#) ▶

---

[Annexe : Guide d'entrevue  
approfondi pour les  
leaders d'opinion](#) ▶

---



# À propos de la FAP Canada

La Fondation Asie Pacifique du Canada (« la FAP Canada ») est une organisation à but non lucratif consacrée aux relations du Canada avec l'Asie. Sa mission consiste à servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada.

La Fondation a pour rôle de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie, en se concentrant particulièrement sur les secteurs relevant de sept thématiques.

Notre recherche fournit des renseignements, des aperçus et des points de vue de grande qualité, pertinents et opportuns, sur les relations entre le Canada et l'Asie. Notre travail consiste à fournir des réflexions sur les politiques et des veilles économiques aux parties prenantes dans toute la région Asie-Pacifique, à l'aide de rapports, de notes de synthèse, d'études de cas, des médias numériques de dépêches et d'un bulletin d'information régulier intitulé Asia Watch.

Ensemble, ces éléments soutiennent les domaines thématiques.

## Domaines thématiques

- ▶ Commerce avec l'Asie
- ▶ Perspectives sur l'Asie
- ▶ L'Asie stratégique
- ▶ L'Asie numérique
- ▶ Renforcer les liens avec l'Asie
- ▶ Durabilité en Asie

# Note de synthèse

La Stratégie pour l'Indo-Pacifique du Canada, publiée en novembre 2022, reconnaît le rôle important que jouent l'ANASE et les économies de l'Asie du Sud-Est dans les plans du Canada visant à diversifier ses relations commerciales et à renforcer son statut dans la région. À l'heure où le Canada jette des ponts pour répondre à l'évolution économique, démographique et stratégique mondiale vers l'Asie du Sud-Est, c'est le moment idéal pour examiner le rôle que Singapour pourrait jouer dans l'avenir du Canada. Bénéficiant d'une situation centrale et d'excellentes relations diplomatiques et économiques, cette cité-État de 718 kilomètres carrés et de 5,6 millions d'habitants est une économie petite mais importante, parfaitement positionnée pour renforcer la connectivité dans l'ensemble de la région.

Au vu de l'importance croissante de la cité-État, la Fondation Asie Pacifique du Canada a entrepris

le rapport intitulé Renforcement de l'engagement économique avec Singapour et l'Indonésie : Étude multi-intérêts sur les perspectives des leaders d'opinion afin de mieux évaluer les possibilités offertes par Singapour. L'étude ne se contente pas d'identifier les perspectives, elle détaille également les stratégies d'engagement nécessaires, telles que la nécessité d'améliorer la compréhension et l'appréciation par les Canadiens de la culture d'entreprise locale, du système politique et des nuances de Singapour en vue d'assurer une croissance mutuelle partagée. Dans ce rapport, 13 leaders d'opinion ayant une bonne connaissance du marché singapourien, ainsi que de sa population et de sa politique ont été interrogés dans le but d'élaborer des recommandations stratégiques pour que le Canada renforce son engagement économique avec la cité-État.

## Principaux points à retenir

### 1 Être à l'écoute de ce que veut Singapour

Le gouvernement singapourien exerce une influence considérable sur la dynamique du marché, et il donne actuellement la priorité aux technologies innovantes, à la numérisation et aux énergies renouvelables, en mettant particulièrement l'accent sur l'énergie solaire.

### 2 Soutenir les efforts de Singapour en faveur de l'autosuffisance

Les efforts du gouvernement en faveur de l'autosuffisance sont évidents, en particulier en ce qui concerne la sécurité alimentaire. Cette situation offre des possibilités de partenariats pour élaborer des solutions durables dans le domaine de l'agroalimentaire et du développement de chaînes d'approvisionnement résilientes.

### 3 Mettre l'accent sur l'énergie solaire

Singapour cherche à atteindre ses objectifs dans la lutte contre le changement climatique et à passer à des sources d'énergie propres. Toutefois, le manque d'espace physique utilisable et l'évolution rapide du climat posent des problèmes importants pour l'utilisation de ressources renouvelables telles que l'énergie marémotrice, l'énergie hydroélectrique et la biomasse. Le pays a donc concentré ses ressources sur le développement de son potentiel en matière d'énergie solaire.

#### **4 Collaborer à l'innovation et à la numérisation**

La recherche et l'innovation technologiques, ainsi que la numérisation de secteurs clés tels que les opérations, la santé publique, la vie urbaine et les transports, s'inscrivent dans la vision de Singapour de construire une « nation intelligente » et offrent des possibilités de mener des activités de recherche et de développement de pointe dans le secteur numérique. Le gouvernement encourage une approche « inclusive » de la numérisation pour garantir un accès équitable aux ressources du pays, indépendamment des capacités physiques ou du contexte économique de chacun.

#### **5 Une pression accrue sur la santé publique et l'agroalimentaire**

La pandémie de COVID-19 a eu pour effet de focaliser l'attention sur secteurs de l'agroalimentaire et de la santé publique à Singapour. Le pays vise à diversifier sa chaîne d'approvisionnement alimentaire afin de réduire les perturbations et de devenir plus autonome. De plus, il investit dans des innovations telles que l'agriculture verticale. En outre, l'investissement du pays dans les produits pharmaceutiques et la biotechnologie pour mettre en place une infrastructure de santé publique durable ouvre des possibilités de collaboration étrangère.

#### **6 Relever des défis tels que le manque de ressources, les coûts élevés et une société conservatrice**

Singapour a sa part de défis à relever, comme le manque de terrains, d'espaces urbains et de ressources naturelles, le coût élevé de la vie et des opérations commerciales, les restrictions à la mobilité internationale, le manque de main-d'œuvre qualifiée et la concurrence accrue due à la centralité de Singapour. Certains leaders d'opinion mettent également en garde contre la nature conservatrice de la société et de la politique singapouriennes, en particulier en ce qui concerne l'égalité des droits pour la communauté LGBTQ+, qui peut perturber l'environnement opérationnel.

#### **7 Instaurer la confiance et un engagement à long terme**

L'engagement avec Singapour doit intégrer des engagements commerciaux à long terme et une présence physique dans la région. Singapour réagit mieux aux parties prenantes qui s'efforcent de mieux comprendre sa culture et sa politique.

#### **8 Tirer parti de la « Marque Canada »**

Les connaissances des Singapouriens sur le Canada se limitent aux ressources naturelles et, bien que le Canada soit perçu comme un pays digne de confiance, il ne dispose pas d'une image de marque efficace. L'amélioration de l'image de marque, du marketing et une présence accrue sont des étapes indispensables pour renforcer et soutenir l'engagement à Singapour. Prenons l'exemple du monde universitaire : si Singapour se tourne vers l'Occident pour obtenir un enseignement de qualité, il reste encore beaucoup à faire pour que le Canada soit reconnu comme une destination de choix pour les étudiants étrangers de Singapour.

La cité-État est considérée comme une destination privilégiée pour l'implantation et l'expansion des entreprises en Asie en raison de sa transparence, de ses méthodes simples de création d'entreprises, de sa forte compétitivité et de son soutien général en termes d'information. Néanmoins, comme indiqué ci-dessus, elle présente des défis uniques, que le présent rapport aborde dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie canadienne pour s'engager avec Singapour.

# Introduction

En 2020, la FAP Canada a mené une enquête multinationale auprès de chefs d'entreprise de six pays asiatiques - la Chine, l'Inde, le Japon, Singapour, la Corée du Sud et le Vietnam - afin de connaître leur attitude à l'égard du Canada, notamment leur point de vue sur la possibilité de s'engager avec le Canada en tant que partenaire économique potentiel. L'étude de 2020, intitulée [Points de vue Asiatiques sur l'engagement économique avec le Canada](#), a interrogé 6 600 chefs d'entreprise et a révélé, par exemple, que sept chefs d'entreprise asiatiques sur 10 ne comprenaient pas l'environnement dans lequel opèrent les entreprises canadiennes. Le projet a également révélé un manque de présence canadienne sur les marchés prioritaires, ainsi qu'un manque de connaissance et de sensibilisation au sujet du Canada.

Fort de ces résultats, la FAP Canada s'intéresse de plus près aux économies en plein essor de Singapour et de l'Indonésie. Le projet, *Renforcement de l'engagement économique avec Singapour et l'Indonésie : Étude multi-intérêts sur les perspectives des leaders d'opinion*, soutenu par les abonnés Investir au Canada, Affaires mondiales Canada et Exportation et développement Canada (EDC), vise à comprendre les perspectives sociopolitiques, culturelles et économiques de Singapour et de l'Indonésie et à étudier l'incidence de ces perspectives changeantes sur l'engagement du Canada. Le projet s'appuie sur des entretiens approfondis avec des leaders d'opinion issus des secteurs privé et à but non lucratif, du milieu universitaire et même du gouvernement. Il cherche à mieux comprendre l'engagement économique avec ces deux économies asiatiques grâce aux voix de ceux qui ont une expérience professionnelle de l'engagement étranger avec Singapour et/ou l'Indonésie.<sup>1</sup>

Plus précisément, le projet vise à comprendre la culture d'entreprise ainsi que les opportunités, les défis et les barrières à l'entrée des entreprises sur ces deux marchés. Une telle compréhension interculturelle peut contribuer à promouvoir le commerce et l'investissement avec les marchés émergents, à soutenir les exportateurs et les communautés ayant besoin d'investissements, et à alimenter la croissance des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Dans ce rapport, nous examinons plus particulièrement les conclusions des leaders d'opinion singapouriens. Singapour diversifie activement ses relations commerciales et d'investissement au niveau mondial. Au cours de ses 58 années de construction nationale, la cité-État a établi des [liens diplomatiques](#) avec plus de 150 pays. Située à l'extrémité sud de la péninsule malaise, Singapour se compose d'une île principale et d'une soixantaine de petites îles, et abrite le plus grand port d'Asie du Sud-Est. Ancienne colonie britannique, les quatre principaux groupes ethniques de Singapour sont les Chinois, les Malais, les Sud-Asiatiques et les Eurasiens. Sur le plan linguistique, alors que le chinois, le malais, le tamoul et l'anglais sont reconnus comme les quatre langues officielles de la cité-État, Singapour met en œuvre une politique d'éducation bilingue en vertu de laquelle l'anglais est enseigné aux élèves en tant que première langue et leur

« L'étude de 2020 [...] a interrogé 6 600 chefs d'entreprise et a révélé, par exemple, que sept chefs d'entreprise asiatiques sur 10 ne comprenaient pas l'environnement dans lequel évoluent les entreprises canadiennes. »

<sup>1</sup> Veuillez consulter [Méthodologie](#) pour plus de détails.

langue maternelle en tant que deuxième langue. En 2015, Singapour et le Canada, tous deux membres du Commonwealth, ont célébré le 50e anniversaire de leurs relations diplomatiques. Les deux économies [s'engagent dans de nombreux domaines](#), notamment la cybersécurité, les infrastructures, l'éducation, la science et la technologie, le commerce, la défense et les échanges entre les peuples, qui seront abordés dans le présent rapport.



# L'environnement opérationnel de Singapour

Pays à revenu élevé doté d'un environnement réglementaire favorable aux entreprises et d'un produit intérieur brut (PIB) de [539,57 milliards de dollars canadiens](#) en 2021, Singapour est [l'une des économies les plus compétitives au monde](#) en termes d'institutions, de politiques et de facteurs tels que l'éducation, la santé et l'économie qui régissent la croissance et la prospérité du pays. Les leaders d'opinion soulignent l'ouverture et la compétitivité du marché singapourien, l'approche prudente de la cité-État à l'égard des économies telles que les États-Unis, la Chine et la Malaisie, ainsi que sa réputation de plaque tournante mondiale et de porte d'entrée de l'Asie du Sud-Est. Par conséquent, il s'agit d'une économie clé pour l'entrée, l'établissement et la réussite des entreprises étrangères.

En raison de la transparence de la gouvernance et de l'écosystème commercial de Singapour, la plupart des leaders d'opinion estiment qu'il est facile de « créer une entreprise », de « faire des affaires » et de « mettre en place des opérations », en particulier dans les secteurs considérés comme prioritaires par Singapour. Selon un représentant du gouvernement canadien dans la région :

« Je pense que Singapour est sans aucun doute l'un des marchés les plus faciles de la région parce qu'ils parlent anglais. . . donc, vous pouvez très bien trouver un partenaire si vous avez un bon produit à vendre. Ce n'est pas si difficile tant que vous vous engagez sur le marché. » (7 décembre 2022)

Ce constat est cohérent avec [le classement de la Banque mondiale pour 2020](#) sur la « facilité de faire des affaires », dans lequel Singapour se classe au deuxième rang mondial après la Nouvelle-Zélande.

Cinq des 13 leaders d'opinion interrogés déclarent que **le marché singapourien est compétitif**. Cinq autres leaders d'opinion ont déclaré que Singapour se positionne comme une « **nation intelligente** » qui investit dans l'innovation, l'intelligence artificielle (IA), les véhicules électriques (VE), les transports publics efficaces, le développement des infrastructures et les énergies renouvelables, et les favorise. Cette volonté de devenir une « nation intelligente » se reflète également dans le [budget 2023 de Singapour](#).

« Nous sommes toujours favorables aux entreprises et aux autres pays, nous voulons être amis avec les gens et être les amis de confiance que vous avez dans cette partie du monde. La confiance se traduit par le respect des promesses, et de ne rien cacher. » (Tan Tin Wee, directeur général du centre National Supercomputing et professeur associé à l'Université nationale de Singapour, 13 octobre 2022)



Singapour, cité-État de 718 kilomètres carrés et de 5,6 millions d'habitants, met l'accent sur les priorités d'investissement à long terme, notamment la numérisation, la transition vers l'énergie verte et les services de santé pour une société vieillissante. | Photo : Edwin Koo/ Bloomberg via Getty Images

Cela dit, la « confiance » de Singapour dans les économies étrangères n'est pas garantie ; elle doit être gagnée et entretenue.

« Quiconque souhaite nouer des relations avec Singapour doit comprendre son mode de fonctionnement. Il faut d'abord prendre le temps de bâtir la confiance, d'apprendre à connaître les gens et de laisser les gens apprendre à vous connaître, avant de pouvoir réellement faire des affaires. » (Reuben Athaide, responsable du conseil en cybersécurité, Standard Chartered Bank, 17 octobre 2022)

# Relations avec les États-Unis, la Chine et l'ANASE

En 2021, la [valeur totale](#) des importations et des exportations de Singapour s'élevait à 1,17 billion de dollars canadiens et ses principaux partenaires commerciaux étaient la Chine continentale, la Malaisie et les États-Unis. Malgré les tensions politiques et économiques entre la Chine et les États-Unis, la plupart des leaders d'opinion ont confirmé que les relations commerciales de Singapour avec la Chine et les États-Unis sont restées solides. Les tensions entre les deux superpuissances, associées au non-alignement politique de l'Asie du Sud-Est, ont fait de la région, et par conséquent de Singapour, des partenaires commerciaux plus « attractifs », y compris pour les États-Unis et la Chine, comme l'a fait remarquer Steven Okun, conseiller principal chez McLarty Associates.

Une majorité de leaders d'opinion a également relevé les relations bilatérales fortes et amicales que Singapour entretient avec les États-Unis, la forte présence des États-Unis à Singapour et l'attrait des marques américaines. Une majorité de leaders d'opinion ont mentionné la Chine dans leurs réponses, principalement dans le contexte des **relations commerciales fortes et amicales que Singapour entretient avec ce pays ; mais certains ont également considéré la Chine comme un concurrent de Singapour**. Manu Bhaskaran, associé chez Centennial Asia Advisors, a indiqué qu'il était devenu plus difficile de faire des affaires avec la Chine. Cependant, comme l'a fait remarquer un leader d'opinion : « Lorsque nous parlons aux entreprises canadiennes d'expansion en Asie, leur réponse immédiate indique qu'elles font référence à la Chine . . . étant donné l'importance du marché et de la puissance économique. » Toutefois, alors que le Canada devient plus prudent dans ses relations commerciales avec la Chine, l'afflux croissant de richesses chinoises à Singapour, en particulier après la pandémie, retient l'attention et est perçu par les observateurs comme une aubaine et un fléau pour la cité-État. Comme le signale le [Financial Times](#), si les bouleversements économiques mondiaux et les similitudes culturelles de Singapour avec la Chine ont contribué à faire du pays un refuge sûr pour les investisseurs chinois — et ils ont finalement stabilisé les perspectives économiques de Singapour malgré la guerre Russie-Ukraine et les effets de la pandémie — ils s'accompagnent d'une mise en garde contre une éventuelle augmentation de l'influence de la Chine sur Singapour à l'avenir.

Outre les États-Unis et la Chine, la plupart des leaders d'opinion ont mentionné l'Europe comme une région ayant des liens étroits avec Singapour ou une présence notable dans cette cité-État. Entre-temps, Singapour renforce son infrastructure commerciale avec un projet de 19,2 milliards de dollars canadiens visant à construire [le plus grand port automatisé du monde](#) d'ici 2040, qui comprendra des drones et des véhicules sans conducteur, doublera l'espace terrestre existant et agira comme un point d'attraction pour les partenaires investisseurs.

Si Singapour est souvent considéré comme une porte d'entrée vers l'Asie du Sud-Est, il est important de se rappeler que **les pays d'Asie du Sud-Est sont divers et ont des intérêts et des niveaux de confiance bilatérale variés**. La Malaisie a figuré en bonne place parmi les pays à noter, la plupart des leaders d'opinion ayant mentionné ses [relations de longue date](#) avec Singapour en termes de commerce, de tourisme et d'investissement, ainsi que son rôle en tant que concurrent. Liang Kaixin, directrice associée des affaires publiques à l'Institut d'études politiques, a fait remarquer que Singapour externalise souvent son industrie manufacturière dans des pays comme la Malaisie, tandis que Reuben Athaide a souligné la dépendance de Singapour à l'égard de la Malaisie, de l'Indonésie et d'autres pays voisins en matière d'importations. Néanmoins, **les relations entre la Malaisie et Singapour se sont détériorées au cours des deux dernières décennies**, en partie à cause de [différends maritimes et aériens](#). Les leaders d'opinion ont discuté de la relation précaire et parfois agressive que Singapour entretient avec la Malaisie, notamment en termes de sécurité nationale et régionale. Manu Bhaskaran a mentionné **plusieurs problèmes avec l'Indonésie et la Malaisie, notamment « la corruption, le copinage et les mauvaises réglementations »**, qui incitent les Singapouriens à la prudence ou au manque de confiance. Malgré les problèmes existants, au moins deux des 13 leaders d'opinion interrogés dans le cadre de cette étude ont observé que Singapour avait une préférence pour le commerce avec les économies de l'ANASE, et ont cité des raisons géographiques, politiques et économiques.

« Singapour a l'avantage de faire partie de l'ANASE, [qui] dispose d'une zone de libre-échange. Il est donc . . . plus facile pour eux de faire des affaires avec la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam et d'autres pays. » (Carlos A. Kuriyama, analyste principal à la Coopération économique Asie-Pacifique [Asia-Pacific Economic Cooperation], 4 octobre 2022)

Environ un quart des leaders d'opinion interrogés ont indiqué que Singapour partageait également une préférence commerciale pour les partenaires étrangers globaux. Bien que la plupart des leaders d'opinion aient observé les efforts de Singapour pour devenir une économie autonome et que la

« Singapour renforce son infrastructure commerciale avec un projet de 19,2 milliards de dollars canadiens visant à construire le plus grand port automatisé du monde d'ici 2040 . . . »



Plaque tournante vitale et croissante de l'Asie du Sud-Est, Singapour occupe une place de choix dans les forums multilatéraux régionaux tels que l'ANASE et l'APEC, dont elle est d'ailleurs l'un des membres fondateurs. | Photo : Lauren DeCicca/Getty Images

pandémie de COVID-19 ait accéléré ces objectifs d'autonomie, les personnes interviewées ont réaffirmé le caractère engageant de Singapour à l'égard des entreprises étrangères. La moitié des leaders d'opinion ont décrit Singapour comme une « plaque tournante mondiale », une « plaque tournante commerciale » et/ou une « plaque tournante financière » : « Je pense que nous constatons que **Singapour est en train de se transformer en une plaque tournante mondiale, alors qu'elle n'était auparavant qu'une plaque tournante infrarégionale pour beaucoup**. Elle veut se positionner dans l'économie du 21e siècle », a ajouté Steven Okun. En d'autres termes, il est peu probable que Singapour favorise les partenaires locaux ou régionaux au détriment des partenaires internationaux d'autres régions du monde, car elle est ouverte à tous.

# Renforcer l'engagement avec Singapour

L'économie de Singapour est ouverte aux entreprises. Cependant, les entreprises étrangères doivent être conscientes de certains défis avant de s'engager sur le marché, dont beaucoup sont liés à la géographie, à la culture d'entreprise et à la gouvernance du pays.

## Méthodes optimales d'engagement

En 2020, les investissements directs étrangers (IDE) à Singapour ont augmenté à un taux annuel de près de 13 % pour atteindre [2,1 milliards de dollars canadiens](#), dont 70,1 millions de dollars canadiens en provenance du Canada. Si les IDE constituent l'un des aspects de l'engagement étranger, les leaders d'opinion ont évoqué d'autres moyens de s'engager et d'établir des relations durables avec le marché singapourien.

Selon les leaders d'opinion interrogés dans le cadre de cette étude, l'engagement avec le marché singapourien consiste principalement à acquérir une solide compréhension de la culture locale, à faire preuve d'un engagement à long terme envers la région et à établir des réseaux et des partenariats solides au sein de l'Asie du Sud-Est. Dans le cas présent, l'engagement à long terme signifie la démonstration d'un engagement continu avec Singapour sur plusieurs années. Un leader d'opinion, spécialisé dans les multinationales de l'aérospatiale, a affirmé que pour Singapour, l'engagement devrait durer entre cinq et 10 ans au minimum.

## Présence physique sur le marché

Malgré l'essor du travail à distance ces dernières années, **la plupart des leaders d'opinion ont insisté sur l'importance d'une présence physique à Singapour** pour démontrer leur engagement auprès des partenaires potentiels établis localement. Un expert en affaires de l'ANASE a fait remarquer qu'une présence physique établie constitue un avantage pour les entreprises canadiennes et permet de compenser la distance géographique entre le Canada et Singapour. En outre, le fait d'identifier les entreprises canadiennes présentes à Singapour et d'entrer en contact avec elles pendant qu'elles sont physiquement présentes dans la

cité-état permet d'améliorer la constitution d'un réseau. Marlene Han, directrice de Kyi Hla Han Ventures, a également fait allusion au fait que les Canadiens acquièrent une meilleure compréhension de l'Asie en visitant la région

« ... Les gens viennent parfois avec des idées fausses sur ce qui se passe réellement en Asie. Ces personnes sont surprises de constater à quel point les Asiatiques sont en avance dans de très nombreux domaines. Si je devais aller parler à quelqu'un ou à un groupe à l'Université de Toronto, je leur dirais : "Ne partez pas avec des idées préconçues". Allez-y avec un esprit ouvert pour pouvoir vous imprégner de ce qu'il y a réellement [  Singapour]. » (6 décembre 2022)

« Je suppose que Zoom en ligne est génial, mais rien ne vaut l'échange physique en termes de rencontre et des "poignées de mains" — cette sorte de présence. » (Dr. Faizal Bin Yahya, chercheur principal à l'Institute of Policy Studies, 20 octobre 2022)

## Importance des réseaux locaux

Les entreprises étrangères peuvent créer des opportunités sur le marché singapourien **en développant leur réseau et leurs relations** avec des organisations telles que les associations professionnelles, les chambres de commerce, les ambassades et les missions commerciales, comme l'ont indiqué la majorité des leaders d'opinion. Ces organisations proposent généralement des événements et servent de passerelles pour accéder aux réseaux locaux dans le pays. Gr ce à la mise en place d'un réseau de relations, les personnes et les entreprises qui espèrent réussir à pénétrer le marché singapourien peuvent mieux se faire connaître et se faire de la publicité.

L'accent semble être mis sur la nécessité de continuer à faire venir des talents étrangers à Singapour en raison de la pénurie de main-d'œuvre due à sa faible population, ce qui rend difficile le maintien de la croissance économique. Cependant, peu de leaders d'opinion ont discuté **des avantages que peut apporter l'embauche de talents locaux pour mieux comprendre la culture et la conduite des affaires.**

« Beaucoup de gens viennent ici et vivent dans leur petite bulle, loin de la société singapourienne. [Mais] il faut construire son réseau avec des Singapouriens pour [pouvoir] vraiment s'implanter à Singapour. Je dirais que les plus grandes entreprises sont très singapouriennes au niveau de leur direction et qu'elles sont enclines à faire des affaires avec des Singapouriens. Vous devez trouver un moyen de les pénétrer et de leur apporter une réelle valeur ajoutée ». (Ian Wilson, conseiller et mentor à l'Office du tourisme de Singapour, 5 décembre 2022)

## Utilisation des ressources gouvernementales

L'utilisation des ressources du gouvernement de Singapour est également une bonne méthode d'engagement, certains leaders d'opinion mentionnant que les sites web du gouvernement sont simples et transparents, ce qui permet aux investisseurs étrangers de comprendre facilement les règles et les procédures. La plupart des leaders d'opinion ont fait référence à la Commission de développement économique ([Economic Development Board](#)) (EDB) en tant qu'agence gouvernementale destinée à aider les entreprises étrangères à Singapour. L'EDB, qui relève du ministère du commerce et de l'industrie, contribue à renforcer la position de Singapour en tant que

centre mondial d'affaires, d'innovation et de talents en offrant aux entreprises des opportunités en Asie du Sud-Est grâce à des politiques de soutien et à un vivier de talents diversifié.

Parmi les autres organismes gouvernementaux auxquels les leaders d'opinion se sont référés, citons Entreprise Singapour ([Enterprise Singapore](#)) pour la création de réseaux et l'[Infocomm Media Development Authority](#) (IMDA) pour des conseils spécifiques liés à la numérisation. Entreprise Singapore aide les entreprises à innover et à créer une marque internationale et soutient la croissance du pays en tant que plaque tournante du commerce mondial et des entreprises en démarrage. L'IMDA aide les entreprises à mieux s'intégrer dans l'économie numérique en identifiant les besoins et les solutions appropriées pour augmenter la productivité et en fournissant une formation sur les meilleures pratiques en matière de protection des données personnelles.

## Réalisation des études de marché

De nombreux leaders d'opinion ont indiqué que les entreprises étrangères devraient rechercher leurs propres besoins commerciaux, mais aussi **identifier ce que l'entreprise peut apporter à Singapour en tant que pays limité en ressources** — humaines, économiques et infrastructurelles. La plupart des leaders d'opinion ont précisé que les entreprises souhaitant pénétrer le marché de Singapour devaient faire preuve de diligence raisonnable.

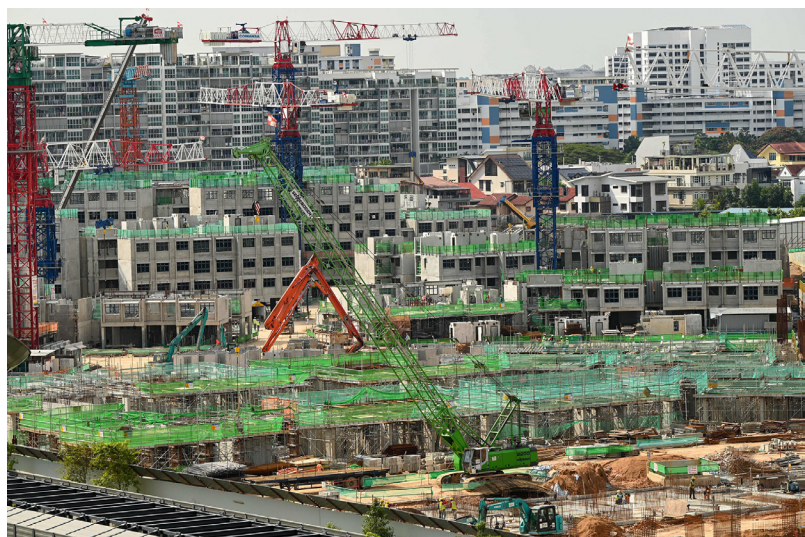
« Avant d'envisager de se lancer, essayez d'évaluer les conséquences commerciales, financières et économiques [par le biais d'une étude de marché ou un sondage]. » (Tan Tin Wee, 13 octobre 2022)

## Obstacles à l'engagement

Avec [338 %](#), Singapour se situait en 2021 au troisième rang mondial pour le ratio commerce extérieur/PIB. Bien que Singapour soit [un poids lourd de la diplomatie internationale](#) et des affaires étrangères, ses relations extérieures ont récemment été touchées par la pandémie de COVID-19 et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Les leaders d'opinion ont discuté des défis suivants pour l'engagement de Singapour à un niveau international : la pénurie de terres, le manque de ressources naturelles et de main-d'œuvre qualifiée, et le coût élevé de la vie et des opérations commerciales. Même si Singapour se targue d'être politiquement transparent, les leaders d'opinion ont évoqué la structure de gouvernance conservatrice et son incidence sur les partenaires étrangers.

### Absence de masse continentale

Singapour est le plus petit pays d'Asie du Sud-Est, avec une masse continentale d'environ [718 kilomètres carrés](#). Les principales [demandes d'utilisation des terres](#) concernent le logement, l'industrie et le commerce, les parcs et les réserves



Vue générale de logements sociaux en construction à Singapour, le 13 janvier 2023 | Photo : Roslan Rahman/AFP via Getty Images

naturelles, les infrastructures de transport terrestre et les besoins en matière de défense. La plupart des leaders d'opinion ont évoqué les problèmes fonciers ou le manque d'espace physique comme des obstacles à l'expansion des installations existantes. **Le foncier a également été au cœur des problèmes d'infrastructure de Singapour en tant que centre urbain en pleine expansion.** De plus, cela nuit à ses aspirations à devenir un centre mondial, ouvrant des possibilités aux investisseurs et aux entreprises étrangères de soutenir la recherche et le développement. Selon les leaders d'opinion, les secteurs les plus touchés par le manque de terrains sont les énergies renouvelables et l'éducation, principalement en ce qui concerne la construction d'installations.

## Manque de ressources naturelles

La cité-État pâtit également d'un accès limité aux ressources naturelles, un facteur important selon la plupart des leaders d'opinion. Cette situation limite davantage les secteurs qui dépendent des ressources naturelles, en particulier les énergies renouvelables. **Singapour s'est fortement appuyée sur le commerce avec les économies étrangères** pour compenser son manque de ressources naturelles. Toutefois, le renforcement des [positions protectionnistes](#) de nombreuses puissances mondiales constitue un défi de taille pour la cité-État.

« Singapour s'est fortement appuyée sur le commerce avec les économies étrangères pour compenser son manque de ressources naturelles. »

## Coût de la vie et coût des opérations commerciales

Singapour a été classée ville la plus chère du monde, avec New York, dans l'enquête « Coût de la vie dans le monde 2022 » (« [Worldwide Cost of Living 2022](#) ») menée par l'Economist Intelligence Unit. Le [gouvernement a quand même fait valoir](#) que « le panier de consommation de cette enquête ne reflète pas ce que les Singapouriens consomment habituellement » et que « les classements sont sensibles aux fluctuations monétaires ». Le gouvernement a défini quatre de ses stratégies actuelles pour gérer la hausse des coûts dans la cité-État : gérer les contraintes d'approvisionnement, promouvoir la concurrence sur le marché pour permettre des prix compétitifs, resserrer la politique monétaire centrée sur le taux de change pondéré par le commerce, et fournir une assistance aux ménages, aux entreprises et aux citoyens à faible revenu. Malgré ces politiques, la plupart des leaders d'opinion ont évoqué le coût **élevé de la vie et des opérations commerciales comme des obstacles à l'engagement**, ce qui pourrait inciter les investisseurs potentiels à considérer les voisins de Singapour, plus abordables, comme des points d'entrée sur le marché régional. Les leaders d'opinion ont particulièrement mentionné le coût élevé des loyers dans la cité-État comme un facteur dissuasif.

## Politique et gouvernance

La cité-État est fière de la transparence de sa gouvernance, un sentiment partagé par la moitié des leaders d'opinion interrogés.

« Je peux affirmer assez fermement qu'il [le gouvernement] est exempt de corruption, bien géré, bien organisé et stable. Singapour a une population

exceptionnellement alphabétisée et bien éduquée, une bonne culture de la consommation et une bonne structure sociale. Pour faire des affaires, je dirais que c'est un environnement aussi favorable que possible. » (Teymoor Nabili, présentateur de nouvelles, CNBC, consultant en médias et en communication, Banque asiatique de développement, 19 octobre 2022)

Néanmoins, le **caractère politiquement conservateur du gouvernement singapourien** a été mentionnée par certains leaders d'opinion. Comme l'a fait remarquer un expert en affaires de l'ANASE, « la durabilité, les droits du travail, la diversité des genres sont des valeurs très progressistes. Je pense que Singapour évolue dans ce sens. »

Ces dernières années, certaines politiques et pratiques de Singapour ont retenu l'attention de la communauté internationale. Par exemple, en 2019, le gouvernement singapourien a adopté la loi sur la Protection contre les faussetés et les manipulations en ligne ([Protection from Online Falsehoods and Manipulation Act](#)), qui permet à un ministre singapourien de déclarer que des informations en ligne sont « fausses ». Cette loi entraîne des répercussions sur la liberté d'expression dans la cité-État. La pandémie a renforcé l'emprise de l'État sur sa population : il a été confirmé que les données du [programme obligatoire TraceTogether](#), utilisé pour contrôler la propagation des cas de COVID-19, étaient également utilisées dans le cadre d'enquêtes criminelles. En outre, en 2022, le Premier ministre Lee Hsien Loong a déclaré que les relations sexuelles entre hommes seraient [décriminalisées](#), mais que Singapour maintiendrait la définition « traditionnelle et légale » du mariage, à savoir l'union d'un homme et d'une femme. Comme le souligne un leader d'opinion :

« **Singapour est une société très conservatrice.** [Cela] concerne les quatre principaux groupes ethniques : Chinois, Malais, Indiens et Eurasiens. En gros, tout le monde est très conservateur. Cela signifie qu'il est possible de s'impliquer dans la banque alimentaire, d'aider les personnes âgées ou les enfants dans le besoin, mais qu'il faut se tenir à l'écart des LGBTQ+ et de ce qui est considéré comme du lobbying ou de l'activisme en matière de politique gouvernementale. Donc, si le Canada souhaite changer quelque chose, il ne faut pas s'aligner ouvertement sur Singapour. » (8 décembre 2022)

En août 2022, des [représentants du gouvernement singapourien](#) ont conseillé aux entreprises étrangères de faire preuve de prudence lorsqu'elles défendent les droits et les questions LGBTQ+ à Singapour, car cette attitude peut être interprétée comme une ingérence dans les questions sociopolitiques intérieures du pays.

## Pénurie de main-d'œuvre et problèmes de mobilité

La plupart des leaders d'opinion ont affirmé que la pénurie de main-d'œuvre était une question pressante à Singapour. Selon Carlos A. Kuriyama, « le bassin de talents à Singapour est petit par rapport à d'autres pays ». L'une des priorités de Singapour est d'attirer les talents étrangers ; or, il est difficile **d'obtenir des permis de travail et des visas appropriés pour les travailleurs qualifiés étrangers.**

« Créer une entreprise ici n'est pas du tout difficile, il n'y a pas de grands obstacles à franchir au niveau préliminaire, il suffit de s'installer et de démarrer. Mais pour rester . . . le plus difficile, justement, ce sont les permis de travail et les ressources humaines. Obtenir les places disponibles pour faire venir votre personnel ». (Marlene Han, 6 décembre 2022)

Les problèmes de main-d'œuvre à Singapour sont examinés plus en détail dans la section « [Main-d'œuvre et travail](#) » du présent rapport.



# Secteurs porteurs à Singapour

Identifier et surmonter les obstacles tels que les ressources, les infrastructures, la politique, la main-d'œuvre et la mobilité, et élaborer une stratégie pour construire un partenariat durable à long terme n'est que le début d'un engagement avec Singapour. Il est également important de comprendre les secteurs qui offrent des opportunités. Les leaders d'opinion ont aidé à identifier certains des secteurs clés en expansion à Singapour. Les [énergies renouvelables](#) et la [numérisation](#), deux secteurs manifestement en plein essor dans la cité-État, revêtent un intérêt particulier. Les leaders d'opinion interrogés dans le cadre de ce rapport ont fréquemment mentionné six [autres secteurs](#) qui gagnent en importance et devraient susciter un engagement étranger : l'aérospatiale, l'agro-industrie et la sécurité alimentaire, les produits pharmaceutiques et la biotechnologie, les VE, les infrastructures et la gestion des déchets.

## Secteurs d'intérêt spécifiques

Tout au long des entrevues, les discussions ont été dominées par deux secteurs auxquels le gouvernement de Singapour accorde une grande attention, à savoir les énergies renouvelables et la technologie et la numérisation.

Bien que les énergies renouvelables soient une priorité politique pour la cité-État et que le gouvernement ait consacré des fonds importants à la durabilité, le manque d'espace physique et les défis climatiques compliquent la production nationale d'énergies renouvelables à Singapour. Les leaders d'opinion ont souligné l'importance des énergies renouvelables pour l'engagement étranger, étant donné que ces opportunités à Singapour sont étroitement liées aux priorités du gouvernement. **Parmi les énergies renouvelables, l'énergie solaire a été le type d'énergie le plus fréquemment mentionné.**

La technologie et la numérisation vont de pair avec la réputation de Singapour en tant que ville intelligente. Dans cette optique, les leaders d'opinion ont évoqué l'essor des technologies financières (*FinTech* en anglais), de l'IA, de la fabrication de pointe, des cryptomonnaies et de la chaîne de blocs (*blockchain* en anglais). Ces dernières années, Singapour a également amélioré l'accessibilité des sites web officiels du gouvernement pour les personnes en situation de handicap, ce qui témoigne d'un engagement plus fort en faveur de la numérisation.

### Énergies renouvelables

En 2021, l'Agence nationale pour l'environnement, une agence gouvernementale qui a pour objectif de créer un environnement vert et durable pour la cité-État, s'est vu allouer une subvention de [1,1 milliard de dollars canadiens](#). En conséquence, la plupart des



Cette centrale solaire photovoltaïque flottante du groupe EDPR Sunseap, une unité d'Energias de Portugal SA, située à Woodlands, à Singapour, fournit de l'électricité au réseau national. | Photo : Bryan van der Beek/ Bloomberg via Getty Images

leaders d'opinion ont parlé des énergies renouvelables et la plupart d'entre eux ont précisé que les énergies renouvelables étaient un secteur clé en pleine expansion à Singapour et/ou un « programme prioritaire pour le gouvernement actuel ».

Actuellement, [les limites des énergies renouvelables](#) à Singapour sont notamment la faible vitesse des éoliennes commerciales et la faible amplitude des marées en raison des mers calmes, le manque d'énergie hydroélectrique en raison d'une pénurie de rivières, le manque de sources d'énergie géothermique et les limites de la biomasse domestique. **Singapour importe donc la majorité de son énergie renouvelable.** Pourtant, pour réduire les émissions de carbone de la cité-État, le gouvernement exploite quatre « [interrupteurs](#) » : le gaz naturel, l'énergie solaire, les réseaux électriques régionaux et les solutions de remplacement à faible émission de carbone.

« En matière de technologies vertes, nous sommes confrontés à un problème fondamental. Nous sommes une toute petite cité-État, plus petite que les cinq arrondissements de la ville de New York. Il nous est impossible de produire de l'énergie à partir de sources renouvelables. Nous sommes sur une île tropicale, mais nous n'avons pas assez de surface pour l'énergie solaire. Nous n'avons pas de vent. Ce que nous essayons de faire, donc, c'est d'importer de l'électricité à partir de sources vertes au Laos, en Australie et, éventuellement, en Indonésie. » (Manu Bhaskaran, 19 octobre 2022)

La plupart des leaders d'opinion ont relevé la priorité accordée récemment à la production d'énergie solaire par le gouvernement. L'énergie solaire reste une source d'énergie renouvelable importante ; en 2021, plus de [500 mégawatts-crête \(MWc\) d'énergie solaire](#) ont été installés, ce qui correspond à l'objectif de Singapour de deux GWc d'ici à 2030, soit suffisamment pour alimenter 350 000 maisons par an.

Les leaders d'opinion ont également discuté des **défis auxquels Singapour doit faire face lors de la mise en œuvre d'initiatives vertes et propres**, notamment dans le domaine de l'énergie solaire, en particulier en raison du manque de ressources naturelles et de l'espace limité dont dispose le pays.

« Singapour connaît une sorte de crise existentielle en matière d'énergie propre. Les Singapouriens sont très soucieux d'en tirer parti dans la mesure du possible. Mais il est évident qu'une grande partie de l'économie locale est également axée sur les combustibles fossiles. Ils essaient donc d'encourager la recherche et le développement tout en s'efforçant de maintenir les niveaux d'emploi dans les industries existantes. Ils dépensent beaucoup d'argent pour expérimenter l'énergie solaire flottante, car il n'y a pas assez de place pour l'énergie solaire terrestre. Ils ont lancé plusieurs DDP (demandes de propositions) pour importer de l'énergie verte. » (Teymoor Nabili, 19 octobre 2022)

« En matière de technologies vertes, nous sommes confrontés à un problème fondamental. Nous sommes une toute petite cité-État, plus petite que les cinq arrondissements de la ville de New York. Il nous est impossible de produire de l'énergie à partir de sources renouvelables. »

## Technologie et numérisation

Le [rapport e-Conomy SEA](#) de Bain & Company estime que l'économie numérique de l'Asie du Sud-Est atteindra environ 273 milliards de dollars canadiens en 2022, soit trois ans plus tôt que les prévisions précédentes. Singapour, quant à elle, a pris des engagements à long terme en matière de numérisation. L'objectif initial du gouvernement en matière de numérisation est de combler les écarts sociaux au sein de la société singapourienne [en améliorant l'accessibilité](#) des ressources gouvernementales pour les personnes handicapées, comme l'ont fait remarquer les leaders d'opinion de Singapour. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'accélérer l'évolution du pays vers la numérisation.

En 2020, plus de [40 %](#) des entreprises de technologie financière d'Asie du Sud-Est étaient établies à Singapour et les investissements dans l'industrie de la technologie financière de Singapour ont atteint 462 millions de dollars canadiens. Tous les leaders d'opinion ont mentionné l'importance des investissements dans la technologie à travers divers secteurs, y compris la technologie financière, les villes intelligentes et la fabrication de pointe. La numérisation et les développements technologiques dans le pays sont déterminés par sa démographie et sa géographie, ce qui influe sur la sécurité nationale. **Compte tenu des limitations foncières, de la pénurie de main-d'œuvre, du vieillissement de la population et des aspirations de Singapour à l'autosuffisance, le gouvernement a intérêt à accélérer la numérisation.** À cette fin, le gouvernement singapourien a introduit une conception numérique intégrée dans un grand nombre de ses services. Cet aspect améliore l'accessibilité et la transparence pour tous les groupes, et contribue à renforcer l'autonomie, en particulier chez les personnes handicapées. Le gouvernement encourage également la découverte scientifique et l'innovation technologique par l'intermédiaire de [l'Agence pour la science, la technologie et la recherche \(A\\*Star\)](#), qui se concentre sur l'amélioration de la qualité des soins de santé, de la vie urbaine et de la durabilité.

Le gouvernement singapourien vise également à **transformer le secteur des services financiers grâce à la technologie et à la numérisation.** Si la moitié des leaders d'opinion ont évoqué l'enthousiasme du gouvernement pour l'investissement dans le marché des cryptomonnaies, certains ont reconnu des nuances dans le secteur. Reuben Athaide a précisé que les réglementations sur les cryptomonnaies sont en hausse et que l'implication dans le secteur n'est « pas tant pour la spéculation que pour d'autres utilisations de la chaîne de blocs en particulier ». Cela montre que **le gouvernement se concentre sur l'innovation dans les actifs numériques plutôt que sur les cryptomonnaies elles-mêmes.** La numérisation transforme également d'autres aspects de la vie des Singapouriens. Stimulées par la pandémie de COVID-19, les MPME ont été poussées à adopter et [à mettre en œuvre des initiatives numériques qui existaient déjà avant la pandémie](#), telles que **les paiements sans numéraire avec des portefeuilles numériques**, ainsi que l'investissement dans le commerce électronique et l'automatisation, comme l'ont fait remarquer un quart des leaders d'opinion.

L'École de commerce IMD - Institut international pour le développement de la gestion (International Institute for Management Development en anglais) a classé Singapour [au premier rang des villes intelligentes](#) trois années de suite ; il définit une ville intelligente comme « un cadre urbain qui applique la technologie pour accroître les avantages et diminuer les inconvénients de l'urbanisation pour ses citoyens ». **Comme le pays cherche à devenir une ville**

intelligente, il existe des possibilités d'engagement étranger dans le secteur des transports, comme la construction de véhicules autonomes et de transports publics efficaces. En outre, la cité-État investit continuellement dans l'agriculture de pointe, en particulier dans des domaines tels que l'agriculture urbaine, l'agriculture verticale et l'aquaculture, afin d'atteindre son [objectif « 30x30 »](#), à savoir que 30 % des besoins nutritionnels soient satisfaits au niveau local.

Parmi les autres domaines de croissance en matière de technologie et de numérisation mentionnés par la plupart des leaders d'opinion figurent l'IA et la technologie biomédicale.

## Autres secteurs d'intérêt

### Aérospatiale

Quatre des 13 leaders d'opinion ont mentionné l'aérospatiale ou l'industrie aéronautique comme l'un des secteurs porteurs de la cité-État. [L'industrie aérospatiale](#) de Singapour a généré 11,4 milliards de dollars canadiens en 2018, employait plus de 22 000 personnes en 2020 et a enregistré un taux de croissance annuel composé de 8,6 % au cours des deux dernières décennies. La cité-État s'est classée première, pour la troisième année consécutive, dans le classement des villes aérospatiales du futur ([Aerospace Cities of the Future](#)) de fDi Intelligence, ayant attiré 39 projets d'IDE dans le domaine de l'aérospatiale entre 2015 et 2019.

« **Le gouvernement souhaite mettre l'accent sur l'industrie aérospatiale** de Singapour et nous avons créé le parc technologique aérospatial de Seletar pour répondre aux préoccupations concernant les capacités de fabrication dans le domaine aérospatial. » (Tan Tin Wee, 13 octobre 2022)

Le [parc aérospatial de Seletar](#) est une zone aérospatiale et industrielle créée par la JTC Corporation, la principale agence gouvernementale de Singapour pour le développement des infrastructures industrielles. Le parc accueille plus de 60 entreprises multinationales et locales et vise à devenir la plaque tournante de la R&D, de l'ingénierie et de la fabrication aérospatiales en Asie du Sud-Est. La situation géographique de Singapour en fait également un lieu idéal, car elle offre des vols vers de nombreux pays de la région Asie-Pacifique.

### Agro-industrie

Actuellement, Singapour importe [plus de 90 %](#) de ses denrées alimentaires. La moitié des leaders d'opinion ont parlé de l'agro-industrie comme d'un secteur en plein essor. Le Conseil des parcs nationaux a lancé l'initiative « Jardin de plantes comestibles » (« [Garden with Edibles](#) » en anglais) pour renforcer la résilience alimentaire de Singapour. Quelques leaders d'opinion ont fait allusion à la volonté de Singapour de développer son autosuffisance. Toutefois, comme l'a indiqué Tan Tin Wee, il s'agit plutôt de « sécuriser nos sources de nourriture et de diversifier notre chaîne d'approvisionnement alimentaire, car nous ne serons jamais autosuffisants à 100 % ». La plupart des leaders d'opinion ont déclaré que la **sécurité alimentaire était une question prioritaire dans la cité-État** :

« Je pense que la durabilité alimentaire est un enjeu majeur à Singapour, et nous l'avons appris grâce à la pandémie de COVID, parce qu'il n'y a rien à cultiver ici. Avec le COVID, le gouvernement était soumis aux caprices des pays locaux et à ce qu'ils allaient expédier et

faire transiter . . . Je pense à la durabilité alimentaire à de nombreux niveaux. Maintenant ils ont mis beaucoup de gens dans l'agriculture verticale, et même les propriétaires, vous pouvez aller chercher des graines gratuites et vous pouvez commencer vos jardins. Il y a même des programmes gouvernementaux à cet effet. » (Marlene Han, 6 décembre 2022)

Il est intéressant de noter que **la volonté d'autosuffisance à Singapour est guidée par des questions de sécurité alimentaire**, comme l'ont souligné la moitié des leaders d'opinion. Au sein de l'industrie alimentaire, les leaders d'opinion ont mis en avant les sous-secteurs des produits laitiers, des protéines, du poisson, des protéines d'origine végétale et du blé et/ou des céréales.

## Produits pharmaceutiques et biotechnologie

Au cours des neuf premiers mois de 2021, les entreprises de la cité-État ont signé des accords portant sur le bien-être et la santé publique pour une valeur de plus de 1,4 milliard de dollars canadiens, ce qui témoigne de l'importance accordée par Singapour à ce secteur dans l'ère postpandémique. La plupart des leaders d'opinion ont mentionné les produits pharmaceutiques et la biotechnologie comme un secteur en plein essor. En 2016, le secteur a produit pour plus de [16,2 milliards de dollars canadiens](#) de produits destinés aux marchés mondiaux. Singapour privilégie actuellement les investissements dans les hautes technologies, notamment les dispositifs médicaux et la biotechnologie, et le renforcement du secteur [pharmaceutique](#).

« Singapour est déjà une plaque tournante de soins de santé . . . [Les gens] viennent à Singapour pour se faire soigner, etc. De plus, nous disposons d'un paysage technologique biomédical assez actif, comprenant la fabrication de produits pharmaceutiques, la technologie médicale, des instituts de recherche biomédicale de renommée internationale, etc. Par exemple, nous avons été en mesure d'attirer des entreprises pharmaceutiques majeures dans le top 10 des pharmacies de la liste Fortune 500 de 2022. . . la plupart des entreprises pharmaceutiques sont établies à Singapour, sous une forme ou une autre. Cela répond à [une autre] question de sécurité fondamentale : en cas de nouvelle vague de pandémie, la survie de Singapour dépendra de sa capacité à faire face à de telles menaces. » (Tan Tin Wee, 13 octobre 2022)

## Véhicules électriques

Singapour s'efforce de devenir une cité-État [verte, numérique et efficace](#), en créant des opportunités de collaboration pour l'engagement étranger, selon les leaders d'opinion qui ont participé à cette étude. En 2022, la cité-État comptait 3 000 [bornes de recharge](#) publiques pour VE, soit une augmentation de 50 % par rapport à 2021, ce qui représente au moins une borne de recharge pour deux VE et autobus. Quelques leaders d'opinion ont mentionné le projet de [construction d'une usine](#) de VE de Hyundai, avec un investissement de 4 millions de dollars canadiens et une production ciblée d'environ 30 000 VE d'ici 2025.



Une borne de recharge pour véhicules électriques (VE) dans une station-service Shell à Singapour est l'une des nombreuses qui voient le jour dans le pays à mesure que les VE gagnent en popularité et sont mieux soutenus par les politiques et les infrastructures. | Photo : Bryan van der Beek/Bloomberg via Getty Images

Le projet utilise les technologies intelligentes de l'industrie 4.0, y compris l'IA, l'Internet des objets et la robotique. Le Premier ministre Lee Hsien Loong, lors de la cérémonie d'inauguration des travaux du Hyundai Motor Group Innovation Centre, a [déclaré](#) que « les VE ont une chaîne d'approvisionnement différente, moins de pièces mécaniques et plus d'électronique, ce qui joue en faveur des atouts de Singapour ».

« Je pense que Singapour va insister vigoureusement. Il s'agit d'un choix évident pour être leader dans le domaine des véhicules autonomes en raison de la taille du pays et de l'infrastructure . . . parce qu'ils obligent les gens à retirer les voitures de la route de manière régulière. » (Ian Wilson, 5 décembre 2022)

Singapour ambitionne de devenir une « [nation sans voitures](#) » d'ici 2030 et a activement introduit et encouragé les modes de transport durables et respectueux de l'environnement, notamment le vélo, le train et les bus publics. De surcroît, les coûts associés à la possession d'un véhicule à Singapour, tels que le « [certificat d'autorisation](#) », tendent à dissuader la plupart des gens.

## Gestion des déchets

La quantité de déchets produits à Singapour n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années. En 2021, [3,83 millions de tonnes](#) de déchets solides ont été recyclées (sur les 6,94 millions de tonnes produites). Les usines d'incinération et les décharges nécessitent de grandes surfaces de terrain, ce qui n'est pas viable pour Singapour compte tenu de son espace limité. Parmi les leaders d'opinion, la plupart ont considéré la gestion des déchets et/ou des eaux usées comme un domaine d'engagement prioritaire.

« Ils cherchent des solutions pour réduire les déchets étant donné le peu de terres disponibles pour les décharges ou pour le recyclage. D'où l'utilisation d'incinérateurs pour réduire le volume des déchets et les transformer en énergie consommable. Il s'agit en fait de savoir comment maximiser et optimiser ce que l'on a, avec peu de terres et d'espace. Je pense donc que les solutions innovantes de ce point de vue seraient très bien accueillies ici. » (Reuben Athaide, 17 octobre 2022)

M. Athaide a ensuite insisté sur l'importance accordée par Singapour au « traitement de l'eau », et en particulier aux « eaux grises ». Les [eaux grises](#) désignent les « eaux usées non traitées qui n'ont pas été en contact avec les déchets des toilettes ». Le recyclage des eaux grises est une autre étape qui consiste à utiliser les eaux grises traitées et à les recycler pour d'autres usages, tels que l'irrigation.

# L'engagement auprès des MPME

Selon le [Département des statistiques de Singapour](#), la cité-État comptait 290 300 petites et moyennes entreprises (PME) en 2021.<sup>2</sup> Singapour abrite plus de [3 800 entreprises en démarrage](#) dans le seul secteur technologique. En ce qui concerne l'accès aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) à Singapour et/ou l'amélioration de l'engagement auprès d'elles, les leaders d'opinion ont indiqué que la stratégie pouvait varier en fonction du secteur des MPME. Ils ont aussi décrit les associations et/ou comités de MPME comme des ressources de réseautage et d'information. Les leaders d'opinion ont également mentionné l'importance de la numérisation et de la technologie pour les MPME, non seulement en termes de transition dans la manière dont les transactions commerciales sont effectuées, mais aussi en ce qui concerne des questions plus larges à Singapour, telles que la réduction de la main-d'œuvre nécessaire pour alléger le stress sur cette ressource limitée.

Le dernier Indice de la politique des PME : ANASE 2018 ([SME Policy Index : ASEAN 2018](#)) a identifié les principales priorités politiques de Singapour pour soutenir les PME. La cité-État a une approche de « prestation de services » en fournissant des **services pour aider les entreprises à accroître leur compétitivité, en particulier dans les domaines de l'amélioration de la productivité, de la technologie, de l'innovation, de l'accès au marché et de l'internationalisation**. Les entreprises sociales et les PME inclusives étaient la dernière priorité, selon le *Policy Index*.

La numérisation accélérée et la transition vers une société de plus en plus dépourvue d'argent liquide et vers le commerce électronique se sont révélées être des défis pour les MPME, comme l'a relevé Carlos A. Kuriyama. M. Kuriyama estime que les MPME s'adaptent à cette évolution et que « celles qui ne le font pas prennent du retard ». Il a également évoqué les défis potentiels auxquels la population vieillissante pourrait être confrontée dans son adaptation aux changements liés à la numérisation.

Un quart des leaders d'opinion ont lié leurs discussions sur les MPME à la numérisation et se sont concentrés sur l'augmentation de la connectivité grâce à l'infrastructure numérique croissante et ses avantages pour la croissance des petites entreprises.

« La numérisation, en particulier dans le secteur des MPME, est l'une des voies principales. La question de la main-d'œuvre étrangère est devenue un sujet politique brûlant à Singapour. Dans la mesure où l'automatisation de la numérisation permet de réduire la demande de main-d'œuvre, elle est très bien accueillie d'un point de vue politique, et pas seulement d'un point de vue commercial. On espère que le commerce numérique permettra aux entreprises singapouriennes de se développer comme elles n'ont pas pu le faire jusqu'à présent. » (Manu Bhaskaran, 19 octobre 2022)

« Un quart des leaders d'opinion ont lié leurs discussions sur les MPME à la numérisation . . . »

<sup>2</sup> Selon *Statistiques Singapour* (Statistics Singapore), PME (c'est-à-dire les petites et moyennes entreprises) sont définies comme des entreprises dont les recettes d'exploitation ne dépassent pas 101,45 millions de dollars canadiens (100 millions de dollars singapouriens) ou qui n'emploient pas plus de 200 personnes.

Bien que Singapour soit connue pour abriter [15 « licornes »](#), c'est-à-dire des entreprises en démarrage dont la valeur dépasse 1,4 milliard de dollars canadiens, Ian Wilson a affirmé que « **Singapour a eu du mal à créer la culture entrepreneuriale qu'elle souhaite**. Le pays n'a jamais vraiment lancé une bonne licorne. Il y a bien Grab, mais cette entreprise est fortement soutenue par le gouvernement et elle ne gagne toujours pas d'argent. Il n'y a donc pas autant d'exemples de réussite qu'ils le souhaiteraient. »

# Accords commerciaux

L'économie de Singapour, petit État insulaire aux ressources limitées, est fortement tributaire du commerce. Le pays est actuellement partie à 15 accords bilatéraux [de libre-échange](#) (ALE) et à 12 ALE régionaux. Les leaders d'opinion ont donné leur avis sur les ALE qu'ils considèrent comme les plus importants pour Singapour.

La moitié des leaders d'opinion ont mentionné l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) comme un accord commercial important pour Singapour. Carlos A. Kuriyama a reconnu que le **PTPGP accroît l'intérêt de Singapour pour le Canada**. M. Kuriyama considère que Singapour reconnaît l'importance d'avoir des alliés solides en Amérique du Nord et **que le Canada est une autre voie d'accès au marché nord-américain**. Cette conception fait allusion aux liens plus étroits que Singapour entretient avec les [États-Unis](#) par le biais d'accords bilatéraux, et à la présence des États-Unis à Singapour en tant que premier investisseur étranger direct du pays. Le PTPGP présente plusieurs [avantages pour Singapour](#), notamment l'élimination des droits de douane pour 94 % de ses exportations vers 11 marchés, dont le Canada. De plus, il définit également des règles dans des domaines tels que le commerce électronique et la propriété intellectuelle afin de résoudre les problèmes commerciaux dans une économie mondiale de plus en plus numérisée.

S'appuyant sur le PTPGP, Singapour met l'accent sur l'économie et le commerce numériques, comme en témoigne son initiative d'élaboration de [l'Accord de partenariat pour l'économie numérique \(APEN\)](#) aux côtés de la Nouvelle-Zélande et du Chili. Bien que seulement cinq des treize leaders d'opinion en aient discuté, **l'APEN a été considéré comme une « nouvelle forme d'ALE »** et Singapour comme un « ordre mondial » dans son « meilleur intérêt » qui facilite le commerce numérique de bout en bout, permet des flux de données fiables et instaure la confiance dans les systèmes numériques. La dernière mise à jour concernant l'adhésion du Canada à l'APEN date d'août 2022, lorsqu'un groupe de travail a été mis en place pour l'entrée du Canada.

Seuls deux des 13 leaders d'opinion ont commenté le [Partenariat régional économique global](#) (RCEP), qui est un ALE entre 15 pays de la région

Organisations et ressources pour construire des réseaux mentionnés par les leaders d'opinion

- ▶ [Conseil des affaires canado-américaines](#)
- ▶ [Chambre de commerce du Canada à Singapour](#)
- ▶ [Exportation et développement Canada - Singapour](#)
- ▶ [Entreprise Singapour \(Enterprise Singapore\), Fédération des entreprises de Singapour \(Singapore Business Federation\)](#)
- ▶ [Conseil des normes, de la productivité et de l'innovation SPRING Singapour \(SPRING Singapore \(Standards, Productivity and Innovation Board\)\)](#)
- ▶ [Fédération nationale des employeurs de Singapour \(Singapore National Employers Federation\)](#)
- ▶ [Service des délégués commerciaux du Canada](#)



Asie-Pacifique. Le Canada n'est pas membre du RCEP. Liang Kaixin a expliqué qu'un accord régional était important pour Singapour en raison de sa dépendance au commerce. Le RCEP offre aux entreprises un accès préférentiel dans la région Asie-Pacifique, avec des règles d'origine simplifiées permettant une plus grande flexibilité pour Singapour. Cependant, Carlos A. Kuriyama a précisé que les entreprises préfèrent le plus souvent s'appuyer sur des accords commerciaux bilatéraux.

# La main-d'œuvre et le travail

En décembre 2022, [la main-d'œuvre locale](#) de Singapour, composée de citoyens et de résidents permanents, avait un taux d'activité de 70 % et comptait 2,4 millions de personnes. La main-d'œuvre singapourienne est très instruite, 73 % d'entre elle ayant fait des études supérieures. Le [taux de chômage des résidents](#) est plus élevé que le taux de chômage global, même s'il reste relativement faible, avec une moyenne annuelle de 3,5 % en 2021.

Si Singapour est réputée pour la qualité de sa main-d'œuvre, elle est en revanche à la traîne en ce qui concerne la taille de sa population active. Tan Tin Wee indique que « si [Singapour] se développe un jour au-delà de cinq millions d'habitants, nous serons toujours confrontés à des problèmes de limitation de la main-d'œuvre et le coût de la vie à Singapour sera relativement élevé ». En conséquence, les travailleurs étrangers ont apporté une contribution importante à l'économie de Singapour, avec plus de [1,3 million de travailleurs](#) en juin 2022, dont 338 000 travailleurs qualifiés et professionnels titulaires des visas type « permis S » (« S Pass ») et type « permis de travail » (« Employment Pass »). **Représentant un peu plus d'un tiers de la main-d'œuvre totale de Singapour, la croissance économique de Singapour repose en grande partie sur les travailleurs étrangers.**

Malgré la taille limitée de la main-d'œuvre, le gouvernement maintient une attitude « Singapour d'abord ». La plupart des leaders d'opinion ont évoqué les difficultés à recruter des talents étrangers qualifiés à Singapour. Ces dernières années, le ministère singapourien du Travail a imposé des restrictions plus strictes aux employeurs souhaitant faire venir de la main-d'œuvre qualifiée à Singapour. Ces entreprises ont désormais du mal à obtenir le « Employment Pass », un visa qui permet aux professionnels étrangers de travailler à Singapour à condition qu'ils gagnent au moins 5 000 dollars singapouriens (5 170,49 dollars canadiens) par mois et qu'ils aient [« considéré équitablement tous les demandeurs d'emploi »](#), ce qui fait allusion à la main-d'œuvre locale.

« Il semble que de nombreux Canadiens essuient d'abord un premier refus. Ensuite, les entreprises qui les emploient doivent justifier pourquoi elles ont besoin d'un étranger pour occuper le poste plutôt que d'embaucher localement. Il en résulte un processus long et difficile de recrutement de talents pour les entreprises de Singapour. (Anonyme, 24 octobre 2022)

« Représentant un peu plus de la moitié de la main-d'œuvre totale de Singapour, la croissance économique de Singapour repose en grande partie sur les travailleurs étrangers. »

Les limites imposées à l'embauche de travailleurs étrangers en raison des difficultés d'obtention de visas de travail peuvent être liées à la classification chinois-malais-indien-autres (CMIO d'après ses sigles en anglais) du pays, qui est utilisée comme outil administratif pour gérer les politiques, y compris la législation sur l'immigration, dans une optique ethnique. Manu Bhaskaran explique que cette évolution peut également être due à l'afflux d'étrangers dans les années 2000 et à la réaction politique qui s'en est suivie. Au cours des cinquante dernières années, le nombre de [travailleurs étrangers titulaires d'un visa temporaire](#) est passé de 3,2 % de la [main-d'œuvre totale](#) en 1970 à 34,8 % en 2022. Bien que ces statistiques concernent principalement les travailleurs manuels et domestiques, les professionnels qualifiés sont également concernés. En outre, les embauches d'étrangers sont également limitées par les contraintes de l'offre, notamment l'augmentation des coûts de l'immobilier et les limites de capacité des écoles internationales, où les étrangers ont tendance à envoyer leurs enfants.

En raison des limites imposées à l'embauche de main-d'œuvre étrangère, certains leaders d'opinion ont mis l'accent sur l'opportunité fondamentale que représente l'embauche de talents locaux en tant qu'avantage commercial. Steven Okun a déclaré que les entreprises étrangères devraient savoir, lorsqu'elles élaborent leurs plans en matière de capital humain, ce qui sert les intérêts publics singapouriens, comme l'embauche ou l'amélioration des compétences des talents locaux, et travailler avec des personnes qui ont les compétences nécessaires pour combler les lacunes. Toutefois, Teymoor Nabili a précisé qu'il était également difficile d'embaucher des talents locaux de qualité :

« Il est très difficile de trouver des talents locaux [de haute qualité], car le taux de chômage est très bas ici. Lorsque l'on peut trouver des talents locaux, certains problèmes signalés par des entreprises sont que leur qualité n'est peut-être pas aussi élevée qu'ils l'auraient souhaité, même si le niveau d'éducation à Singapour est extrêmement élevé. » (19 octobre 2022)

Même si le gouvernement met l'accent sur l'embauche locale, **il a dévoilé en septembre 2022 un nouveau visa de travail appelé Passeports pour les réseaux et l'expertise d'outre-mer ([Overseas Networks and Expertise Pass](#)) (ONE Pass), afin d'atténuer les tensions sur le marché de l'emploi.** Si les étrangers bénéficient apparemment d'un visa de cinq ans pour travailler à Singapour, les obstacles à l'entrée des entreprises restent considérables, puisque les personnes titulaires du ONE Pass doivent justifier d'un revenu mensuel de 30 000 dollars singapouriens (31 022 dollars canadiens).

# Opportunités pour le Canada

Le commerce bilatéral de marchandises entre le Canada et Singapour a augmenté, passant de [2,2 milliards de dollars canadiens](#) en 2021 à 2,8 milliards de dollars canadiens en 2022. Les exportations canadiennes de marchandises comprenaient principalement des réacteurs nucléaires, des machines et équipements, du matériel électronique et des instruments scientifiques et de précision. Les exportations singapouriennes étaient essentiellement constituées d'équipements électroniques, d'instruments scientifiques et de précision, ainsi que de produits pharmaceutiques.

Conformément aux conclusions de l'étude [Points de vue Asiatiques sur l'engagement économique avec le Canada](#) (2020) de la FAP Canada, **le Canada est perçu comme un acteur passif dans la région et sa réputation souffre d'un manque de nuance ; toutefois, il est réputé pour être généralement amical et politiquement neutre.** Les leaders d'opinion ont mis en avant la richesse des ressources du Canada et se sont employés à proposer des idées d'engagement entre le Canada et Singapour. Plus précisément, cinq des 13 leaders d'opinion ont affirmé qu'il y avait un manque ou un faible niveau de sensibilisation et/ou d'intérêt à l'égard du Canada : « Je ne pense pas qu'il y ait un degré de différenciation entre les pays développés. Je pense que le Canada est peut-être perçu comme un avantage par rapport à d'autres pays », a commenté Teymoor Nabili

Un représentant du gouvernement canadien dans la région a convenu que Singapour n'avait pas le Canada à l'esprit en raison d'un manque de publicité, ce qui signifie que Singapour pourrait se tourner vers des économies plus fortes au cours de son expansion.

« Les Singapouriens sont très soucieux de leur marque. La plupart des entreprises singapouriennes disent que si elles ont l'occasion de se développer en Amérique du Nord, elles iront directement aux États-Unis. **Le Canada est formidable, mais l'image de marque n'y est pas très forte.** Honnêtement, je pense que c'est quelque chose que AMC (Affaires mondiales Canada) et le gouvernement du Canada doivent faire — développer une image de marque beaucoup plus forte pour le Canada . . . c'est un peu triste, parce que c'est une occasion manquée. (7 décembre 2022)

Pour la plupart des leaders d'opinion, le Canada se distingue par sa nature amicale.

« Je pense qu'en général, **le Canada est considéré comme un pays digne de confiance.** Il a donc [la] réputation d'être fiable et peut-être aussi amical. De plus, nous avons des normes très strictes en matière d'ESG (environnement, social et gouvernance) et de développement durable. Et peut-être les droits des travailleurs et l'égalité entre les genres. Le Canada est perçu très favorablement à Singapour et en Asie du Sud-Est. » (Anonyme, 24 octobre 2022)

En ce qui concerne les possibilités d'engagement du Canada avec Singapour, certains leaders d'opinion ont mis en avant la richesse des ressources naturelles du Canada.

« Nous ne disposons pas d'énormes sources d'eau ou d'énergie hydroélectrique, ni de quoi que ce soit d'important ; nous n'avons pas non plus de territoire pour la captation de l'eau ou pour collecter l'énergie solaire, comme le fait le Canada. Étant donné que le Canada dispose d'un réservoir de ressources incroyablement important auquel Singapour n'a pas accès, est-il possible d'exporter de l'énergie vers nous ?  
Pouvons-nous exporter vers vous des capacités



Singapour se tourne de plus en plus vers l'agriculture urbaine pour renforcer sa sécurité alimentaire, comme le montre ce jardin de plantes comestibles sur le toit du vaste centre commercial de Raffles City. | Photo de Roslan Rahman/AFP via Getty Images

de calcul, sachant que les centres de données peuvent être reliés à distance par des liaisons à haut débit ? Ce [sont] là de grandes questions. » (Tan Tin Wee, 13 octobre 2022)

Le Canada a rapidement établi des [liens diplomatiques](#) avec Singapour après l'indépendance de cette dernière en 1965. Le Canada a également aidé Singapour à devenir un observateur du [Conseil de l'Arctique](#) en 2013, un forum intergouvernemental qui défend les intérêts de l'Arctique. Néanmoins, certains leaders d'opinion ont évoqué le manque de résistance de nombreuses entreprises canadiennes et ont encouragé les entreprises canadiennes à s'engager à long terme et de manière cohérente avec Singapour.

En ce qui concerne les possibilités d'engagement, le Dr. Faizal Yahya a proposé de **nouer des liens avec les universités singapouriennes afin de mettre en place des programmes tels que les Études canadiennes pour permettre aux Singapouriens d'en apprendre davantage sur le Canada**. Il a également proposé la possibilité que des Canadiens soient présents à l'Institut de recherche asiatique de l'Université nationale de Singapour pour discuter non seulement des industries canadiennes, mais aussi de l'histoire du Canada et de ses peuples autochtones, afin d'établir un lien avec la lignée culturelle de Singapour.

Un expert en affaires de l'ANASE a envisagé la perspective que le Canada, l'un des plus grands producteurs agricoles au monde dans des conditions climatiques difficiles, étudie les possibilités de partager les technologies agricoles canadiennes afin de soutenir le développement de l'agriculture urbaine et verticale à Singapour. De même, Reuben Athaide a proposé la possibilité de faire du Canada un partenaire privilégié pour exporter, par exemple, du poisson à Singapour.

Parmi les entreprises canadiennes les plus populaires mentionnées par les leaders d'opinion, citons : Bombardier, Manulife, Blackberry, McCain's, Tim Hortons et le Cirque du Soleil. Les connaissances des leaders d'opinion sur les industries canadiennes sont modestes, à l'exception du secteur minier. **Comme l'a fait remarquer un leader d'opinion, il n'y a pas de « marque canadienne » à Singapour, car les entreprises canadiennes se présentent souvent avec une forte identité provinciale plutôt que nationale :**

« Lorsque je dis aux parties prenantes de Singapour que je viens du Canada ou que je leur présente certaines entreprises canadiennes, elles ont tendance à les considérer comme fiables. **Ils ne semblent pas se soucier de la province d'où vient l'entreprise . . . tant que vous vous présentez comme une entreprise canadienne, ça vous aide à aller un peu plus loin**. On nous pose souvent la question : "Où est la Saskatchewan ?" . . . "Est-ce que le nom du produit est de la Saskatchewan ?" » (24 octobre 2022)

Les leaders d'opinion ont mentionné d'autres produits ou secteurs d'intérêt pour l'engagement Canada-Singapour, notamment la gestion des déchets, le bois d'œuvre, le développement des infrastructures et le blé et/ou les céréales.

# Conclusion

Le projet *Renforcement de l'engagement économique avec Singapour et l'Indonésie : les perspectives des leaders d'opinion* offre une meilleure compréhension du marché singapourien aux Canadiens, en particulier aux entreprises et aux responsables politiques. Alors que le Canada reste dans l'ombre d'autres économies étrangères telles que le Royaume-Uni, l'Australie et les États-Unis, ce rapport met en lumière une question essentielle qu'il convient d'aborder de front : la nécessité de créer une « marque Canada » distincte. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique promet une présence accrue en Asie du Sud-Est, ce qui aidera certainement le Canada à consolider son engagement à long terme dans la région. Cependant, pour maximiser le pouvoir de la présence de la « marque Canada », le Canada doit présenter un front unifié dans toutes les provinces, comme l'ont fait remarquer à maintes reprises les leaders d'opinion singapouriens.

L'étude met également en évidence les secteurs porteurs à Singapour et souligne la nécessité de se concentrer sur ceux qui sont considérés comme prioritaires par le gouvernement singapourien. Comme indiqué plus haut, les secteurs qui prospèrent sont ceux que le gouvernement de la cité-État souhaite voir prospérer. Singapour a réalisé d'importants investissements dans la technologie et la numérisation, les énergies renouvelables et les pratiques de développement durable, une meilleure gestion des déchets et de l'eau, et la santé publique. Ces secteurs ont permis à Singapour d'acquérir le statut de ville intelligente de premier plan. Les leaders d'opinion ont également relevé les avancées technologiques dans l'agro-industrie, ainsi que le développement durable des industries pharmaceutiques, biotechnologiques et aérospatiales.

Mais l'engagement avec Singapour n'est pas exempt de défis. Comme l'ont expliqué les leaders d'opinion interrogés, la taille géographique de Singapour a un effet sur la disponibilité et la distribution des ressources dans le pays, ce qui entraîne une hausse du coût de la vie et des opérations commerciales. En outre, l'économie dépend des travailleurs étrangers en raison du vieillissement de la population et de la limitation de la main-d'œuvre. Toutefois, la surveillance étroite et les priorités politiques du gouvernement rendent l'embauche d'une main-d'œuvre étrangère qualifiée complexe et onéreuse. Pourtant, ces myriades de défis peuvent être des espaces de collaboration dans le pays insulaire, en particulier parce que Singapour continue d'investir dans la technologie et la numérisation et, plus largement, dans le développement durable.

Comme point de départ pour les entreprises et les acteurs politiques canadiens, les leaders d'opinion préconisent un engagement à long terme à Singapour, notamment en interagissant avec les Singapouriens, les entreprises et les organisations gouvernementales, en ayant une présence physique et en faisant preuve de diligence raisonnable pour déterminer comment les entreprises et les produits canadiens peuvent bénéficier directement au marché de Singapour. Ces recherches, qui comprennent des exercices de constitution de réseaux, une évaluation des besoins en infrastructures de la cité-État et la possibilité de tirer parti des abondantes ressources du gouvernement de Singapour, pourraient profiter aux MPME canadiennes qui espèrent avoir un rayonnement à Singapour et dans l'ensemble de la région de l'Asie du Sud-Est.

Si l'Asie du Sud-Est est bien présente dans la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, au moment des entrevues menées dans le cadre de ce rapport, cette stratégie tournée vers l'avenir n'avait pas encore trouvé d'écho auprès des leaders d'opinion qui ont participé à l'étude. Ce constat montre que la Stratégie arrive à point nommé et indique qu'une solide présence

canadienne dans la région ainsi qu'une stratégie efficace pour la « marque Canada » se font attendre depuis longtemps.

En effet, l'annonce ultérieure de la création de la Porte commerciale canadienne en Asie du Sud-Est, avec une injection de fonds de 24,1 millions de dollars canadiens de la part du gouvernement du Canada, a déjà attiré l'attention dans la région et les parties prenantes sont optimistes quant à ses perspectives. L'initiative de cette porte commerciale — une émanation tangible de la Stratégie — témoigne de l'engagement du Canada à s'impliquer à long terme dans la région, un facteur qui contribuera à renforcer la confiance dans le Canada en tant que partenaire engagé.

Bien que le Canada ait actuellement une petite présence à Singapour, les opportunités pour les commerçants et les investisseurs canadiens ne feront que croître à mesure que le marché singapourien connaîtra mieux le Canada et s'intéressera à la collaboration avec une nation aux pratiques commerciales loyales, riche en innovations et en ressources. Et puisque le Canada commence à attirer l'attention de Singapour, la cité-État s'avérera en fin de compte un partenaire important et un tremplin précieux vers les marchés dynamiques de la région élargie.

# Méthodologie

Le projet *Renforcement de l'engagement économique avec Singapour et l'Indonésie : Étude multi-intérêts sur les perspectives des leaders d'opinion* a commencé à prendre forme en 2021, dans le but de mieux comprendre les économies développées et en développement de l'Asie du Sud-Est afin de renforcer l'engagement du Canada dans la région. Il a été élaboré à partir de certains des principaux résultats de l'étude 2020 de la FAP Canada, [Points de vue asiatiques sur l'engagement économique au Canada](#). Après de fréquentes consultations avec des représentants du gouvernement canadien et des leaders d'opinion canadiens et asiatiques de haut niveau, l'étude a été conçue comme une enquête quantitative destinée à un échantillon de leaders d'opinion de Singapour et d'Indonésie. Dans le cadre de cette étude, les leaders d'opinion sont définis comme suit : « des académiciens, des chercheurs, des conseillers politiques, des fonctionnaires, des professionnels des médias et des cadres supérieurs d'entreprises ayant une expertise régionale reconnue. »

La FAP Canada a confié à Green Technology Asia Pte. Ltd. (GTAsia) la collecte de données pour le projet. Le projet a démarré en mars 2022 sous la forme d'une enquête auprès des leaders d'opinion. Néanmoins, le taux de réponse a été faible. Cela s'explique principalement par la nature complexe de l'enquête elle-même et par la date de livraison de l'enquête, à savoir l'été 2022, lorsque les restrictions de voyage dans le monde entier ont commencé à s'assouplir après plus de deux ans d'isolement physique à différents niveaux en raison de la pandémie du virus COVID-19. En conséquence, le projet a été réorienté vers la collecte de données qualitatives approfondies et riches grâce à des entretiens personnels. Au total, 13 leaders d'opinion ayant une solide expérience de Singapour, de sa politique étrangère et de son engagement ont été interrogés. Le travail sur le terrain s'est déroulé d'octobre à décembre 2022. Les leaders d'opinion ont été invités à participer volontairement et ont été contactés par courriel personnalisé, messages LinkedIn, WhatsApp et appels téléphoniques. Les entretiens avec consentement éclairé ont été menés par appels vidéo en ligne. Les entretiens ont été complétés par des recherches et des analyses de divers rapports politiques, documents gouvernementaux, données statistiques, enquêtes d'opinion publique, ainsi que par un examen des recherches sur l'environnement des entreprises en Asie du Sud-Est menées par des organisations internationales et locales, des cabinets de conseil et des groupes de réflexion.

Les personnes interrogées provenaient d'entreprises de différentes tailles : sept petites entreprises (0-99 employés), une entreprise de taille moyenne (100-499 employés) et quatre grandes entreprises (500+ employés). Sur les 13 personnes interrogées, quatre se sont identifiées comme des femmes. Les citations directes des leaders d'opinion ont été éditées pour éviter les erreurs grammaticales et structurelles. Deux leaders d'opinion ont été interrogés ensemble et ont été traités comme une seule unité à des fins d'analyse des données. Les détails des personnes interrogées figurent dans la section Liste des leaders d'opinion de Singapour. Certaines personnes interrogées ont demandé à rester anonymes ; elles n'ont donc pas été identifiées dans ce rapport.

Le projet actuel a également ouvert la voie à de futures possibilités de recherche dans d'autres économies à fort potentiel en Asie du Sud-Est, notamment en Malaisie et au Vietnam, afin de mieux comprendre les nuances de l'engagement. L'étude souligne également la nécessité de mener régulièrement des recherches similaires dans chaque marché cible afin de suivre le rythme du changement.

# Liste des leaders d'opinion de Singapour

La FAP Canada tient à remercier les leaders d'opinion suivants d'avoir accepté d'être interviewés dans le cadre de ce projet très opportun, de leur temps inestimable, de leur vision et de leur expérience. Cette étude a pu être réalisée grâce à eux :

## **Carlos A. Kuriyama**

Analyste principal à l'Unité de soutien politique, Coopération économique Asie-Pacifique [Asia-Pacific Economic Cooperation],

## **Dr. Faizal Bin Yahya**

Chercheur principal, Institut d'études politiques, Université nationale de Singapour

## **Liang Kaixin**

Directrice associée des affaires publiques, Institut d'études politiques.

## **Ian Wilson**

PDG, Wilson Innovation Lab, responsable régional de la gestion hôtelière, NEOM Arabie saoudite ; conseiller et mentor, Office du tourisme de Singapour

## **Manu Bhaskaran**

Associé, Centennial Asia Advisors Pte Ltd ; chercheur principal associé, Université nationale de Singapour

## **Marlene Han**

Directrice, Kyi Hla Han Ventures, membre de la direction, Chambre de commerce du Canada à Singapour

## **Nicky Lung**

Directrice exécutive, Conseil d'affaires Canada-ANASE

## **Reuben Athaide**

Responsable du conseil en cybersécurité, Standard Chartered Bank

## **Steven Okun**

Conseiller principal, McLarty Associates ; président, AmChams of Asia Pacific ; fondateur et PDG, APAC Advisers

## **Tan Tin Wee**

Directeur général du centre National Supercomputing et professeur associé à l'Université nationale de Singapour

## **Teymoor Nabili**

Présentateur de nouvelles, CNBC ; consultant en médias et communication, Banque asiatique de développement ; PDG et éditeur, Tech for Impact Asia



# Remerciements

## CHERCHEURS PRINCIPAUX

### Sreyoshi Dey, Ph.D.

Gestionnaire de programme,  
Perspectives sur l'Asie et CASD-Asie  
du Sud, Fondation Asie Pacifique du  
Canada

### Gloria Liu

Spécialiste de projet, Perspectives sur  
l'Asie (anciennement), Fondation Asie  
Pacifique du Canada

### Ingrid Wong

Analyste de données, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

## CONSEILLERS STRATÉGIQUES

### Jeff Nankivell

Président et chef de la direction,  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### Jeffrey Reeves, Ph.D.

Vice-président, Recherche et stratégie  
Fondation Asie Pacifique du Canada

## RÉVISION ÉDITORIALE

### Charles Labrecque, Ph.D.

Directeur, Recherche, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

### Michael Roberts

Directeur, Communications,  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### Ted Fraser

Éditeur, Communications, Fondation  
Asie Pacifique du Canada

## COMMUNICATIONS

### Michael Roberts

Directeur, Communications,  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### Camille Point

Spécialiste des communications et  
des médias sociaux, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

## DESIGN CRÉATIF

### Chloe Fenemore

Designer graphique, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

## GESTION DES PROJETS

### Rosie Bolderston

Gestionnaire de programme, Bourses  
et propositions, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

### Sreyoshi Dey, Ph.D.

Gestionnaire de programme,  
Perspectives sur l'Asie et CASD-Asie  
du Sud, Fondation Asie Pacifique du  
Canada

## TRADUCTION FRANÇAISE

### Eva Moreta

Traductrice française,  
Communications, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

## RESEARCH PARTNERS

### Brady Fox

Associé principal et vice-président  
chargé de la recherche, Greentech  
Asie

### David Wynne

Associé fondateur et PDG,  
Greentech Asie

### Chad Rickaby

Associé directeur et vice-président  
chargé du développement  
commercial, Greentech Asie

### Yahe Li

Chercheur principal, Greentech Asie

## Nous remercions tout particulièrement à

### Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC

### Bart W. Édes

Analyste politique, auteur et  
professeur de pratique à l'Université  
McGill

### Conseil d'affaires Canada- ANASE

Chambre de commerce du  
Canada à Singapour

### Hafimi Abdul Haadii

Directrice exécutive du LVK Group of  
Companies

### Justin Kwan

Gestionnaire principal de programme,  
Projet APEC-Canada pour l'expansion  
du partenariat des entreprises, FAP,  
Canada

### Md. Chatib Basri

Économiste et ancien ministre des  
finances (Indonésie)

### Sean Chan

Conseiller en finance d'entreprise,  
Singapour et Canada

### Stephanie Lee

Gestionnaire de programme, CASD-  
Asie du Sud-Est, FAP Canada

### Suryo Nugroho

Gestionnaire de programme, Réseaux  
et partenariats, FAP Canada

# République de Singapour - Fiche pays



## Géographie de Singapour

- Cité-État située à l'extrémité sud de la péninsule malaise, à environ 137 kilomètres au nord de l'équateur, composée d'une grande île et de 60 petits îlots.
- Températures élevées tout au long de l'année et précipitations presque constantes ; les saisons sont définies par les précipitations, la période la plus humide et la plus venteuse étant la mousson du nord-est, de novembre à mars.
- Singapour se caractérise par son urbanisation, mais a préservé une partie de la forêt tropicale.

### Faits en bref

Capitale	Singapour
Population	5 637 000 (Sing Stat, 2022)
Superficie totale	718 kilomètres carrés
Principales religions	Taoïsme, bouddhisme, islam, christianisme, hindouisme
Espérance de vie	83,5 ans
Monnaie	Dollar singapourien (1C\$ = 1,02 SGD) (janvier 2023)
Principaux groupes ethniques	Chinois, Malais, Indiens et Eurasiens
Fête nationale	Jour de l'indépendance, 9 août 1965

### Langues

Langues officielles	Anglais, chinois, malais, tamoul
Langues majoritaires	Anglais et malais
Langues minoritaires	Cantonais, hokkien, hainanais, hakka, teochew, indonésien, javanais, japonais, coréen, punjabi, telugu, urdu

### Salutations

Mandarin	« Ni Hao »
Indien	« Vannakam » (tamoul) ; « Namaste » (hindi)
Malais	« Selamat Pagi » pour bonjour, « Selamat Tengah Hari » pour bon après-midi, « Selamat Malam » pour bonne nuit.

Le « singlish » est un mélange d'anglais, de mandarin, de tamoul, de malais et d'autres langues chinoises et sud-asiatiques.

## Histoire moderne de Singapour

19ème siècle	Création de la Singapour moderne
1941	La prospérité de Singapour souffre de l'occupation japonaise.
1946	Singapour devient une colonie de la Couronne britannique
1963	Singapour devient indépendante du Royaume-Uni et fusionne avec la Malaisie, le nord de Bornéo et le Sarawak pour former la Malaisie.
1965	Singapour demande son indépendance de la Malaisie et devient une république parlementaire.

## Politique de Singapour

Chef de l'état	Président Halimah Yacob
Chef du gouvernement	Premier ministre Lee Hsien Loong
Dernières élections	Juillet 2020
Prochaines élections	2025
Trois pouvoirs distincts	Législatif, exécutif et judiciaire.
Régime politique multipartite au parlement	Le parti au pouvoir est le People's Action Party (PAP), avec le Singapore Democratic Party (SDP), le Singapore Democratic Alliance (SDA) et le Workers' Party (WP) dans l'opposition.
Principales préoccupations	Système de justice pénale, liberté de réunion pacifique et d'expression, orientation sexuelle et identité de genre, travailleurs migrants et exploitation du travail, défense des droits de l'homme.

## Principales sources médiatiques

- ▶ [Channel News Asia](#)
- ▶ [Business Times](#)
- ▶ [The New Paper](#)
- ▶ [The Straits Times](#)

# Relations Canada-Singapour

## Accords commerciaux entre le Canada et Singapour (en vigueur)

- Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
- Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)
- L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)
- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT)
- Accord général sur le commerce des services (AGCS)
- Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les marchés publics (AMP)
- Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur la facilitation des échanges (TFA)
- Accord sur les Technologies de l'Information de l'Organisation mondiale du commerce (ATI)

## Intérêts communs du Canada et de Singapour

- Commerce ouvert
- Ordre international fondé sur des règles
- Égalité entre les genres
- Changement climatique et développement durable
- Soutien aux sociétés inclusives

## Domaines de coopération bilatérale entre le Canada et Singapour

- Cybersécurité
- L'infrastructure
- Éducation
- Science et technologie
- Commerce
- Défense
- Échanges entre les peuples

### Quelques sondages d'opinion

- ▶ Rapport de sondage sur l'état de l'Asie du Sud-Est en 2022, ([The State of Southeast Asia 2022 Survey Report](#)), Centre d'études de l'ANASE
- ▶ Nos valeurs à Singapour : Principales conclusions de l'enquête mondiale sur les valeurs ([Our Singapore Values: Key Findings From the World Values Survey](#)), Institute of Policy Studies
- ▶ IPS - Sondage post-électoral 2020 ([IPS – Post-Election Survey 2020](#)), Institute of Policy Studies (IPS)
- ▶ Les perceptions des Singapouriens sur les questions sociétales clés et la manière dont elles affectent leurs choix politiques ([Singapore's perceptions of key societal issues and how this affects their political choices](#)), Quad Research

# Annexe : Guide d'entrevue approfondi pour les leaders d'opinion

Le guide d'entrevue ci-dessous a été conçu pour orienter l'intervieweur vers les sujets clés et les questions pertinentes de chaque sujet. Ce dernier a eu la liberté de conduire les entretiens en fonction de la conversation et des domaines d'expertise des personnes interrogées afin de générer des données approfondies pour l'analyse.

## Introduction générale

Nous vous remercions d'avoir accepté d'être interviewé dans le cadre de ce projet crucial qui peut contribuer à éclairer les relations économiques entre le Canada et [le pays du répondant] et à promouvoir le partenariat bilatéral. Cette étude est menée par un groupe de réflexion canadien, la Fondation Asie Pacifique du Canada, qui vise à établir un pont entre le Canada et l'Asie Pacifique. Votre point de vue sur les perspectives sociopolitiques, culturelles et économiques du [pays du répondant] fournira des informations qui pourront être utiles aux responsables politiques, aux entreprises et aux autres parties prenantes du [pays du répondant] et du Canada afin de renforcer l'engagement économique entre les deux pays.

Vos réponses resteront confidentielles et anonymes et ne seront pas liées à vos informations personnelles, à moins que vous ne consentiez expressément à l'attribution. Sous réserve de votre consentement, cette entrevue sera enregistrée, transcrite et transmise à la FAP Canada. La FAP Canada peut partager les transcriptions entièrement anonymes avec ses partenaires financiers et le gouvernement canadien afin d'éclairer leur processus de prise de décision. Cette entrevue durera environ 30 à 45 minutes. Votre opinion et votre expérience sont très appréciées.

*NB : les courriels et les introductions ont été personnalisés pour chaque personne interrogée.*

## Engagement

- 1 D'après votre expérience, que doivent savoir les pays étrangers sur [le pays du répondant] avant d'envisager d'établir des relations d'affaires avec [le pays du répondant] ?
  - a. Voyez-vous des défis ou des obstacles potentiels à l'engagement étranger avec [le pays du répondant] ?

## Opportunités sectorielles

- 2 En ce qui concerne spécifiquement [pays du répondant], quels sont les secteurs clés dans lesquels vous pensez que le [pays du répondant] importera davantage de biens et de services au cours des dix prochaines années ? Quels sont les secteurs ou les industries d'avenir pour [le pays du répondant] ?

- 3 Quels sont les secteurs clés pour la croissance de l'IDE dans [le pays du répondant] ?
- 4 Existe-t-il des secteurs pour lesquels les réglementations en matière d'IDE sont plus strictes ou plus souples à appliquer pour l'entrée dans [le pays du répondant] ? Quels sont ces secteurs ? Pouvez-vous donner des précisions sur les restrictions/opportunités ?
- 5 Existe-t-il des zones/régions (provinces/villes/municipalités) dans [le pays du répondant] où il sera beaucoup plus facile ou avantageux pour les entreprises étrangères de s'implanter ? Si oui, pouvez-vous en citer quelques-unes ? De quelle manière les entreprises étrangères peuvent-elles bénéficier d'une implantation dans ces régions ? Sur quels secteurs d'activité les régions/provinces/zones que vous avez citées se concentrent-elles ?

## Principaux secteurs d'intervention

- 6 **Environnement et développement durable**  
Dans le domaine des technologies propres, quels sont les secteurs qui présentent le plus grand potentiel de croissance économique dans [le pays du répondant] ?
- 7 **Numérisation**  
Pensez-vous que la numérisation a eu un effet sur la manière dont [le pays du répondant] s'engage avec des partenaires étrangers ? Pouvez-vous préciser ?
  - a. Comment les MPME de votre pays s'adaptent-elles à la numérisation rapide et à l'augmentation du commerce numérique ?
- 8 **Éducation**  
L'éducation ou les opportunités liées à l'éducation sont-elles des domaines qui intéressent [le pays du répondant] et qu'il recherche activement auprès de partenaires étrangers ? Quelles sont les approches suggérées pour de tels partenariats universitaires ?

## Confiance dans les économies étrangères

- 9 Les entreprises du [pays du répondant] préfèrent-elles des partenaires régionaux culturellement et géographiquement plus proches que des partenaires situés dans des économies éloignées comme dans les Amériques (Nord et Sud) ?
- 10 Diriez-vous que les entreprises du [pays du répondant] font davantage confiance aux économies de l'ANASE qu'aux économies hors ANASE ? Si oui, pourquoi ? Si non, quelles sont les économies non membres de l'ANASE auxquelles elles font davantage confiance et pourquoi ?
- 11 Comment les entreprises canadiennes sont-elles perçues dans [le pays du répondant] ? Les entreprises/gouvernements du [pays du répondant] trouvent-ils l'environnement économique canadien différent de celui des États-Unis ? Si oui, comment ?
- 12 D'après vous, le développement des relations économiques entre le Canada et [le pays du répondant] fait-il l'objet d'un intérêt actif de la part de [le pays du répondant] ?

## Sensibilisation

- 13 Quel serait le meilleur moyen (en ligne et hors ligne) de faire connaître une économie ou une entreprise étrangère dans [le pays du répondant] ? Avez-vous des recommandations spécifiques concernant les moyens ou les réseaux qui devraient être utilisés pour aborder la communauté/le milieu des affaires de [pays du répondant] ?
- Selon vous, quel acteur sera le plus efficace pour sensibiliser le public : le gouvernement national, les entreprises nationales/le secteur privé, le gouvernement étranger ou les entreprises étrangères/le secteur privé ?
- 14 Quelles sont les méthodes en ligne et hors ligne les plus efficaces pour impliquer les étrangers dans les MPME du [pays du répondant] ?

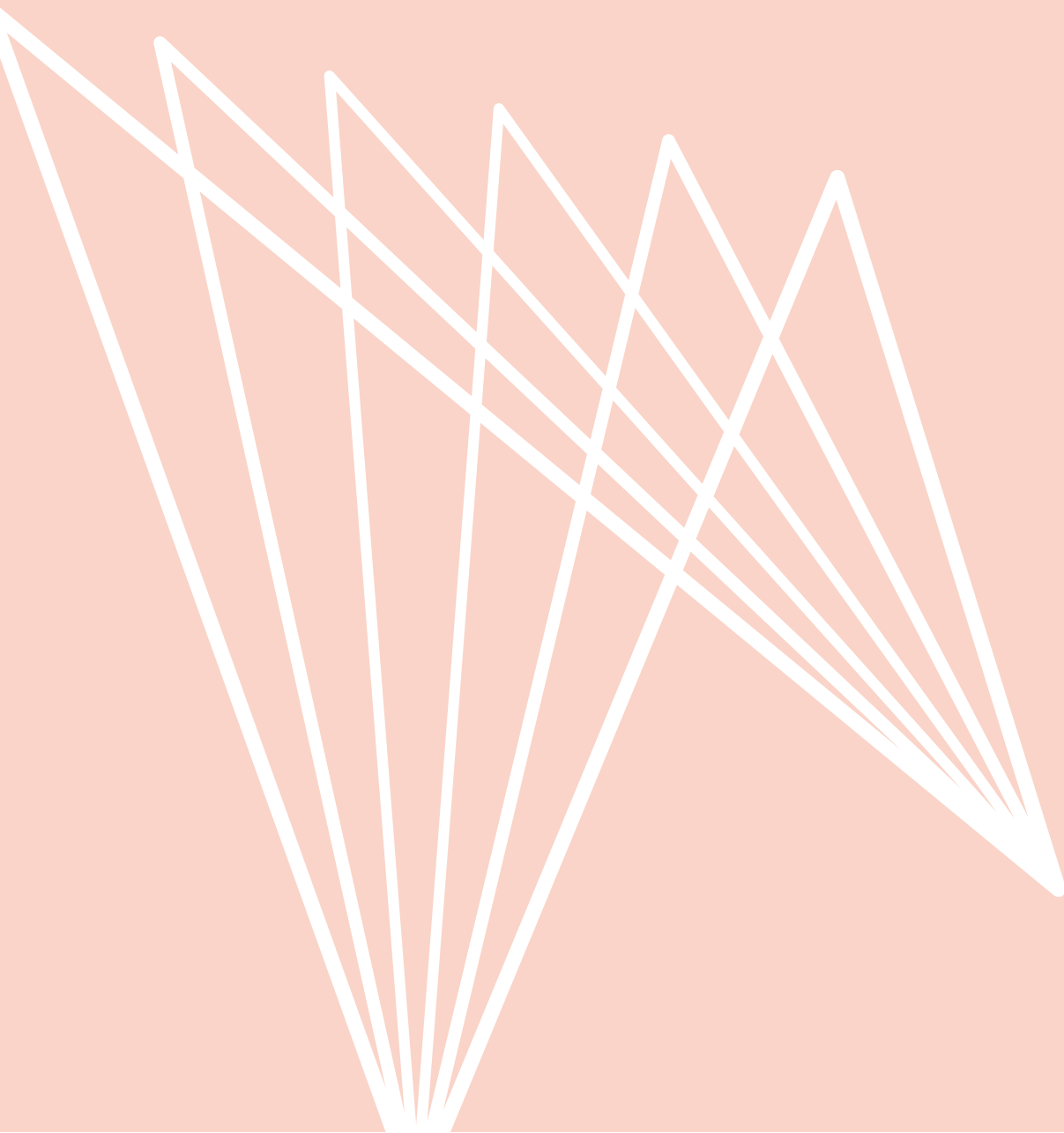
## Accords commerciaux

- 15 Quel est l'accord commercial multilatéral le plus important pour la croissance de votre pays ?
- 16 Nous avons une liste d'accords pertinents pour les relations entre le Canada et [le pays du répondant]. Quelle est la première pensée qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez parler de ces accords, et comment résumeriez-vous les effets potentiels (positifs, négatifs ou nuls) sur la croissance de [pays du répondant] ?
- PTPGP
  - APEN (Singapour uniquement) | APEG (Indonésie uniquement)
  - ALE Canada-ANASE

Nous vous remercions pour le temps que vous nous avez accordé et pour les informations que vous nous avez fournies dans le cadre de cette étude. À ce stade, veuillez indiquer si vous souhaitez conserver l'anonymat dans le rapport final ou si vous souhaitez que vos réponses soient rendues anonymes.

- Veuillez garder mon nom anonyme pour toutes les réponses, mais vous pouvez m'ajouter à la liste des participants dans la publication finale
- Si vous citez mes réponses dans le rapport final, vous pouvez citer mon nom et m'ajouter à la liste des participants
- Veuillez garder mon nom totalement anonyme et ne pas m'ajouter à la liste des participants dans la publication finale

Si vous avez accepté de donner votre nom, nous partagerons un projet de rapport avant publication afin de nous assurer que vous êtes d'accord pour que les citations soient ajoutées au rapport.



Communiquez avec nous







ÉTUDE MULTI-INTÉRÊTS SUR LES  
PERSPECTIVES DES LEADERS D'OPINION

PAYS CIBLÉ :

# INDONESIE

Renforcement de l'engagement  
économique avec Singapour  
et l'Indonésie



Mars 2023

Financé en partie par



invest | investir  
CANADA | CANADA

# Contenu

Cliquez sur le titre pour accéder à la section

---

[À propos de la FAP Canada](#) ▶

---

[Note de synthèse](#) ▶

[Principaux points à retenir](#)

---

[Introduction](#) ▶

---

[L'environnement  
opérationnel de l'Indonésie](#) ▶

---

[Les relations de l'Indonésie  
avec l'ANASE et les  
économies étrangères](#) ▶

---

[L'importance des provinces  
indonésiennes](#) ▶

---

[Renforcer l'engagement  
avec l'Indonésie](#) ▶

[Méthodes optimales  
d'engagement](#)

[Obstacles à l'engagement](#)

---

[Des secteurs d'intérêt en  
plein essor](#) ▶

[Énergies renouvelables](#)

[Technologie et numérisation](#)

[Autres secteurs d'intérêt](#)

---

---

[L'engagement auprès des  
MPME](#) ▶

---

[Accords commerciaux](#) ▶

---

[La main-d'œuvre et le  
travail](#) ▶

[La population plus jeune](#)

[Loi Omnibus](#)

---

[Opportunités pour le  
Canada](#) ▶

---

[Conclusion](#) ▶

---

[Méthodologie](#) ▶

---

[Liste des leaders d'opinion  
indonésiens](#) ▶

---

[Remerciements](#) ▶

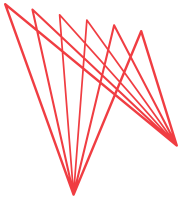
---

[République d'Indonésie -  
Fiche pays](#) ▶

---

[Annexe : Guide d'entrevue  
approfondi pour les  
leaders d'opinion](#) ▶

---



# À propos de la FAP Canada

La Fondation Asie Pacifique du Canada (« la Fondation ») est une organisation à but non lucratif consacrée aux relations du Canada avec l'Asie. Sa mission consiste à servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada.

La Fondation a pour rôle de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie, en se concentrant particulièrement sur les secteurs relevant de sept thématiques.

Notre recherche fournit des renseignements, des aperçus et des points de vue de grande qualité, pertinents et opportuns, sur les relations entre le Canada et l'Asie. Notre travail consiste à fournir des réflexions sur les politiques et des veilles économiques aux parties prenantes dans toute la région Asie-Pacifique, à l'aide de rapports, de notes de synthèse, d'études de cas, des médias numériques de dépêches et d'un bulletin d'information régulier intitulé Asia Watch.

Ensemble, ces éléments soutiennent ces secteurs thématiques.

## Domaines thématiques

- ▶ Commerce avec l'Asie
- ▶ Perspectives sur l'Asie
- ▶ L'Asie stratégique
- ▶ L'Asie numérique
- ▶ Renforcer les liens avec l'Asie
- ▶ Durabilité en Asie

# Note de synthèse

L'Indonésie, l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde, avec une classe moyenne jeune, en plein essor et de plus en plus éduquée, regorge d'opportunités pour l'engagement étranger. Mais elle n'est pas pour autant dépourvue de défis. Le Canada jette des ponts avec l'Asie du Sud-Est dans le cadre de sa [Stratégie pour l'Indo-Pacifique](#), publiée en novembre 2022, afin de tenir compte de l'évolution économique, démographique et stratégique mondiale en faveur de la région. Le moment est donc idéal pour analyser la stratégie d'engagement du Canada à l'égard de l'Indonésie. Plus grand archipel du monde, composé de plus de 17 500 îles, l'Indonésie a une histoire riche qui façonne sa diversité politique, culturelle, sociale et linguistique. L'Indonésie est souvent perçue comme une entité homogène, alors qu'elle abrite plus de 300 groupes ethniques et 700 langues vivantes.

Situé au carrefour de deux grands océans — l'Indien et le Pacifique — le pays joue un rôle économique,

politique et géostratégique essentiel dans le monde. Au vu de l'importance croissante du pays, la Fondation Asie Pacifique du Canada a entrepris le rapport intitulé *Renforcement de l'engagement économique avec Singapour et l'Indonésie : Étude multi-intérêts sur les perspectives des leaders d'opinion* afin de mieux évaluer les possibilités offertes par l'Indonésie. L'étude ne se contente pas d'identifier les perspectives, elle détaille également les stratégies d'engagement nécessaires, telles que la nécessité d'améliorer la compréhension et l'appréciation par les Canadiens de la politique locale de l'Indonésie, de sa culture d'entreprise et de ses nuances, en vue d'assurer une croissance mutuelle partagée. Dans ce rapport, 12 leaders d'opinion ayant une bonne connaissance du marché indonésien, de sa population et de sa politique ont été interrogés dans le but d'élaborer des recommandations stratégiques pour que le Canada renforce son engagement économique avec l'Indonésie.

## Principaux points à retenir

### 1 Tenir compte des différences entre les provinces

Avec 38 provinces et une structure de gouvernance à plusieurs niveaux, l'Indonésie peut s'avérer complexe à parcourir. Les provinces diffèrent souvent en termes de langue, de religion, de culture, d'autochtonie et d'opportunités sectorielles. En règle générale, l'engagement étranger est fortement axé sur l'île de Java, très dynamique sur le plan économique, où se trouve la capitale du pays, Jakarta. Or, à l'heure où le gouvernement indonésien s'efforce de diversifier les entreprises et l'activité économique en dehors de Java et de créer des zones économiques spéciales dans tout le pays, il est essentiel de reconnaître la grande diversité et les différences qui existent entre les provinces et d'agir en conséquence.

### 2 Étudier les possibilités offertes aux jeunes et à l'éducation

La majorité des 276 millions d'habitants de l'Indonésie ont moins de 30 ans, ce qui en fait une économie de consommation attrayante. Plus de 50 % de la population indonésienne rejoindra la population active en raison de l'augmentation de la proportion de jeunes. Toutefois, ces jeunes indonésiens n'ont pas accès à l'enseignement professionnel et à des connaissances spécialisées. Le secteur de l'éducation, et plus particulièrement la formation professionnelle, sera un domaine privilégié dans les années à venir et une opportunité potentielle pour l'engagement étranger.

### 3 Soutenir la modernisation numérique

L'Indonésie possède l'un des plus grands marchés de consommateurs Internet au monde. Le gouvernement, les entreprises et la société civile utilisent activement les médias sociaux pour diffuser des informations, communiquer avec diverses communautés et nouer des relations. Le commerce électronique et les services numériques ont pris de l'ampleur dans le pays et ont stimulé son économie numérique. Cependant, il existe un vaste fossé numérique car le développement de l'infrastructure technologique n'a pas réussi à suivre l'augmentation de la demande. Si la numérisation rapide est une caractéristique attrayante de l'économie indonésienne, il ne faut pas sous-estimer le déficit d'investissement et de collaboration dans le développement d'infrastructures technologiques de pointe pour connecter des milliers d'îles.

### 4 Soutenir le développement durable des infrastructures

Le gouvernement indonésien actuel donne la priorité à l'investissement et aux dépenses dans la construction des infrastructures du pays, en particulier dans les transports et la connectivité entre les nombreuses îles du pays. L'Indonésie est également de plus en plus confrontée au changement climatique et à l'élévation du niveau des mers, ce qui incite le gouvernement à mettre l'accent sur le développement durable, comme l'illustre parfaitement la création de la nouvelle capitale de Nusantara. Il en résulte une demande non seulement d'investissements étrangers, mais aussi de services qualifiés.

### 5 Étudier la question de l'énergie renouvelable

L'Indonésie s'est engagée à atteindre son objectif d'émissions nettes nulles d'ici 2060 et à couvrir au moins deux tiers de ses besoins énergétiques par des énergies renouvelables d'ici 2050. L'accent a été mis en particulier sur l'énergie solaire, compte tenu de la situation géographique du pays à l'équateur, mais aussi sur l'hydroélectricité, en fonction de la province concernée et de son accès à l'eau. Cependant, l'énergie est une question profondément politique et nécessite une analyse plus approfondie de la propriété foncière ainsi qu'une meilleure relation avec l'entreprise publique indonésienne d'électricité.

### 6 Renforcer les compétences par le biais de réseaux locaux

Il est important de créer des réseaux locaux et d'entretenir des partenariats locaux. Des partenaires locaux et fiables peuvent apporter aux entreprises étrangères une connaissance indispensable des gouvernements, de la politique et de la culture du pays. Les ressources gouvernementales dans le pays peuvent souvent être confuses ou insuffisantes par rapport aux compétences apportées par un partenaire local.

### 7 Tenir compte de la politique, de la corruption et des droits de l'homme

Bien que l'Indonésie se soit efforcée d'identifier et d'éradiquer la corruption, la bureaucratie est un obstacle courant à l'engagement dans l'économie de l'Asie du Sud-Est. Le pays a également fait l'objet de nombreux problèmes de droits de l'homme par le passé et ses codes pénaux controversés continuent de défrayer la chronique, ce qui peut compromettre les activités commerciales et les investissements économiques des entreprises étrangères.

## Tirer parti de la « Marque Canada »

L'Indonésie manque de sensibilisation, de connaissances et d'intérêt à l'égard du Canada. Une présence plus visible, associée à une stratégie de marque cohérente et efficace, permettra au Canada d'être reconnu comme un partenaire étranger digne de confiance en Indonésie, en particulier au moment où le Canada cherche à conclure un accord de libre-échange (ALE) avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et un accord de partenariat économique global (APEG) avec l'Indonésie.

S'il est vrai que l'Indonésie présente encore certains défis en termes d'attractivité pour la croissance des entreprises, le pays ouvre la voie en modifiant ses lois et réglementations pour mieux permettre l'engagement des entreprises étrangères. Le présent rapport développe les conclusions ci-dessus et les défis liés à l'élaboration d'une stratégie canadienne pour s'engager avec l'Indonésie.

# Introduction

En 2020, la FAP Canada a mené une enquête multinationale auprès de chefs d'entreprise de six pays asiatiques - la Chine, l'Inde, le Japon, Singapour, la Corée du Sud et le Vietnam - afin de connaître leur attitude à l'égard du Canada, notamment leur point de vue sur la possibilité de s'engager avec le Canada en tant que partenaire économique potentiel. L'étude de 2020, intitulée [Points de vue Asiatiques sur l'engagement économique avec le Canada](#), a interrogé 6 600 chefs d'entreprise et a révélé, par exemple, que sept chefs d'entreprise asiatiques sur 10 ne comprenaient pas l'environnement dans lequel opèrent les entreprises canadiennes. Le projet a également révélé un manque de présence canadienne sur les marchés prioritaires, ainsi qu'un manque de connaissance et de sensibilisation au sujet du Canada.

Fort de ces résultats, la FAP Canada s'intéresse de plus près aux économies en plein essor de Singapour et de l'Indonésie. Le projet, *Renforcement de l'engagement économique avec Singapour et l'Indonésie : Étude multi-intérêts sur les perspectives des leaders d'opinion*, soutenu par les abonnés Investir au Canada, Affaires mondiales Canada et Exportation et développement Canada (EDC), vise à comprendre les perspectives sociopolitiques, culturelles et économiques de Singapour et de l'Indonésie et à étudier l'incidence de ces perspectives changeantes sur l'engagement du Canada. Le projet s'appuie sur des entretiens approfondis avec des leaders d'opinion issus des secteurs privé et à but non lucratif, du milieu universitaire et même du gouvernement. Il cherche à mieux comprendre l'engagement économique avec ces deux économies asiatiques grâce aux voix de ceux qui ont une expérience professionnelle de l'engagement étranger avec Singapour et/ou l'Indonésie.<sup>1</sup>

Plus précisément, le projet vise à comprendre la culture d'entreprise ainsi que les opportunités, les défis et les barrières à l'entrée des entreprises sur ces deux marchés. Une telle compréhension interculturelle peut contribuer à promouvoir le commerce et l'investissement avec les marchés émergents, à soutenir les exportateurs et les communautés ayant besoin d'investissements, et à alimenter la croissance des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Dans ce rapport, nous examinons les conclusions des leaders d'opinion indonésiens. L'Indonésie a activement diversifié ses relations commerciales et d'investissement au niveau mondial. Quatrième nation la plus peuplée du monde et troisième plus grande démocratie, l'Indonésie compte plus de 700 langues parlées. Ses plus de 17 500 îles abritent plus de 300 groupes ethniques. Bien qu'il s'agisse d'un État laïque, l'Indonésie est le plus grand pays du monde à majorité musulmane, les musulmans représentant 86 % de la population. Première économie d'Asie du Sud-Est et seul membre du G20 issu de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Indonésie est le [quatrième partenaire commercial du Canada](#) au sein de l'ANASE.

« L'étude de 2020 [...] a interrogé 6 600 chefs d'entreprise et a révélé, par exemple, que sept chefs d'entreprise asiatiques sur 10 ne comprenaient pas l'environnement dans lequel opèrent les entreprises canadiennes. »

<sup>1</sup> Veuillez consulter [Méthodologie](#) pour plus de détails.



# L'environnement opérationnel de l'Indonésie

L'Indonésie est la dixième économie mondiale en termes de pouvoir d'achat. Elle n'a cessé de développer son économie, ce qui en fait un pays d'origine recherché pour les biens et les services, malgré l'interdiction récente de l'exportation de certains produits de base. L'Indonésie est le premier producteur mondial d'huile de palme et de nickel, et sa population est de plus en plus jeune. Le pays a réussi à réduire de moitié son taux de pauvreté au cours des deux dernières décennies ([de 23,4 % en 1999 à 9,8 % en 2020](#)). Il a également connu une croissance significative après la pandémie du virus COVID-19 - la croissance de son PIB réel était de [5,4 %](#) (sur douze mois) en 2022.

L'économie indonésienne comprend [cinq secteurs primaires](#) : le secteur manufacturier, l'agriculture, le commerce de gros et de détail, la construction et l'exploitation minière. Mais avant de s'engager dans ces secteurs, il est important de reconnaître que l'environnement opérationnel de l'Indonésie est unique et qu'il peut être difficile pour les entreprises étrangères de s'y retrouver. Comme l'ont fait remarquer la plupart des leaders d'opinion dans cette étude, l'environnement opérationnel de l'Indonésie est régi par la complexité des contextes politique et économique du pays. Par exemple, deux leaders d'opinion ont souligné la nature oligarchique et paroissiale de la politique indonésienne. Les leaders d'opinion ont également reconnu l'existence de problèmes tels que la corruption, le manque de transparence et la bureaucratie, qui seront examinés plus en détail dans la section « Obstacles à l'engagement ». Un conseiller expérimenté en matière de développement durable a affirmé :

« Je pense que la transparence des services fiscaux et d'immigration, par exemple, a beaucoup progressé. Il est évident que certains permis sont encore soumis à de lourdes formalités administratives, mais je pense que c'était l'une des principales priorités de la nouvelle administration. » (4 octobre 2022)

Les leaders d'opinion ont également souligné l'importance pour les étrangers de connaître la culture d'entreprise, la politique et les partenaires locaux afin de parvenir à une relation fructueuse.

« Quelle est la transparence du gouvernement local ? Parce que nous avons encore des problèmes de corruption, même à Jakarta. Par conséquent, si vous n'avez aucune idée de l'identité de votre partenaire commercial local et de la manière de traiter avec le gouvernement local, il vous mangera tout cru. » (Gerald Ariff, conseiller du recteur, Asia Cyber University, et conférencier, Institut Teknologi Sepuluh Nopember, 11 octobre 2022)

La récente [accession de l'Indonésie à la présidence du G20](#) en 2022 témoigne de la vaste transformation du pays au cours des deux dernières décennies en une économie relativement stable et ouverte. L'Indonésie s'est classée 9e sur 26 pays

« L'économie indonésienne comprend cinq secteurs primaires : le secteur manufacturier, l'agriculture, le commerce de gros et de détail, la construction et l'exploitation minière. »

asiatiques dans l'Indice de puissance de l'Asie 2021 (Asia Power Index 2021) du Lowy Institute, un classement qui évalue huit types de puissance, dont les réseaux de défense, l'influence culturelle, la résilience et la capacité économique (l'Indonésie s'est classée au premier rang pour l'influence diplomatique).

# Les relations de l'Indonésie avec l'ANASE et les économies étrangères

La perception des relations extérieures de l'Indonésie par les leaders d'opinion varie. Les économies les plus fréquemment mentionnées en termes de relations étrangères et économiques avec l'Indonésie sont le Japon, la Corée du Sud et la Chine, sans qu'il y ait généralement de préférence marquée entre les économies de l'ANASE et les économies non membres de l'ANASE en matière de collaboration. Toutefois, certains leaders d'opinion ont déclaré que les Indonésiens pourraient préférer des partenaires commerciaux issus d'un milieu similaire ou connu.

Plus précisément, la plupart des leaders d'opinion ont mentionné la Corée du Sud et le Japon comme des investisseurs actifs et des partenaires abordables. La Chine a été évoquée dans les entretiens avec la majorité des leaders d'opinion ; certains d'entre eux considèrent le pays comme un investisseur solide, familier et abordable.

« On a l'impression que le gouvernement [indonésien] est plus à l'aise avec la Chine. J'ai entendu des gens parler de perceptions dues à des raisons pratiques, comme la proximité, parce que la Chine fait de bonnes affaires à l'Indonésie en termes de commerce. Ce sont les conditions imposées par d'autres pays [les économies occidentales] qui suscitent des réserves [de la part] du gouvernement indonésien. Par exemple, le droit du travail, les normes humanitaires, les normes environnementales, les entreprises chinoises n'en parlent pas vraiment. » (Binny Buchori, trésorière, organe directeur de PRAKARSA, et consultante en communication et engagement, Landscape Indonesia, 3 novembre 2022)

Mais les leaders d'opinion ont également noté que l'Indonésie considère la Chine comme une menace géopolitique et sécuritaire, d'autres soulignant que les Indonésiens ont des préjugés à l'égard de la Chine en raison de différences politiques et sociales. Gagner la confiance des



Des personnes posent avec le nouveau logo de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), alors que l'Indonésie assume officiellement la présidence du groupe à l'issue d'une cérémonie à Jakarta, le 29 janvier 2023. | Photo : Goh Chai Hin/AFP via Getty Images

économies étrangères est un processus graduel ; et l'Indonésie a d'ailleurs certaines préférences en matière de partenaires commerciaux :

« Donnez-lui du temps, car cela ne se fait pas du jour au lendemain. Il ne suffit pas d'arriver et d'avoir une réunion pour s'attendre à ce que cette conversation [génère] des opportunités commerciales et un plan de mise en œuvre pour la création d'une entreprise. Il s'agit en grande partie de construire cette relation. . . les gens veulent apprendre à vous connaître, ils veulent savoir que vous êtes quelqu'un avec qui ils ont envie d'établir une relation. » (Jim Webb, président directeur, Hatfield Indonesia, 11 octobre 2022)

# L'importance des provinces indonésiennes

Avec la création de la Papouasie du Sud-Ouest fin 2022, l'Indonésie compte désormais 38 provinces, dont 24 seront dirigées par des [gouverneurs intérimaires](#) nommés par le président Joko Widodo jusqu'aux élections de 2024. Les provinces varient en termes de culture, de langue, d'opportunités et de politique, ce qui représente un défi pour les entreprises étrangères. Interrogés sur les différences infranationales en Indonésie pour l'entrée de partenaires étrangers, les leaders d'opinion ont principalement relevé des différences en termes de secteurs, en particulier à Java (y compris Jakarta), Sumatra, Kalimantan et Bali.

La majorité, 11 des 12 leaders d'opinion, ont mentionné **Jakarta** lorsqu'ils ont discuté de l'engagement étranger. La plupart des leaders d'opinion ont décrit cette région spéciale comme un centre politique, financier et administratif qui n'est pas étranger aux stations de recharge pour **véhicules électriques (VE), aux investissements, aux entreprises en démarrage, aux PME, aux sociétés de capital-risque et aux sociétés de capital-investissement**. Christopher Bendl, PDG et chef de projets pour l'Indonésie chez Zurich Insurance, a déclaré qu'il est plus facile pour les étrangers d'entrer à Jakarta car il y a plus d'infrastructures, « de meilleurs systèmes juridiques et plus d'ordre dans le processus d'investissement ».

**Java**, l'île où se trouve Jakarta, a été mentionnée dans le contexte de l'engagement étranger par neuf des douze leaders d'opinion, car elle continue d'être une région prospère. Bret Mattes, directeur de PT Numada, a précisé que toutes les régions de Java continuaient à se développer et présentaient différents attraits pour les investisseurs. Ana Saleh, première vice-présidente chargée des services consultatifs et du commerce chez Edelman Global Advisory, a indiqué qu'il s'agissait toujours d'une destination de choix pour les investissements. Rino Sa'danoer, directeur du développement commercial mondial à Asia Mediterranean Network, a évoqué l'abondance des **industries textiles** dans l'ouest, l'est et le centre de Java.

Néanmoins, l'Indonésie s'efforce de diversifier les activités commerciales et économiques en dehors de Java, qui génère actuellement 60 % du PIB du pays. En 2022, l'Indonésie comptait **19 zones économiques spéciales (ZES)**, dont 12 sont déjà en activité. Au cours de la prochaine décennie, l'Indonésie espère attirer plus de [67 milliards de dollars canadiens](#) d'investissements grâce à ces ZES.

« L'Indonésie a mis en place ces ZES dans tout le pays. Elles peuvent être spécifiques à un secteur, elles ont tendance à être plus souples et plus adaptées en termes de superficie de terrain pour l'installation d'usines, d'entrepôts et d'autres installations spécifiques à un lieu. Bien entendu, les zones situées à Java sont les plus intéressantes parce qu'elles disposent de meilleures infrastructures et surtout d'un meilleur approvisionnement en énergie. » (Adi Abidin, analyste principal et perspectives, Indovibrant Strategic Advisory Group, 20 octobre 2022)

**Sumatra** et **Kalimantan** ont été mentionnés par plus de la moitié des leaders d'opinion dans le contexte de l'engagement étranger, principalement en tant que centres d'énergie verte et centres agricoles dotés de terres arables et d'autres ressources. Ces deux régions sont connues pour leur [richesse en ressources naturelles](#) et attirent des industries qui utilisent le bois, les minéraux, l'huile de palme, le caoutchouc et le charbon. **Bali**, mentionnée par la moitié des leaders d'opinion, est décrite principalement comme une région axée sur **l'hospitalité et le tourisme**, avec une abondance de stations de recharge pour VE et un environnement commercial convivial pour les entreprises en démarrage étrangères.

La future capitale du **Kalimantan oriental**, [Nusantara](#), a été évoquée par la plupart des leaders d'opinion : « Bien sûr, le gouvernement cherche des investisseurs pour la nouvelle capitale », a expliqué Binny Buchori. Cependant, Bret Mattes a fait remarquer que « le déplacement de la capitale . . .

même le président Jokowi reconnaît qu'il s'agit d'un mouvement politique. La structure de l'économie ne va pas changer de manière significative, et les investisseurs ne voudront pas être à Nusantara, ils voudront être à Jakarta. »

Outre les différences sectorielles entre les provinces indonésiennes, les entreprises doivent également être conscientes de l'importance de la ou des langues locales pour se frayer un chemin dans les différentes provinces.

« La langue est essentielle. La langue locale est également importante parce que même moi, en tant qu'Indonésien, j'apprends encore. Chaque fois que je vais à Sulawesi, à Makassar, à Kalimantan ou à Sumatra, les habitants ont des nuances différentes. Si vous connaissez le bahasa (indonésien), ce n'est qu'un point de départ. Mais comprendre les nuances dans les différentes régions, c'est la clé [pour] parvenir à obtenir la confiance et la pleine coopération du partenaire local. » (Gerald Ariff, 11 octobre 2022)



Le barrage de Sepaku Semoi en construction dans la nouvelle capitale du pays, Nusantara, surnommée IKN, à Penajam Paser Utara, dans la province du Kalimantan oriental, en Indonésie, le mercredi 8 mars 2023. L'Indonésie offre des réductions d'impôts supplémentaires et des conditions plus souples pour l'acquisition de terrains en vertu d'une nouvelle réglementation, dans le cadre de ses efforts pour attirer davantage d'investisseurs dans son nouveau projet d'investissement de 34 milliards de dollars. | Photo : Rony Zakaria/Bloomberg via Getty Images

# Renforcer l'engagement avec l'Indonésie

Alors que l'Indonésie cherche à faire des affaires tout en se façonnant un rôle moteur au niveau régional et mondial, il existe des pratiques optimales et de nombreux défis que les entreprises étrangères doivent connaître avant de s'engager sur le marché. Selon les leaders d'opinion interrogés dans le cadre de cette étude, l'engagement sur le marché indonésien passe essentiellement par la compréhension du pays et la création de réseaux locaux. Les méthodes pour mieux connaître l'Indonésie varient et comprennent l'embauche d'un partenaire local, la participation à des événements locaux, la prise de contact avec des organisations commerciales et d'affaires et l'analyse de l'opinion publique sur les médias sociaux. Malgré le potentiel du marché indonésien, les entreprises étrangères doivent être conscientes de plusieurs défis, en particulier de la complexité de la politique et de la corruption, qui ont une incidence sur la facilité de faire des affaires.

## Méthodes optimales d'engagement

Les leaders d'opinion ont discuté des meilleurs moyens de s'engager et d'établir des relations avec le marché indonésien, en insistant principalement sur une compréhension détaillée du pays, y compris de son gouvernement et de sa culture d'entreprise. Ils ont également observé les domaines optimaux d'engagement, notamment la création de réseaux locaux dans divers secteurs.

### Comprendre le contexte indonésien

Une majorité de leaders d'opinion, 11 sur 12, ont souligné l'importance de comprendre l'Indonésie avant de s'engager dans le pays. Les entreprises étrangères souhaitant s'engager en Indonésie ont été encouragées à mieux comprendre le pays, par exemple **en engageant un partenaire local ayant une présence physique ou en utilisant les médias sociaux pour sonder l'opinion publique et le discours**, étant donné que le taux de pénétration d'Internet est élevé en Indonésie. Tom Shreve, président-directeur de PT Numada, a précisé que les investisseurs étrangers devaient **effectuer des recherches et comprendre la culture et l'environnement commerciaux de l'Indonésie** avant de s'engager, car on a tendance à penser que faire des affaires en Indonésie est la même chose que faire des affaires dans son pays d'origine, ce qui n'est pas toujours le cas :

« Souvent, les choses sont les mêmes, mais souvent, les différences sont négligées et ne font pas l'objet d'une enquête, parce qu'on présume tout simplement qu'elles sont les mêmes. Il est important d'avoir une bonne compréhension pour ne pas supposer que les choses que l'on n'examine pas attentivement seront exactement les mêmes et que l'on s'est concentré sur les

« Les méthodes pour mieux connaître l'Indonésie varient et comprennent l'embauche d'un partenaire local, la participation à des événements locaux, la prise de contact avec des organisations commerciales et d'affaires et l'analyse de l'opinion publique sur les médias sociaux. »

seules choses qui sont différentes du pays d'origine. Beaucoup de choses sont différentes, mais pas toutes. » (27 octobre 2022)

Les leaders d'opinion Ana Saleh et Gerald Ariff, qui ont passé une grande partie de leur vie professionnelle à travailler en Indonésie et avec l'Indonésie, reconnaissent qu'ils apprennent encore à connaître le pays, ce qui démontre la complexité de l'Indonésie :

« En tant que conseillère locale, par exemple, j'étudie encore tous les jours parce que lorsque le gouvernement local change, je dois l'étudier rapidement. Je dois savoir : "Quelles sont leurs approches ? Quelle est l'approche que je peux conseiller à mon client ?" Il faut anticiper judicieusement les changements dynamiques. » (Ana Saleh, 14 décembre 2022)

Certains leaders d'opinion ont également suggéré de **recenser les agences gouvernementales et de la société civile** afin de comprendre la formulation des politiques et de surveiller le paysage politique, tandis que d'autres ont mis l'accent sur des facteurs moins fréquemment mentionnés, tels que la nécessité de comprendre la situation socio-économique et la culture de l'Indonésie.

## Développer des réseaux locaux

La moitié des leaders d'opinion ont rappelé à quel point il est important d'**établir une relation de confiance avec les réseaux locaux et de veiller à ce que les investisseurs étrangers choisissent le bon partenaire au cours de leur collaboration**. Jim Webb a indiqué qu'il faut du temps pour gagner la confiance des communautés locales en Indonésie et que les Indonésiens veulent connaître leur partenaire potentiel avant de faire des affaires.

« C'est la première étape : ils apprennent à vous connaître, vous apprenez à les connaître, puis vous décidez de la forme que prendront vos communications et votre dialogue. Ensuite, vous pouvez commencer à parler affaires. . . gardez à l'esprit que vous arrivez et que vous voulez comprendre ces gens, et qu'ils veulent vous comprendre. » (Jim Webb, 11 octobre 2022)

Rino Sa'danoer, fondateur d'Indonesia Real, et Ong Hock Chuan, associé directeur de Maverick Indonesia, ont insisté sur le choix du bon partenaire. Ils estiment que les **entreprises étrangères fassent preuve de diligence raisonnable et mènent des recherches poussées sur les collaborateurs potentiels avant d'investir**. Les compétences indonésiennes et les connaissances sectorielles, ont-ils ajouté, seront cruciales pour la réussite de l'entreprise.

« Vous ne pouvez pas passer par une voie formelle [pour créer des réseaux ou former un partenariat]. Disons que si vous ne connaissez pas cette personne ou cette entreprise [mais] que vous avez un contact, le résultat de votre communication pourrait être positif, sans pour autant que vous sachiez ce qui se cache derrière. Vous devez vraiment savoir qui sont ces personnes pour avoir une relation d'affaires avec elles. Je pense que le défi consiste à apprendre à connaître des personnes en qui vous avez confiance et [qui] connaissent bien l'Indonésie, en particulier [lorsqu'il] s'agit d'investir dans un certain secteur. » (Rino Sa'danoer, 6 octobre 2022)

Une autre méthode fréquemment mentionnée pour développer un réseau local en Indonésie est la participation à des événements. Ana Saleh a mis l'accent sur l'utilité de **participer non seulement à des événements nationaux, mais aussi à des événements locaux plus**

**modestes**, car ils peuvent attirer des représentants du gouvernement au niveau national. En outre, les entreprises étrangères doivent s'engager auprès des niveaux locaux et infranationaux du gouvernement, en fonction de leur secteur d'intérêt. Plus de la moitié des leaders d'opinion ont cité des organisations pour percer dans les réseaux locaux et tirer parti des relations existantes, notamment les chambres de commerce, les associations d'entreprises et de commerçants et les ambassades. Parmi ces organisations figurent la Chambre indonésienne de commerce et d'industrie ([Indonesian Chamber of Commerce and Industry](#)), [la Chambre de commerce Indonésie-Canada](#), l'Association internationale des affaires ([International Business Association](#)) et l'[ICC Indonesia](#) (le comité national indonésien de la Chambre de commerce internationale).



Arsjad Rasjid, président de la Chambre indonésienne de commerce et d'industrie (KADIN Indonesia), prononce un discours lors de la cérémonie d'ouverture du sommet du B20 dans le cadre du dialogue du G20, à Nusa Dua, sur l'île indonésienne de Bali, le 13 novembre 2022. | Photo : Bay Ismoyo/AFP via Getty Images

## Obstacles à l'engagement

L'Indonésie s'est classée 73e sur 190 économies dans [le classement 2020 de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires](#). Cela suggère qu'il n'est pas facile de faire des affaires dans ce pays par rapport à certains de ses voisins de l'ANASE, tels que Singapour, la Malaisie et la Thaïlande. Les obstacles à l'engagement identifiés par les leaders d'opinion demeurent principalement politiques, allant de la complexité des politiques, des structures gouvernementales, des ressources gouvernementales et de la politique, à la corruption et à la bureaucratie.

### Complexité de la gouvernance et de la politique

[L'étude de 2016](#) du Centre de recherche forestière internationale sur la structure de gouvernance à plusieurs niveaux de l'Indonésie a révélé qu'il existe des tensions politiques concernant l'utilisation des terres, en partie liées à une « confusion de la juridiction légale ». Cette confusion ne concerne pas seulement le secteur forestier. **La gouvernance à plusieurs niveaux** et la compréhension des parties prenantes à contacter en Indonésie peuvent être vertigineuses et difficiles à gérer pour les partenaires étrangers.

« La politique peut devenir extrêmement obscure et désagréable. Je n'ai pas souvenir d'investisseurs ou de visiteurs qui n'aient pas respecté les structures religieuses, mais il arrive qu'ils ne comprennent pas la structure sociale, ce qui peut entraîner de graves problèmes. Ils comprennent parfois mal la structure juridique et la manière dont les lois fonctionnent et [sont] appliquées. » (Bret Mattes, 23 novembre 2022)

Les leaders d'opinion ont fait remarquer que les informations fournies sur les sites web du gouvernement manquent parfois de clarté, ce qui **rend la recherche d'informations difficile**.

« Vous devez connaître des personnes fiables et bien informées pour vous aider à investir en Indonésie. Même si vous allez sur les sites web, certaines informations peuvent ne pas être à jour. Les investisseurs n’y trouveront pas leur compte. » (Rino Sa’danoer, 6 octobre 2022)

Le manque de cohérence entre les données fournies dans les différentes régions d’Indonésie est également un obstacle pour les investisseurs potentiels. Comme l’a expliqué un conseiller expérimenté en développement durable lors des entretiens, de nombreux districts et provinces n’ont souvent pas assez de données à fournir aux investisseurs, ce qui peut constituer un goulot d’étranglement. Il ajoute : « Il faut que les données des entreprises soient claires avant d’attirer les investisseurs. »

## Corruption et lourdeurs administratives

La corruption est [interdite par la loi en Indonésie](#). Le pays a ratifié la [Convention des Nations unies contre la corruption](#) en 2006 ; cependant, la corruption reste un facteur clé de dissuasion pour les entreprises étrangères. Parmi les leaders d’opinion, quatre sur douze ont indiqué que la bureaucratie dans la gouvernance est toujours un problème et la plupart des leaders d’opinion ont donné des exemples de formes actuelles ou passées de corruption en Indonésie.

« L’économie à coûts élevés n’est pas aussi mauvaise qu’au cours des 20 dernières années, mais je dirais que le paiement en sous-main d’argent à un fonctionnaire, je ne dirais pas un pot-de-vin, mais un paiement officiel à certaines parties en Indonésie, est toujours la règle du jeu. Dans de nombreux cas, ce qui est écrit sur la carte n’est pas toujours ce que vous payez, il se peut que vous deviez payer plus. Par exemple, en ce qui concerne l’octroi de licences, même s’il existe actuellement un service à guichet unique, il existe des moyens informels d’obtenir des permis pour certaines activités en Indonésie. Je dirais donc que les progrès ont été considérables. » (Rino Sa’danoer, 6 octobre 2022)

D’autres leaders d’opinion ont affirmé que la corruption s’était améliorée au cours des dernières années.

« Il y a de la corruption sur ce marché, même si elle s’est beaucoup améliorée, je travaille ici depuis plus de 25 ans. . . elle existe toujours. Par exemple, les litiges contractuels, les litiges commerciaux avec votre partenaire, les démarches auprès du gouvernement pour l’obtention d’une licence ou d’un permis. Selon le type d’activité que vous exercez, si vous devez importer des marchandises, vous assurer que vous pouvez importer des matières premières ou des produits mécaniques pour pouvoir construire votre entreprise, ce sont là des aspects que vous tenez pour acquis au Canada, de même que les taxes . . . mais si vous vous retrouvez du mauvais côté du service des impôts [indonésien], vous aurez des ennuis avec lui. Ce marché présente donc toujours ce type de risques institutionnels. » (Christopher Bendl, 4 octobre 2022)

« Parmi les leaders d’opinion, quatre sur douze ont indiqué que la bureaucratie dans la gouvernance est toujours un problème et la plupart des leaders d’opinion ont donné des exemples de formes actuelles ou passées de corruption en Indonésie. »



Les signes d'amélioration sont également évidents dans les efforts du gouvernement. L'Indonésie a créé la [Commission d'éradication de la corruption \(KPK\)](#) en 2003 avec pour [mandat](#) de prévenir, de combattre et d'enquêter sur les cas de corruption tout en surveillant les activités de gouvernance. Au cours de ses 13 premières années d'existence, le taux de condamnation a été de [100 %](#). En 2022, le président Joko Widodo a donné deux ans aux entreprises publiques pour faire un grand ménage et effectuer des [changements profonds](#). Malgré ces modifications, le classement de l'Indonésie dans l'[Indice de perception de la corruption](#) (Corruption Perceptions Index) de Transparency International est tombé à la 110e place sur 180. S'il s'agit d'une amélioration par rapport à la 122e place qu'elle occupait en 2003, le classement du pays s'est considérablement amélioré au cours des années 2010 avant d'amorcer un déclin en 2020. Ces données montrent donc que l'Indonésie a encore un long chemin à parcourir dans la lutte contre la corruption.



Cette photo aérienne prise le 24 septembre 2021 montre le bâtiment de la Commission pour l'éradication de la corruption (KPK) à Jakarta. | Photo : Bay Ismoyo/AFP via Getty Images

## Coût des opérations commerciales

En raison du [sous-investissement](#) dans des infrastructures suffisantes, l'Indonésie doit faire face à des coûts logistiques élevés. « Une économie insulaire dépourvue de bonnes installations portuaires rend l'activité onéreuse », relève James Castle, commissaire et conseiller auprès de PT TVS Motor Company Indonesia. Le coût élevé de la logistique, de la main-d'œuvre et/ou de la gestion d'une entreprise dans le pays est l'un des obstacles les plus fréquemment évoqués pour l'engagement étranger.

Le manque d'infrastructures et de soutien logistique implique également une concentration des activités dans certaines provinces, ce qui peut éventuellement conduire à une plus grande concurrence et à une augmentation du coût des activités. Selon un expert en politique de développement durable :

« Je pense que beaucoup d'entreprises ont tendance à chercher des régions où l'infrastructure est meilleure. L'Indonésie étant un archipel, une grande partie des coûts, notamment les coûts logistiques et les coûts de main-d'œuvre, varient considérablement d'une province à l'autre. C'est pourquoi de nombreuses industries à forte intensité de main-d'œuvre ont tendance à s'installer dans le centre de Java, parce qu'elles ont accès à des ports internationaux comme Surabaya et Semarang, où l'infrastructure est bonne et n'est pas surchargée. De plus, le coût de la main-d'œuvre dans ces provinces est encore relativement bas par rapport à d'autres régions d'Indonésie. » (4 octobre 2022)

# Des secteurs d'intérêt en plein essor

Tout au long des entretiens, deux secteurs ont dominé les discussions : les énergies renouvelables et la technologie et la numérisation.

Bien que les énergies renouvelables soient une priorité politique pour l'Indonésie et que le gouvernement ait fixé un objectif ambitieux [d'émissions nettes nulles](#) d'ici 2060, il existe des défis réglementaires, notamment de fortes subventions gouvernementales sur l'énergie. Parallèlement, alors que la technologie et la numérisation se répandent rapidement en Indonésie, les leaders d'opinion ont mis l'accent sur la nécessité de se concentrer sur l'augmentation de la connectivité et le développement de l'infrastructure numérique en Indonésie.

## Énergies renouvelables

L'Indonésie s'est engagée à développer le potentiel des énergies renouvelables afin de réduire sa forte dépendance aux combustibles fossiles et d'améliorer l'efficacité énergétique du réseau électrique du pays. À l'heure actuelle, les énergies renouvelables représentent 14 % de l'ensemble des sources d'énergie du pays. Les perspectives de transition énergétique de l'Indonésie visent à ce que cette couverture atteigne les deux tiers d'ici 2050. Une majorité de leaders d'opinion ont décrit l'énergie comme un secteur en plein essor et un tiers des leaders d'opinion ont évoqué **la transition énergétique vers des sources d'énergie durables, renouvelables, vertes et/ou propres**. La plupart des leaders d'opinion pensent que les énergies renouvelables sont un secteur clé en pleine expansion dans le pays.

Selon les leaders d'opinion, l'Indonésie est riche en ressources naturelles et/ou énergétiques. De plus, au moins la moitié d'entre eux soulignent tout particulièrement le [potentiel](#) élevé de l'énergie solaire dans le pays, qui est situé à proximité de l'équateur. Néanmoins, **l'énergie solaire s'accompagne de difficultés de mise en œuvre**, notamment « des complications liées à la propriété foncière, un manque d'expérience locale et des tarifs peu attrayants » ([Chambre de commerce et d'industrie germano-indonésienne](#)). Certains leaders d'opinion ont également évoqué d'autres sources d'énergie renouvelables, telles que l'hydroélectricité et la biomasse. Bret Mattes a fait remarquer que certaines provinces sont en avance sur d'autres à cet égard, comme le Kalimantan du Nord, qui se concentre sur la production d'hydroélectricité. En 2021, l'hydroélectricité représentait environ 8 % de la part des énergies renouvelables dans la [production d'électricité](#) (18,19 %).

Le plus difficile est d'essayer de collaborer avec l'entreprise publique indonésienne de fourniture d'électricité et les entreprises publiques locales d'électricité, telles que Perusahaan Listrik Negara (PLN), qui régulent l'approvisionnement en électricité du pays, comme le mentionne un quart des leaders d'opinion :

« L'entreprise publique d'électricité se montre très réticente, et vous ne pouvez vendre de l'électricité que par l'intermédiaire de l'entreprise publique d'électricité. Même si je construisais une centrale électrique et que je la raccordais à votre maison, il faudrait toujours passer par les registres de l'entreprise publique d'électricité. Ils sont très favorables

au charbon, l'Indonésie est un exportateur de charbon . . . L'Indonésie dispose d'énormes ressources géothermiques qui ne sont que modérément exploitées, mais là encore, elles se heurtent à un problème de réglementation. Une partie du problème réside dans le fait que l'électricité est subventionnée en Indonésie et que, lorsque l'on propose une énergie alternative, on paie plus cher. Vous ne bénéficiez pas de la subvention. Mais c'est à cause du monopole et de l'attitude de la PLN. » (James Castle, 18 octobre 2022)

Malgré le **monopole de l'entreprise publique d'électricité**, les leaders d'opinion ont indiqué qu'il était possible d'établir des relations et de proposer des options d'énergie renouvelable plus durables sur le plan environnemental et conformes aux objectifs du pays pour 2060.

« Il semble y avoir beaucoup de potentiel dans la [gestion des déchets], la production d'énergie renouvelable, qu'il s'agisse de panneaux solaires ou de turbines éoliennes. On parle beaucoup de l'utilisation de l'océan . . Il faut traiter avec l'entreprise publique d'électricité, qui peut être réceptive ou non dans certains domaines. Il y a beaucoup de potentiel . . . pour développer cela. » (Adi Abidin, 20 octobre 2022)

## Technologie et numérisation

L'économie numérique de l'Indonésie a atteint 104 milliards de dollars canadiens en 2022 et devrait atteindre 176 milliards de dollars canadiens d'ici 2025, selon le [rapport 2022 « e-Economy » SEA](#) de Google, Temasek et Bain and Company. Grosso modo, la plupart des leaders d'opinion ont reconnu les avantages d'une numérisation croissante en Indonésie. Les leaders d'opinion se sont concentrés sur **l'augmentation de la connectivité grâce à une infrastructure numérique croissante**, et sur les avantages qu'elle procure aux entreprises, en particulier aux MPME, dans le pays. Les effets sur les MPME seront examinés plus en détail dans la section « Engagement auprès des MPME ».

Les initiatives de numérisation du pays se traduisent par un nombre plus important que jamais d'Indonésiens ayant accès à l'information par l'intermédiaire d'Internet. Parmi les leaders d'opinion, la moitié a fait le lien entre la numérisation croissante et la croissance des secteurs des technologies de l'information et des communications. Ils ont également expliqué comment cet accès transforme l'Indonésie. Par exemple, les petits agriculteurs indonésiens passant aux paiements numériques à l'aide de la [plateforme PemPem](#) et [Gojek](#) travaillant avec le gouvernement indonésien pour numériser des millions de MPME d'ici 2024. Malgré un [taux de pénétration d'Internet](#) de 77 % en Indonésie (220 millions d'internautes), certains leaders d'opinion ont déclaré que **l'infrastructure numérique devait encore être améliorée**. Binny Buchori a indiqué que les services numériques fonctionnent bien pour les habitants des grandes villes comme Jakarta, mais que la situation est différente dans le reste de l'Indonésie en raison de l'insuffisance des infrastructures.

« Malgré un taux de pénétration d'Internet de 77 % en Indonésie (220 millions d'internautes), certains leaders d'opinion ont déclaré que l'infrastructure numérique devait encore être améliorée. »

« Si vous regardez les chiffres sur le taux de pénétration et l'utilisation d'Internet, ainsi que l'utilisation des médias sociaux, l'Indonésie est tout simplement hors norme, c'est vrai. Les Indonésiens ont adopté la technologie, en gros, et nous le constatons déjà dans le secteur bancaire – la banque numérique facilite grandement les choses. On assiste donc à tous ces changements. Gojek, qui est maintenant l'une des grandes entreprises technologiques, fait également des services de voiturage en moto et des livraisons de nourriture, etc. Aujourd'hui, la plupart des citoyens indonésiens commandent à emporter et se font livrer . . . en moins de 15 minutes. Tout cela est en train de changer l'Indonésie. » (Ong Hock Chuan, 11 octobre 2022)

L'utilisation des médias sociaux est également très répandue en Indonésie. Selon le [rapport numérique 2022](#) de l'Agence Créative We Are Social, l'Indonésie se classe au 9e rang en termes de temps passé sur les médias sociaux, 69 % des Indonésiens passant en moyenne huit heures et 36 minutes par jour sur les médias sociaux, alors que la moyenne mondiale est de six heures et 58 minutes. Les cinq [plateformes de médias sociaux les plus populaires](#) sont WhatsApp, Instagram, Facebook, Tiktok et Telegram, plus de 80 % des Indonésiens âgés de 15 à 64 ans utilisant les trois premières plateformes. Un tiers des leaders d'opinion a fait observer que le niveau élevé d'engagement dans les médias sociaux était en partie dû à la connectivité croissante à Internet et à son utilisation accrue par le gouvernement, les entreprises et la société civile. Selon les leaders d'opinion, **l'engagement dans les médias sociaux se manifeste sous diverses formes** : diffusion d'informations, communication entre les individus et les organisations publiques, et moyens d'exprimer des opinions publiques. Et comme l'a fait remarquer Binny Buchori, l'opinion publique sur les médias sociaux a le pouvoir d'influencer les politiques publiques indonésiennes, ce qui en fait un élément crucial pour les entreprises étrangères.

## Autres secteurs d'intérêt

Outre les énergies renouvelables et la numérisation, les leaders d'opinion ont fréquemment évoqué quatre autres secteurs : Les VE, l'agro-industrie et les ressources naturelles, les infrastructures et les technologies financières.

### Véhicules électriques (VE)

Dans le cadre de son objectif d'émissions nettes nulles, l'Indonésie investit massivement dans la transition vers les VE – le pays vise à avoir [400 000 unités](#) sur la route d'ici 2025 et 5,7 millions d'ici 2035. La plupart des leaders d'opinion ont décrit la chaîne d'approvisionnement pour la fabrication des VE comme un secteur clé en pleine expansion :

« Bien sûr, le gouvernement joue un rôle majeur dans le développement des VE. L'Indonésie est l'un des plus grands pays producteurs de nickel. Ainsi, le gouvernement actuel, bien qu'il soit dans sa dernière ligne droite, souhaite au moins établir des installations industrielles afin d'être en meilleure position pour devenir un acteur important dans le secteur du stockage de l'électricité. Ils cherchent à établir des usines de batteries et à produire d'autres installations pour construire la chaîne d'approvisionnement nécessaire à la production de VE à ce stade. » (Adi Abidin, 20 octobre 2022)

Abidin note par ailleurs que l'Indonésie dispose également d'un vaste marché pour les motos et les deux-roues électriques. Le pays compte actuellement plus de [115 millions de motos](#), dont seulement 21 000 sont électriques. C'est pourquoi le gouvernement indonésien donne la priorité aux deux-roues électriques et à la production locale de batteries, non seulement pour réduire les émissions de carbone, mais aussi pour diminuer les importations de carburant et les coûts qui y sont associés. Compte tenu de cet élan gouvernemental en faveur du développement des véhicules électriques, Rino Sa'danoer s'interroge sur le caractère durable et respectueux de l'environnement de cette démarche :

« En ce moment, le gouvernement fait pression [en faveur] des véhicules électriques, ce qui a également fait l'objet d'un débat sur si c'est la bonne direction ou non, parce que si vous deviez, disons, développer des VE ou des bus . . . la source [d'énergie] électrique est aussi une énergie fossile ou, par exemple, le pétrole ou le charbon. Mais si l'on cherche . . . à transformer les déchets en énergie et à les gérer, cela sera bénéfique pour l'énergie et pour l'environnement ». (6 octobre 2022)

De toute évidence, la promotion des VE nécessite également une refonte du système de production d'énergie et une évolution vers des modes de production d'énergie plus durables, comme indiqué dans la section « énergies renouvelables », qui constitue une priorité importante pour le gouvernement indonésien.

## Agro-industrie et ressources naturelles

L'industrie agroalimentaire a contribué à hauteur de [13,3 %](#) au PIB de l'Indonésie en 2021, soit la deuxième place après le secteur manufacturier. **L'agro-industrie** se développe rapidement et présente un fort potentiel pour les investissements nationaux et étrangers, selon plus de la moitié des leaders d'opinion interrogés dans le cadre de cette étude. Les cultures de plantations et vivrières telles que le caoutchouc, le café et l'huile de palme jouent un rôle important dans cette industrie en Indonésie et sont des cultures commerciales importantes.

**L'huile de palme**, en particulier, a été mentionnée par un quart des leaders d'opinion dans le contexte de son rôle dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Malgré les répercussions environnementales de la déforestation due à la production d'huile de palme, comme l'a fait remarquer un expert en politique de développement durable, l'industrie indonésienne de l'huile de palme « n'est pas près de disparaître ». L'Indonésie et la Malaisie sont les plus grands producteurs d'huile de palme, un produit qui représente actuellement environ 35 à 40 % du marché mondial de l'huile végétale et qui est essentielle à de nombreux produits de base dans le monde. En 2020, les cinq principales exportations de l'Indonésie étaient l'huile de palme,



Un employé travaille sur un moteur à l'usine Sunter 1, une usine de fabrication de moteurs exploitée par PT Toyota Motor Manufacturing Indonesia, une filiale de Toyota Motor Corp, à Jakarta, en Indonésie, le vendredi 23 août 2019. L'Indonésie possède le plus grand gisement de nickel au monde, un métal essentiel pour la fabrication de véhicules électriques. Elle espère ainsi attirer les investissements de l'industrie automobile et faire de l'archipel une plaque tournante de la technologie des véhicules électriques. | Photo : Muhammad Fadli/Bloomberg via Getty Images

les briquettes de charbon, l'or, le gaz de pétrole et les ferro-alliages. Toutefois, confrontée à des [pénuries d'huile de cuisson](#) en 2022, l'Indonésie a brièvement interdit les exportations d'huile comestible et, en [décembre 2022](#), a imposé des restrictions sur les quantités exportées, suscitant des inquiétudes sur les conséquences pour les chaînes d'approvisionnement mondiales et la flambée de l'inflation alimentaire dans le monde.

La moitié des leaders d'opinion ont mentionné le nickel dans les discussions sur les ressources naturelles de l'Indonésie. En tant que plus grand producteur de nickel au monde, les leaders d'opinion ont souligné que l'Indonésie est très bien placée pour répondre à la demande mondiale de fabrication de produits dépendant du nickel, en particulier les batteries rechargeables pour les VE. L'Indonésie impose des restrictions à l'exportation de minerai de nickel et exige qu'il soit traité dans le pays avant d'être exporté. Par conséquent, selon la Chambre indonésienne du commerce et de l'industrie, la valeur [des exportations de nickel](#) du pays a atteint 26,2 milliards de dollars canadiens en 2021 et devrait dépasser 39,05 milliards de dollars canadiens en 2022, alors qu'elle n'était que de 1,21 milliard de dollars canadiens à la fin de l'année 2014. L'Indonésie mène également des négociations avec Tesla pour construire des installations dans le pays avec une capacité de production [d'un million de véhicules](#). En 2022, Tesla a signé des contrats d'une valeur de [6,4 milliards de dollars canadiens](#) pour l'achat de nickel destiné aux batteries au lithium auprès d'entreprises de transformation du nickel en Indonésie.

## L'infrastructure

Le manque de développement des infrastructures en Indonésie est un obstacle à l'engagement, comme mentionné ci-dessus. Toutefois, il représente également une opportunité car le pays commence à rechercher des investissements importants et un soutien pour l'aider à répondre à ses intérêts à long terme. Par conséquent, l'infrastructure est actuellement un secteur florissant. Comme l'a fait remarquer Ong Hock Chuan, « l'Indonésie compte environ 17 000 îles et les infrastructures y sont plutôt mauvaises, de sorte que les dépenses continueront d'aller dans ce sens ».

« Le sous-secteur le plus évident, depuis quelques années, est celui des **infrastructures de transport, des trains, des routes et des aéroports**. [Un] très grand nombre d'aéroports ont été construits ou rénovés et quelques routes à péage de 1 000 km ont été construites. Un nouveau train à grande vitesse relie Jakarta à Bandung et un autre est en cours de construction le long de l'axe est-ouest de Java. L'infrastructure est donc définitivement un secteur de croissance, (et) maintenant il y a un peu de politique avec l'infrastructure. Je ne sais pas si le président Jokowi est très attaché aux infrastructures, si cela fait partie de l'héritage qu'il veut laisser, ou si son remplaçant en 2024 aura la même fixation sur les infrastructures. Mais il s'agit d'un secteur en pleine croissance, qui a offert d'énormes opportunités aux prestataires de services étrangers au cours des dernières années. » (Bret Mattes, 23 novembre 2022)

Bret Mattes a également mentionné l'objectif de l'Indonésie de **construire des villes intelligentes**. Avec deux nouvelles capitales en préparation, l'une dans la capitale du pays et l'autre dans la province de Java Ouest, il a constaté que la demande est forte pour des designers qualifiés et des services liés à la planification urbaine intelligente, au développement durable et à la croissance de l'infrastructure. Il s'agit de domaines en pleine croissance et il est pertinent

pour les partenaires étrangers de reconnaître ces opportunités, en gardant à l'esprit la nécessité d'un développement durable des infrastructures puisque le pays est de plus en plus confronté aux défis liés au changement climatique et à l'élévation du niveau des mers.

## Technologie financière

Outre le commerce électronique et les paiements et portefeuilles numériques, qui seront développés dans la section « Engagement auprès des MPME » du présent rapport, un tiers des leaders d'opinion estiment que le secteur de la technologie financière se développe rapidement en Indonésie. Comme l'a fait observer Christopher Bendl, « tout ce qui est numérique, technologie financière, l'Indonésie a vraiment ouvert tous ces domaines à l'investissement, alors qu'elle avait auparavant une liste restreinte pour la propriété ».

Les technologies financières ont un effet plus large que le commerce électronique et les paiements numériques. Elle peut également profiter au secteur agricole, comme l'a indiqué Ong Hock Chuan.

« En ce moment, tout le monde arrive dans la technologie financière, la crypto, le trading, tout le reste, la banque en ligne . . . l'Indonésie compte . . . six “licornes”. C'est donc une grande source de fierté et je pense qu'une grande partie de cette action se poursuivra. Et la technologie est considérée comme l'une des solutions à de nombreux problèmes existants, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de la distribution. » (Ong Hock Chuan, 11 octobre 2022)



Un conducteur de Gojek passe devant une publicité pour la bourse de crypto-actifs Pintu Kemana Saja PT à Jakarta, en Indonésie, le jeudi 12 avril 2022. L'Indonésie a commencé à taxer les transactions en crypto-monnaies le 1er mai 2022, ainsi que certains services de technologie financière. | Photo : Dimas Ardian/Bloomberg via Getty Images

# L'engagement auprès des MPME

Employant 97 % de la main-d'œuvre totale du pays, [les 64 millions de MPME](#) indonésiennes constituent un secteur d'activité qui a bénéficié de la numérisation. La pandémie de COVID-19 a accéléré diverses formes de numérisation, notamment dans le domaine du commerce électronique et du commerce mobile (m-commerce), le comportement d'achat des consommateurs s'étant déplacé en ligne.

Parmi les leaders d'opinion, la plupart ont évoqué les **transactions numériques et leurs avantages pour les MPME et les entreprises situées dans des zones reculées**, notamment le commerce électronique et le commerce mobile, mais aussi les paiements et les portefeuilles numériques. Ana Saleh et Ong Hock Chuan ont souligné l'importance des plateformes de médias sociaux, telles que WhatsApp, qui ont également une [fonction d'entreprise](#) :

« Pour les MPME, il y a beaucoup de technologie . . . [WhatsApp] a présenté [WhatsApp for Business] au milieu du COVID à de nombreux vendeurs du marché, des petits vendeurs qui

l'ont adopté pour leur modèle d'entreprise. Les petites entreprises utilisent WhatsApp for Business pour vendre et commercialiser leurs produits et effectuer des transactions. Aujourd'hui, l'Indonésie est en train de se passer de l'argent liquide grâce aux codes QR, qui permettent de payer à l'aide d'un code QR sur son téléphone portable. On voit même des boutiques familiales, jusque dans les villages, utiliser les codes QR. » (Ong Hock Chuan, 11 octobre 2022)

La numérisation a également profité aux entreprises en démarrage indonésiennes. C'est particulièrement vrai pour les « licornes », qui sont des entreprises en démarrage dont la valeur totale est d'au moins 1,4 milliard de dollars canadiens. Avec neuf entreprises ajoutées à la liste des licornes indonésiennes pendant la [pandémie de COVID-19](#) et un total de 13 licornes à la mi-2022, la plupart des leaders d'opinion ont insisté sur la corrélation entre **la croissance de l'économie numérique et l'essor de ces entreprises en démarrage**. Gojek, la seule « décacorne »<sup>2</sup> d'Indonésie (entreprise évaluée à plus de 14 milliards de dollars canadiens), a été citée par la plupart des leaders d'opinion comme un exemple de réussite. L'entreprise a débuté en tant qu'application de services de voiturage, mais elle s'est depuis étendue à d'autres services numériques, tels que les portefeuilles numériques et divers types de livraison. Parmi les autres licornes citées figurent Tokopedia et Traveloka, qui se consacrent respectivement au commerce électronique et aux services de voyage en ligne.

« [Aujourd'hui,] l'Indonésie est en train de se passer de l'argent liquide grâce aux codes QR, qui permettent de payer à l'aide d'un code QR sur son téléphone portable. On voit même des boutiques familiales, jusque dans les villages, utiliser les codes QR. » Ong Hock Chuan.

## Accords commerciaux

L'Indonésie est actuellement signataire de 16 [accords de libre-échange](#) (ALE), y compris des ALE auxquels l'Indonésie participe en tant que membre de l'ANASE. Parmi les accords de libre-échange récemment entrés en vigueur figurent le Partenariat régional économique global et l'accord de libre-échange entre l'Indonésie et la Corée du Sud. Peu de leaders d'opinion disposaient de connaissances approfondies pour discuter en détail des accords commerciaux actuels de l'Indonésie, cependant certains ont formulé des commentaires perspicaces sur les effets des accords commerciaux sur le pays.

Bret Mattes a relevé que [l'accord commercial préférentiel](#) (ACP) entre le groupe des huit pays en développement (D-8) a tendance à passer sous le radar par rapport à d'autres ALE. Il a expliqué l'importance de cet accord pour le pays car « il a été l'une des premières incursions de l'Indonésie dans un véritable accord commercial multilatéral de type mixte ». Le D-8 est composé de huit pays islamiques : Bangladesh, Indonésie, Iran, Malaisie, Égypte, Nigeria, Pakistan et Turquie. L'accord de libre-échange a été conçu pour promouvoir le commerce entre les pays membres en réduisant les droits de douane et les autres obstacles au commerce.

<sup>2</sup> Les décacorns sont des entreprises en démarrage dont la valeur est supérieure à 10 milliards de dollars américains (13,37 milliards de dollars canadiens).



En ce qui concerne les négociations en cours pour l'accord de libre-échange entre le Canada et l'ANASE, Christopher Bendl a fait référence à l'APEG de l'Association européenne de libre-échange avec l'Indonésie, et a fait remarquer que **les négociations de libre-échange devraient se concentrer uniquement sur les affaires, et beaucoup moins sur les questions sociales :**

« Je pense que les Suisses sont vraiment doués . . . Il leur a fallu six ans pour obtenir cet accord de libre-échange. Mais il s'agissait avant tout d'affaires, de commerce et de développement, et de le faire de manière durable. Ils ont en quelque sorte minimisé les questions sociales. Je pense que le Canada doit faire de même. En effet, des pays comme la Chine, la Corée et le Japon investissent ici [en Indonésie]. Et pour eux, c'est du business à 100 %. » (Christopher Bendl, 4 octobre 2022)

Alors que l'Indonésie commence à jouer un rôle plus important dans le commerce mondial, Christopher Bendl a également déclaré :

« Les Indonésiens, comme beaucoup de ces pays d'Asie du Sud-Est de plus en plus confiants, ne veulent pas qu'on leur fasse la leçon sur [les questions sociales] : ils comprennent qu'ils doivent le faire. Vous savez, il nous a fallu des centaines d'années pour nous habituer à tous les droits dont nous disposons aujourd'hui, et ils y arriveront. Mais ce dont ils ont vraiment besoin, c'est d'un savoir-faire technique en matière de commerce des investissements. » (4 octobre 2022)

Bret Mattes a ajouté que les accords commerciaux sont importants pour l'Indonésie parce que le pays « veut se voir . . . les gens qui vivent ici veulent que cela se produise aussi, l'Indonésie prend le rôle moteur au sein de [l'ANASE], et la maîtrise de son commerce est un aspect important de cette évolution ».

## La main-d'œuvre et le travail

La population active de l'Indonésie s'élèvera à [138 millions](#) de personnes en 2021, soit environ 50 % de la population totale. Ce chiffre devrait augmenter avec l'arrivée sur le marché du travail d'un nombre croissant de jeunes Indonésiens. Malgré cette augmentation de la main-d'œuvre, l'Indonésie fait souvent l'objet d'un examen minutieux en raison du manque de protection des droits de l'homme dans le pays (même si le gouvernement s'efforce d'améliorer la situation). Les efforts du gouvernement sont entravés par des lois telles que la loi sur la création d'emplois, communément appelée loi Omnibus, qui a des répercussions négatives sur les droits du travail et l'environnement. Toutefois, l'Indonésie a parcouru un long chemin dans la lutte contre les violations des droits de l'homme motivées par l'appartenance ethnique, la religion et la politique, et le gouvernement semble faire des efforts. En janvier 2023, le président Joko Widodo [a reconnu 12 incidents historiques](#) de violations des droits de l'homme commises par le gouvernement. Il s'agit notamment de massacres lors de la répression anticomuniste en Indonésie dans les années 1960, de la mort de manifestants favorables à la réforme dans les années 1980 et de disparitions forcées de militants pro-démocratie dans les années 1990. Les incidents violents ont entraîné la mort de plus de 500 000 personnes, selon certaines [estimations](#). De plus, et comme le font remarquer certains critiques, une simple reconnaissance sans aucun engagement à rendre des comptes pourrait ne pas suffire.

## La population plus jeune

La génération Z, c'est-à-dire les personnes nées entre 1997 et 2012, constitue le [sous-groupe le plus important d'Indonésie](#), avec 28 % de la population totale du pays. Elle est suivie de près par les millénariaux, c'est-à-dire les personnes nées entre 1981 et 1996, qui représentent 26 % de la population. Les jeunes représentant une part importante de la population indonésienne, le pays dispose d'un **important potentiel de main-d'œuvre**.

Des leaders d'opinion comme Ana Saleh ont également souligné d'autres opportunités démographiques, telles que **l'amélioration de l'éducation des jeunes Indonésiens**, ce qui a été soutenu par la majorité des leaders d'opinion. Ils ont aussi fait référence à l'éducation en Indonésie en parlant des opportunités pour les investisseurs potentiels d'accéder au marché et les raisons pour lesquelles les entreprises devraient investir dans le secteur.

« Je pense que les investissements ou les programmes qui peuvent contribuer à l'éducation des jeunes seront très importants lorsque vous entrerez en Indonésie, non seulement parce que cette question fait partie de l'agenda international, des Objectifs de développement durable, mais aussi parce que vous aidez la génération future. C'est un bon investissement social très positif pour le pays, parce que l'Indonésie a beaucoup de jeunes, et le pays lui-même ne sait pas vraiment comment s'en occuper correctement. » (Ana Saleh, 14 décembre 2022)

La moitié des leaders d'opinion ont mentionné des possibilités d'engagement avec l'Indonésie par le biais de l'éducation, soit en signalant l'intérêt de l'Indonésie pour l'amélioration de l'éducation, soit en expliquant les moyens potentiels d'aborder les partenariats. Les leaders d'opinion ont énuméré des méthodes pour s'engager dans **le secteur de l'enseignement supérieur, telles que le financement de bourses d'études ou l'offre d'un double diplôme avec un établissement indonésien**. Binny Buchori a indiqué qu'il serait utile d'identifier les besoins des universités indonésiennes et d'étudier comment les investisseurs étrangers pourraient contribuer à faire progresser le système éducatif indonésien. À cette fin, elle a évoqué l'importance du [Projet d'équité sociale de l'IAIN Indonesia](#), lancé par le ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international (aujourd'hui Affaires mondiales Canada) et le gouvernement indonésien en 2001. Ce projet pluriannuel, auquel Bret Mattes a également fait référence, associe l'Université McGill à trois universités indonésiennes – l'Université islamique d'État de Jakarta, l'Université islamique d'État de Yogyakarta et l'Université islamique d'État Ar-Raniry de Banda Aceh – afin d'aborder la question de l'équité sociale et du pluralisme religieux en Indonésie, ainsi que la réforme institutionnelle dans le secteur de l'éducation. Malgré l'élan initial, le projet n'est plus actif depuis 2006.

Le [taux d'accès à l'enseignement supérieur](#) des Indonésiens âgés de 25 à 34 ans était de 19 % en 2021. Néanmoins, les données de février 2022 de Statistique

« La génération Z, c'est-à-dire les personnes nées entre 1997 et 2012, constitue le sous-groupe le plus important d'Indonésie, avec 28 % de la population totale du pays. »

Indonésie (Statistics Indonesia) révèlent que parmi les 5,8 % de chômeurs, 14 % sont des diplômés de [l'enseignement supérieur](#), c'est-à-dire des personnes titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou d'une licence. Ces données, ainsi que les observations des leaders d'opinion, indiquent que les diplômés universitaires ne sont pas en mesure de répondre aux besoins actuels du marché du travail indonésien en raison d'un manque de compétences techniques. Rino Sa'danoer et Adi Abidin ont tous deux affirmé que les **investisseurs étrangers pourraient s'intéresser à l'enseignement professionnel**, étant donné le manque d'investissements dans cette catégorie par rapport à l'enseignement universitaire. Adi Abidin a ajouté que « le gouvernement est déjà conscient de la situation, mais d'après ce que j'ai pu observer, il n'a pas eu de nouvelles idées sur la manière de résoudre ce problème ». L'Organisation internationale du Travail (OIT) a déclaré que l'une des raisons du chômage en Indonésie était [l'inadéquation des compétences](#), et a mis l'accent sur la nécessité de promouvoir des apprentissages de qualité et de mieux comprendre les objectifs de l'enseignement professionnel.

## Loi Omnibus

La moitié des personnes interrogées ont évoqué les conséquences de la loi Omnibus indonésienne sur les relations de travail et les investissements étrangers dans le pays. La loi Omnibus a été adoptée en octobre 2020 et a été introduite par le président Jokowi pour stimuler l'économie indonésienne et les opportunités d'emploi en améliorant la facilité de faire des affaires et en attirant les investissements étrangers. Depuis, elle a suscité des inquiétudes parmi les défenseurs de l'environnement et des droits en raison des changements apportés au cadre de certification et d'acquisition des terres qui pourraient avoir un impact négatif sur les droits des peuples [autochtones](#) et minimiser les protections environnementales. Cependant, la loi Omnibus semble apporter des avantages aux investisseurs étrangers car elle accélère les procédures [d'acquisition ou de renouvellement des titres fonciers](#) dans les ZES.

Parmi les leaders d'opinion, huit sur 12 ont mentionné les opportunités potentielles découlant de la loi Omnibus ayant ouvert les industries à l'investissement étranger, ce qui implique une perspective positive sur la loi :

« L'Indonésie est, par rapport au Canada, un pays où les salaires sont bas, mais où les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen sont très bien protégés. C'est l'un des plus grands systèmes médicaux à payeur unique au monde. Le pays dispose d'infrastructures pour soutenir les classes pauvres. Elle dispose d'infrastructures pour soutenir les classes pauvres. Cette [loi Omnibus] était destinée à rendre l'Indonésie plus compétitive, en particulier dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière. Elle a pu s'aligner davantage sur [le Vietnam et la Thaïlande](#), et ces pays s'efforcent de stimuler les investissements ici [en Asie du Sud-Est]. » (Christopher Bendl, 4 octobre 2022)

**Pour les investisseurs étrangers en Indonésie, la loi Omnibus contribue à créer un marché flexible et ouvert.** La nouvelle loi a remplacé [la liste des investissements négatifs](#), qui était une liste de 20 secteurs interdits aux investissements étrangers. La loi Omnibus a rouvert 14 de ces secteurs, mais comme l'a fait remarquer Bret Mattes, même les secteurs fermés ne le sont pas totalement en raison de la nécessité de l'investissement direct étranger (IDE) :

« Ils n'empêchent pas clairement l'investissement étranger. C'est en partie une question d'idéologie. Jokowi pense simplement que ce genre de listes négatives ne devrait pas exister. Il est vrai qu'il favorise ses entreprises publiques, mais il pense [aussi] qu'elles devraient être compétitives. C'est donc en partie idéologique, mais aussi économique. Il veut des IDE tout au long de son mandat, et je doute fort que son successeur change d'avis. Les IDE sont nécessaires. Dans certains secteurs, ils sont absolument indispensables. » (Bret Mattes, 23 novembre 2022)

Malgré le fait que la loi insiste sur l'importance de IDE, Tom Shreve constate que la loi Omnibus continue de poser problème parce qu'elle donne en fin de compte la priorité aux Indonésiens, ce qui est peut-être une hypothèse logique si l'on considère son objectif de stimuler l'économie nationale :

« Ils se sont vantés de l'élimination de toutes les restrictions sur les investissements étrangers et, par exemple, vous pouvez tout à fait développer une mine [en référence à l'excavation de minerais ou de minéraux] de n'importe quel type avec une société détenue à 100 % par des étrangers. Mais ils veulent toujours que vous la vendiez à des entreprises indonésiennes au fil du temps. Et cela a toujours été problématique en raison du manque de demande, du manque d'intérêt de l'économie nationale pour l'achat progressif des actifs de ces sociétés minières étrangères. Il y a donc quelques domaines qui posent problème, mais presque tous ceux dont nous nous plaignions ont disparu aujourd'hui. » (Tom Shreve, 27 octobre 2022)

Les [détracteurs](#) de la loi Omnibus ont insisté sur **les effets de l'assouplissement des droits du travail dû à la révision des politiques de l'emploi, notamment en ce qui concerne le salaire minimum et les heures de travail**. Parmi les exemples de changements, citons l'abolition du [salaire minimum sectoriel](#) au profit d'une rémunération horaire pour les travailleurs à temps partiel et l'augmentation du [nombre maximum d'heures supplémentaires](#) pour les travailleurs. Pourtant, l'Indonésie est réputée pour la solidité de son droit du travail. Elle est d'ailleurs [le premier pays asiatique](#) à avoir ratifié toutes les conventions fondamentales de l'OIT.

« Le gouvernement a également adopté des lois extrêmement favorables aux employés plutôt qu'aux employeurs. Si j'embauche quelqu'un [qui] ne fonctionne pas [et] que je le licencie, je dois le dédommager. Pire encore, [même] s'il a fait quelque chose de mal et que nous le licencions, nous devons quand même le dédommager. » (Ong Hock Chuan, 11 octobre 2022)

Au-delà du droit du travail proprement dit, **la géographie influe sur la manière dont les entreprises interagissent avec la main-d'œuvre**. Par exemple, le droit du travail indonésien varie au niveau infranational. Comme l'a fait observer Ong Hock Chuan, le salaire minimum est plus élevé à Jakarta que dans le reste du pays, ce dont les entreprises doivent tenir compte en



Des militants syndicaux brandissent des pancartes lors d'une manifestation contre la loi controversée « omnibus » ou loi sur la création d'emplois, à Surabaya, le 29 novembre 2021. | Photo : Juni Kriswanto/ AFP via Getty Images

raison de l'attrait de Jakarta en tant que centre d'affaires. En outre, Adi Abidin a relevé que les opérations peuvent être extrêmement coûteuses en termes de main-d'œuvre en fonction de la localisation de l'investissement, car certaines entreprises peuvent être amenées à transporter leurs travailleurs à travers le pays.

Il convient de souligner que la loi Omnibus a fait l'objet de critiques et de réactions négatives importantes depuis son introduction en 2020, notamment à cause de son manque de transparence. Le 25 novembre 2021, la [Cour constitutionnelle d'Indonésie](#), la plus haute juridiction du pays, a jugé que la loi Omnibus, ou loi sur la création d'emplois (officiellement la loi n° 11 de 2020), était « contraire aux principes d'une bonne législation » et l'a jugée « conditionnellement inconstitutionnelle ». Le gouvernement indonésien avait jusqu'au 25 novembre 2023 pour remédier aux vices de procédure de la loi. L'une des conditions de procédure prévoit une participation plus significative du public à l'élaboration de la loi. Bien qu'inconstitutionnelle, la loi Omnibus de 2020 reste en vigueur jusqu'à ce qu'une loi révisée soit adoptée ou que la date limite du 25 novembre 2023 soit atteinte, selon ce qui survient en premier. Jokowi a fait adopter un règlement sur la création d'emplois ayant force de loi (Perpu), afin de faire passer les révisions plus rapidement, malgré les recours [juridiques](#) contre une telle mesure. Les investisseurs étrangers doivent savoir que si le gouvernement indonésien ne parvient pas à promulguer une loi révisée dans le délai proposé, la loi Omnibus et ses modifications cesseront d'exister.

« Les investisseurs étrangers doivent savoir que si le gouvernement indonésien ne parvient pas à promulguer une loi révisée dans le délai proposé, la loi Omnibus et ses modifications cesseront d'exister. »

## Opportunités pour le Canada

Le Canada et l'Indonésie ont établi des relations diplomatiques en 1952 et ont maintenu des [partenariats](#) solides ; depuis 2000, le Canada a fourni plus d'un milliard de dollars canadiens en aide publique au développement à l'Indonésie. En 2022, les échanges bilatéraux de marchandises se sont élevés à [6,1 milliards de dollars canadiens](#), soit une augmentation de 31 % par rapport à 2021, et l'Indonésie a été la première destination des exportations du Canada en Asie du Sud-Est.

Les principales [exportations](#) du Canada vers l'Indonésie comprennent les engrais, les céréales, la pâte de bois, les oléagineux, les réacteurs nucléaires et les chaudières et machines (turbines à gaz, pièces ou équipement minier, accélérateurs de particules, etc.), tandis que ses principales importations en provenance de l'Indonésie comprennent les réacteurs nucléaires, les chaudières et machines (machines pour liquéfier l'air ou d'autres gaz), les machines et équipements électriques et électroniques, les vêtements tricotés et tissés, le caoutchouc et les chaussures. Dans l'ensemble, le Canada est perçu par les leaders d'opinion comme **un acteur passif et discret** et comme un pays qui n'a pas de conflits d'intérêts avec l'Indonésie. Son image est généralement neutre ou positive

« Dans l'ensemble, le Canada est perçu par les leaders d'opinion comme un acteur passif et discret et comme un pays qui n'a pas de conflits d'intérêts avec l'Indonésie. »

; cependant, il y a un manque d'intérêt pour le Canada et un manque de connaissance des forces sectorielles du Canada.

**Pour la plupart des leaders d'opinion, le Canada ne se distingue pas et n'est pas assez visible ou connu en Indonésie.** Un quart des leaders d'opinion interrogés dans le cadre de cette étude ont déclaré qu'il n'y avait pas de distinction majeure entre le Canada et les États-Unis en Indonésie. Ong Hock Chuan, par exemple, était au courant des relations de l'Indonésie avec l'Australie et les États-Unis, mais pas de ses relations avec le Canada. Binny Buchori a indiqué que le Canada devait être plus agressif dans la promotion de ses marques. La seule marque canadienne mentionnée par un leader d'opinion est BlackBerry.

Adi Abidin a fait remarquer que le manque de connaissances des Indonésiens sur le Canada pouvait être utilisé comme un avantage et a suggéré les secteurs suivants comme **possibilités d'engagement entre le Canada et l'Indonésie : l'enseignement supérieur, les énergies renouvelables, la technologie et les soins de santé.** Toutefois, le manque d'intérêt et de sensibilisation à l'égard du Canada est généralisé : « J'ai du mal à me demander quels sont les principaux secteurs au Canada que l'Indonésie, [que] nous connaissons plus ou moins bien en termes de profil ? N'est-ce pas ? Il y a le bois, le pétrole et le gaz ? L'éducation ? », a répondu l'un des leaders d'opinion.

Jim Webb, bien qu'incertain des opportunités sur le marché canadien, a indiqué que la transition énergétique était une opportunité de collaboration entre le Canada et l'Indonésie :

« Je pense que l'abandon de la production traditionnelle d'électricité est un secteur qui va se développer, parce que le gouvernement veut se rapprocher de ses objectifs écologiques et durables. Vous savez, d'ici à 2030, l'objectif est de réduire les émissions de carbone de 29 %, ce qui sera très, très difficile à atteindre. Nous voulons que le pays y parvienne dans sept ou huit ans. Et [il] a encore un [long] chemin à parcourir, très honnêtement. Mais c'est possible, mais il faut cette technologie, il faut ce soutien. Donc, si nous avons quelque chose à exporter là-bas, je pense que ce serait une opportunité pour le Canada. » (11 octobre 2022)

# Conclusion

Le projet *Renforcement de l'engagement économique avec Singapour et l'Indonésie* vise à fournir aux Canadiens une meilleure compréhension du marché indonésien au cours d'une période importante où le Canada s'efforce de renforcer son engagement avec le pays et l'ensemble de la région. Alors que les économies asiatiques comme le Japon, la Corée du Sud et la Chine ont tendance à dominer les discussions sur l'engagement en Indonésie, ce rapport met en exergue les possibilités pour les entreprises canadiennes de s'implanter dans le pays en soulignant les méthodes optimales et les défis à relever.

L'Indonésie est en train de se faire une place sur la scène mondiale et de s'élever au rang de leader régional, comme l'ont indiqué les leaders d'opinion interrogés dans le cadre de cette étude. Elle assouplit sa réglementation pour faciliter les opérations des entreprises étrangères avec des lois telles que la loi Omnibus et accroît la coopération avec les économies étrangères. Forte d'une main-d'œuvre croissante due à une démographie relativement jeune, et des efforts de développement industriel, en particulier dans les secteurs des énergies renouvelables et de la numérisation, qui sont tous deux des moteurs potentiels de la croissance économique, l'Indonésie a le potentiel de concrétiser ses aspirations. La numérisation a stimulé le commerce électronique et l'utilisation des médias sociaux dans le pays. Ce phénomène a non seulement permis aux Indonésiens d'accéder à une abondance d'informations, mais a également transformé le comportement des consommateurs au profit des MPME indonésiennes. Parmi les autres secteurs à croissance rapide figurent les VE, l'agro-industrie, les infrastructures et les technologies financières.

Malgré ces progrès et ces opportunités, les investisseurs étrangers doivent être conscients des obstacles potentiels à la conduite des affaires en Indonésie, tels que les complexités de la gouvernance et de la politique, la corruption et les lourdeurs administratives de la bureaucratie indonésienne, ainsi que les différences notables entre les régions du pays qui pourraient avoir un effet sur la capacité des entreprises étrangères à évaluer avec succès le paysage des affaires. Pour garantir la réussite des investisseurs étrangers, les leaders d'opinion ont fait remarquer qu'il est important d'avoir une excellente compréhension du contexte indonésien, des lois et réglementations à la culture et à la géographie, et de s'assurer qu'ils consacrent suffisamment de temps et de ressources à la construction de réseaux locaux avec soin, dans un climat de confiance mutuelle. Les entreprises étrangères doivent également être attentives au [nouveau code pénal](#) indonésien, qui entrera en vigueur en 2025. Les législateurs ont assuré que le code ne s'appliquerait qu'aux Indonésiens, mais les investisseurs étrangers restent préoccupés par [l'introduction de la criminalité d'entreprise](#) et par d'autres effets potentiels du code.

Les entreprises canadiennes qui espèrent pénétrer le marché indonésien devraient établir des liens avec des partenaires locaux et exploiter des ressources telles que les organisations commerciales, les chambres de commerce et les ambassades afin d'établir et d'entretenir des réseaux. En outre, compte tenu du potentiel croissant de la main-d'œuvre, les entreprises devraient envisager de saisir toutes les occasions d'offrir aux jeunes Indonésiens une formation axée sur les compétences et les capacités. Dans l'ensemble, le Canada a encore un long chemin à parcourir pour être reconnu comme un acteur compétitif dans l'économie indonésienne, mais ce rapport offre des perspectives qui aideront les parties prenantes à saisir les opportunités existantes et à naviguer dans un pays vaste, diversifié et complexe.

# Méthodologie

Le projet *Renforcement de l'engagement économique avec Singapour et l'Indonésie : Étude multi-intérêts sur les perspectives des leaders d'opinion* a commencé à prendre forme en 2021, dans le but de mieux comprendre les économies développées et en développement de l'Asie du Sud-Est afin de renforcer l'engagement du Canada dans la région. Il a été élaboré à partir de certains des principaux résultats de l'étude 2020 de la FAP Canada, [Points de vue asiatiques sur l'engagement économique au Canada](#). Après de fréquentes consultations avec des représentants du gouvernement canadien et des leaders d'opinion canadiens et asiatiques de haut niveau, l'étude a été conçue comme une enquête quantitative destinée à un échantillon de leaders d'opinion de Singapour et d'Indonésie. Dans le cadre de cette étude, les leaders d'opinion sont définis comme suit : « des académiciens, des chercheurs, des conseillers politiques, des fonctionnaires, des professionnels des médias et des cadres supérieurs d'entreprises ayant une expertise régionale reconnue. »

La FAP Canada a confié à Green Technology Asia Pte. Ltd. (GTAsia) la collecte de données pour le projet. Le projet a démarré en mars 2022 sous la forme d'une enquête auprès des leaders d'opinion. Néanmoins, le taux de réponse a été faible. Cela s'explique principalement par la nature complexe de l'enquête elle-même et par la date de livraison de l'enquête, à savoir l'été 2022, lorsque les restrictions de voyage dans le monde entier ont commencé à s'assouplir après plus de deux ans d'isolement physique à différents niveaux en raison de la pandémie du virus COVID-19. En conséquence, le projet a été réorienté vers la collecte de données qualitatives approfondies et riches grâce à des entretiens personnels. Au total, 12 leaders d'opinion ayant une solide expérience de l'Indonésie, de sa politique étrangère et de son engagement ont été interrogés. Le travail sur le terrain s'est déroulé d'octobre à décembre 2022. Les leaders d'opinion ont été invités à participer volontairement et ont été contactés par courriel personnalisé, messages LinkedIn, WhatsApp et appels téléphoniques. Les entretiens avec consentement éclairé ont été menés par appels vidéo en ligne. Les entretiens ont été complétés par des recherches et des analyses de divers rapports politiques, documents gouvernementaux, données statistiques, enquêtes d'opinion publique, ainsi que par un examen des recherches sur l'environnement des entreprises en Asie du Sud-Est menées par des organisations internationales et locales, des cabinets de conseil et des groupes de réflexion.

Les personnes interrogées provenaient d'entreprises de différentes tailles : sept petites entreprises (0-99 employés), une entreprise de taille moyenne (100-499 employés) et quatre grandes entreprises (500+ employés). Sur les 12 personnes interrogées, deux se sont identifiées comme des femmes. Les citations directes des leaders d'opinion ont été éditées par souci de clarté. Les détails des personnes interrogées figurent dans la section Liste des leaders d'opinion indonésiens. Certaines personnes interrogées ont demandé à rester anonymes ; elles n'ont donc pas été identifiées dans ce rapport.

Le projet actuel a également ouvert la voie à de futures possibilités de recherche dans d'autres économies à fort potentiel en Asie du Sud-Est, notamment en Malaisie et au Vietnam, afin de mieux comprendre les nuances de l'engagement. L'étude souligne également la nécessité de mener régulièrement des recherches similaires dans chaque marché cible afin de suivre le rythme du changement.



# Liste des leaders d'opinion indonésiens

La FAP Canada tient à remercier les leaders d'opinion suivants d'avoir accepté d'être interviewés dans le cadre de ce projet très opportun, de leur temps inestimable, de leur vision et de leur expérience. Cette étude a pu être réalisée grâce à eux :

## **Adi Abidin**

Analyste principal et perspectives, Indovibrant Strategic Advisory Group ; chercheur universitaire - opinion publique, Populi Center

## **Gerald Ariff**

Conseiller du recteur, Asia Cyber University ; conférencier, Institut Teknologi Sepuluh Nopember

## **Christopher Bendl**

PDG et chef de projets pour l'Indonésie chez Zurich Insurance

## **Binny Buchori**

Trésorière, organe directeur de PRAKARSA, et responsable de la communication et de l'engagement, Landscape Indonesia

## **James Castle**

Commissaire/conseiller, PT TVS Motor Company Indonesia ; membre du conseil d'administration, Chambre de commerce américaine en Indonésie

## **Ong Hock Chuan**

Associé directeur, Maverick Indonesia

## **Bret Mattes**

Directeur, PT Numada ; directeur du développement commercial, PT Penta Asia ; secrétaire fondateur, Yayasan Tunas Hijau Lestari

## **Rino Sa'danoer**

Directeur du développement commercial mondial, Asia Mediterranean Network ; fondateur, Indonesia Real

## **Ana Saleh**

Vice-présidente en chef, services consultatifs et commerce, Edelman Global Advisory

## **Tom Shreve**

Président-directeur, PT Numada ; directeur non exécutif, Clean Coal Technologies Inc.

## **Jim Webb**

Président directeur, Hatfield Indonesia

# Remerciements

## CHERCHEURS PRINCIPAUX

### Sreyoshi Dey, Ph.D.

Gestionnaire de programme,  
Perspectives sur l'Asie et CASD-Asie  
du Sud, Fondation Asie Pacifique du  
Canada

### Gloria Liu

Spécialiste de projet, Perspectives sur  
l'Asie (anciennement), Fondation Asie  
Pacifique du Canada

### Ingrid Wong

Analyste de données, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

## CONSEILLERS STRATÉGIQUES

### Jeff Nankivell

Président et chef de la direction,  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### Jeffrey Reeves, Ph.D.

Vice-président, Recherche et stratégie  
Fondation Asie Pacifique du Canada

## RÉVISION ÉDITORIALE

### Charles Labrecque, Ph.D.

Directeur, Recherche, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

### Michael Roberts

Directeur, Communications,  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### Ted Fraser

Éditeur, Communications, Fondation  
Asie Pacifique du Canada

## COMMUNICATIONS

### Michael Roberts

Directeur, Communications,  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### Camille Point

Spécialiste des communications et  
des médias sociaux, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

## DESIGN CRÉATIF

### Chloe Fenemore

Designer graphique, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

## GESTION DES PROJETS

### Rosie Bolderston

Gestionnaire de programme, Bourses  
et propositions, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

### Sreyoshi Dey, Ph.D.

Gestionnaire de programme,  
Perspectives sur l'Asie et CASD-Asie  
du Sud, Fondation Asie Pacifique du  
Canada

## TRADUCTION FRANÇAISE

### Eva Moreta

Traductrice française,  
Communications, Fondation Asie  
Pacifique du Canada

## RESEARCH PARTNERS

### Brady Fox

Associé principal et vice-président  
chargé de la recherche, Greentech  
Asie

### David Wynne

Associé fondateur et PDG,  
Greentech Asie

### Chad Rickaby

Associé directeur et vice-président  
chargé du développement  
commercial, Greentech Asie

### Yahe Li

Chercheur principal, Greentech Asie

## Nous remercions tout particulièrement à

### Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC

### Bart W. Édes

Analyste politique, auteur et  
professeur de pratique à l'Université  
McGill

### Conseil d'affaires Canada- ANASE

### Chambre de commerce du Canada à Singapour

### Hafimi Abdul Haadii

Directrice exécutive du LVK Group of  
Companies

### Justin Kwan

Gestionnaire principal de programme,  
Projet APEC-Canada pour l'expansion  
du partenariat des entreprises, FAP,  
Canada

### Md. Chatib Basri

Économiste et ancien ministre des  
finances (Indonésie)

### Sean Chan

Conseiller en finance d'entreprise,  
Singapour et Canada

### Stephanie Lee

Gestionnaire de programme, CASD-  
Asie du Sud-Est, FAP Canada

### Suryo Nugroho

Gestionnaire de programme, Réseaux  
et partenariats, FAP Canada

# République d'Indonésie - Fiche pays



## Géographie de l'Indonésie

- L'Indonésie est le plus grand archipel du monde, composé de cinq îles principales et d'une trentaine de groupes plus petits, avec un total d'environ 17 500 îles habitées par quelque 300 groupes ethniques
- La proximité de plaques tectoniques majeures et l'accès à deux domaines fauniques ont créé un environnement très diversifié, mais les îles sont unies par l'activité sismique et volcanique, ainsi que par le climat tropical du pays
- Les principales villes sont Jakarta, Surabaya, Bandung, Medan et Semarang

### Faits en bref

Capitale	Jakarta. Nusantara sera la capitale en août 2024.
Population	275 773 800 habitants (projections de décembre 2022), quatrième pays le plus peuplé du monde
Superficie totale	1 900 000 kilomètres carrés
Principales religions	Islam, christianisme
Espérance de vie	72,32 ans
Monnaie	Roupie (IDR)
Principaux groupes ethniques	Javanais, Sundanais, Indonésiens (Malais), Madura
Fête nationale	Jour de l'indépendance, 17 août 1945

### Langues

Langues officielles	Indonésien (Bahasa)
Principales langues locales	Javanais, sundanais, maduranais, bahasa bugis, minangkabau, banjar, acehnais, balinais

Plus de 700 langues vivantes sont parlées. L'Indonésie est la deuxième nation la plus diversifiée du monde sur le plan

### Salutations en bahasa

Bonjour	Selamat pagi
Bonne journée	Selamat siang
Bon après-midi	Selamat sore
Bonsoir	Selamat malam

## Histoire moderne de l'Indonésie

Début des années 1900	Connu à l'époque sous le nom d'Indes orientales néerlandaises, l'État colonial néerlandais étend son contrôle sur la majeure partie du territoire.
1942	Le Japon occupe l'Indonésie après la capitulation de l'armée coloniale néerlandaise.
1945	Le Japon se rend aux forces alliées et les dirigeants nationaux indonésiens proclament l'indépendance de l'Indonésie.
1966-98	Suharto devient le deuxième président et l'ère de « l'Ordre nouveau » commence, caractérisée par un développement économique et social important en parallèle à l'oppression politique.
May 1998 riots	dans le contexte de la crise financière asiatique, le chômage et les pénuries alimentaires entraînent des troubles civils de grande ampleur.

## Politique de l'Indonésie

Chef de l'État et du gouvernement	Président Jokowi Widodo
Dernières élections	Avril 2019
Prochaines élections	2024
Trois pouvoirs distincts	Législatif, exécutif et judiciaire. Deux chambres élues au sein de l'Assemblée consultative du peuple (pouvoir législatif) : Conseil représentatif du peuple (DPR ; chambre basse) et Conseil représentatif régional non partisan (chambre haute).
Système politique	Multipartite
Principales préoccupations	Nouveau code pénal, droits des femmes et des petites filles, libertés de religion et de croyance, orientation sexuelle et identité de genre, droits fonciers, violations des droits en Papouasie Occidentale, politiques en matière de changement climatique.

## Principales sources médiatiques

- ▶ [Antara News Agency](#)
- ▶ [Jawa Pos](#)
- ▶ [Jakarta Post](#)
- ▶ [Kompas](#)
- ▶ [Sinar Indonesia Baru](#)
- ▶ [Suara Merdeka](#)
- ▶ [Pikiran Rakyat](#)

## Principaux partis politiques

### Coalition DPR

Parti démocratique indonésien de la lutte, Parti Golkar, Parti du mouvement de la Grande Indonésie, Parti Nasdem, Parti de l'éveil national, Parti du mandat national et Parti du développement uni.

### Opposition DPR

Parti démocratique et Parti de la justice prospère

# Relations Canada-Indonésies

## Domaines de coopération bilatérale entre le Canada et l'Indonésie

- Commerce et investissement
- Bonne gouvernance
- Droits de l'Homme
- Liberté religieuse et pluralisme
- Réduction de la pauvreté
- Lutte contre le terrorisme et renforcement des capacités en matière de sécurité
- Prévention du trafic d'êtres humains et de l'immigration clandestine

## Accords commerciaux entre le Canada et l'Indonésie (en vigueur)

- Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)
- Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)
- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT)
- Accord général sur le commerce des services (AGCS)
- Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur la facilitation des échanges (TFA)

### Quelques sondages d'opinion

- ▶ Rapport sur l'état de l'Asie du Sud-Est en 2023 (The State of Southeast Asia 2023 Report), Centre d'études de l'ANASE
- ▶ Le sentiment des consommateurs indonésiens pendant la crise du coronavirus (Indonesian consumer sentiment during the coronavirus crisis), McKinsey & Company
- ▶ Tracer leur propre voie : Comment les Indonésiens voient le monde (Charting their own course: How Indonesians see the world, Lowy Institute), Lowy Institute
- ▶ Projet d'enquête nationale sur l'Indonésie : Économie, société et politique 2022 (The Indonesia National Survey Project: Economy, Society and Politics 2022), ISEAS-Yusof Ishak Institute

# Annexe : Guide d'entrevue approfondi pour les leaders d'opinion

Le guide d'entrevue ci-dessous a été conçu pour orienter l'intervieweur vers les sujets clés et les questions pertinentes de chaque sujet. Ce dernier a eu la liberté de conduire les entretiens en fonction de la conversation et des domaines d'expertise des personnes interrogées afin de générer des données approfondies pour l'analyse.

## Introduction générale

Nous vous remercions d'avoir accepté d'être interviewé dans le cadre de ce projet crucial qui peut contribuer à éclairer les relations économiques entre le Canada et [le pays du répondant] et à promouvoir le partenariat bilatéral. Cette étude est menée par un groupe de réflexion canadien, la Fondation Asie Pacifique du Canada, qui vise à établir un pont entre le Canada et l'Asie Pacifique. Votre point de vue sur les perspectives sociopolitiques, culturelles et économiques du [pays du répondant] fournira des informations qui pourront être utiles aux responsables politiques, aux entreprises et aux autres parties prenantes du [pays du répondant] et du Canada afin de renforcer l'engagement économique entre les deux pays.

Vos réponses resteront confidentielles et anonymes et ne seront pas liées à vos informations personnelles, à moins que vous ne consentiez expressément à l'attribution. Sous réserve de votre consentement, cette entrevue sera enregistrée, transcrite et transmise à la FAP Canada. La FAP Canada peut partager les transcriptions entièrement anonymes avec ses partenaires financiers et le gouvernement canadien afin d'éclairer leur processus de prise de décision. Cette entrevue durera environ 30 à 45 minutes. Votre opinion et votre expérience sont très appréciées.

*NB : les courriels et les introductions ont été personnalisés pour chaque personne interrogée.*

## Engagement

- 1 D'après votre expérience, que doivent savoir les pays étrangers sur [le pays du répondant] avant d'envisager d'établir des relations d'affaires avec [le pays du répondant] ?
  - a. Voyez-vous des défis ou des obstacles potentiels à l'engagement étranger avec [le pays du répondant] ?

## Opportunités sectorielles

- 2 En ce qui concerne spécifiquement [pays du répondant], quels sont les secteurs clés dans lesquels vous pensez que le [pays du répondant] importera davantage de biens et de services au cours des dix prochaines années ? Quels sont les secteurs ou les industries d'avenir pour [le pays du répondant] ?

- 3 Quels sont les secteurs clés pour la croissance de l'IDE dans [le pays du répondant] ?
- 4 Existe-t-il des secteurs pour lesquels les réglementations en matière d'IDE sont plus strictes ou plus souples à appliquer pour l'entrée dans [le pays du répondant] ? Quels sont ces secteurs ? Pouvez-vous donner des précisions sur les restrictions/opportunités ?
- 5 Existe-t-il des zones/régions (provinces/villes/municipalités) dans [le pays du répondant] où il sera beaucoup plus facile ou avantageux pour les entreprises étrangères de s'implanter ? Si oui, pouvez-vous en citer quelques-unes ? De quelle manière les entreprises étrangères peuvent-elles bénéficier d'une implantation dans ces régions ? Sur quels secteurs d'activité les régions/provinces/zones que vous avez citées se concentrent-elles ?

## Principaux secteurs d'intervention

- 6 **Environnement et développement durable**  
Dans le domaine des technologies propres, quels sont les secteurs qui présentent le plus grand potentiel de croissance économique dans [le pays du répondant] ?
- 7 **Numérisation**  
Pensez-vous que la numérisation a eu un effet sur la manière dont [le pays du répondant] s'engage avec des partenaires étrangers ? Pouvez-vous préciser ?
  - a. Comment les MPME de votre pays s'adaptent-elles à la numérisation rapide et à l'augmentation du commerce numérique ?
- 8 **Éducation**  
L'éducation ou les opportunités liées à l'éducation sont-elles des domaines qui intéressent [le pays du répondant] et qu'il recherche activement auprès de partenaires étrangers ? Quelles sont les approches suggérées pour de tels partenariats universitaires ?

## Confiance dans les économies étrangères

- 9 Les entreprises du [pays du répondant] préfèrent-elles des partenaires régionaux culturellement et géographiquement plus proches que des partenaires situés dans des économies éloignées comme dans les Amériques (Nord et Sud) ?
- 10 Diriez-vous que les entreprises du [pays du répondant] font davantage confiance aux économies de l'ANASE qu'aux économies hors ANASE ? Si oui, pourquoi ? Si non, quelles sont les économies non membres de l'ANASE auxquelles elles font davantage confiance et pourquoi ?
- 11 Comment les entreprises canadiennes sont-elles perçues dans [le pays du répondant] ? Les entreprises/gouvernements du [pays du répondant] trouvent-ils l'environnement économique canadien différent de celui des États-Unis ? Si oui, comment ?
- 12 D'après vous, le développement des relations économiques entre le Canada et [le pays du répondant] fait-il l'objet d'un intérêt actif de la part de [le pays du répondant] ?

## Sensibilisation

- 13 Quel serait le meilleur moyen (en ligne et hors ligne) de faire connaître une économie ou une entreprise étrangère dans [le pays du répondant] ? Avez-vous des recommandations spécifiques concernant les moyens ou les réseaux qui devraient être utilisés pour aborder la communauté/le milieu des affaires de [pays du répondant] ?
- Selon vous, quel acteur sera le plus efficace pour sensibiliser le public : le gouvernement national, les entreprises nationales/le secteur privé, le gouvernement étranger ou les entreprises étrangères/le secteur privé ?
- 14 Quelles sont les méthodes en ligne et hors ligne les plus efficaces pour impliquer les étrangers dans les MPME du [pays du répondant] ?

## Accords commerciaux

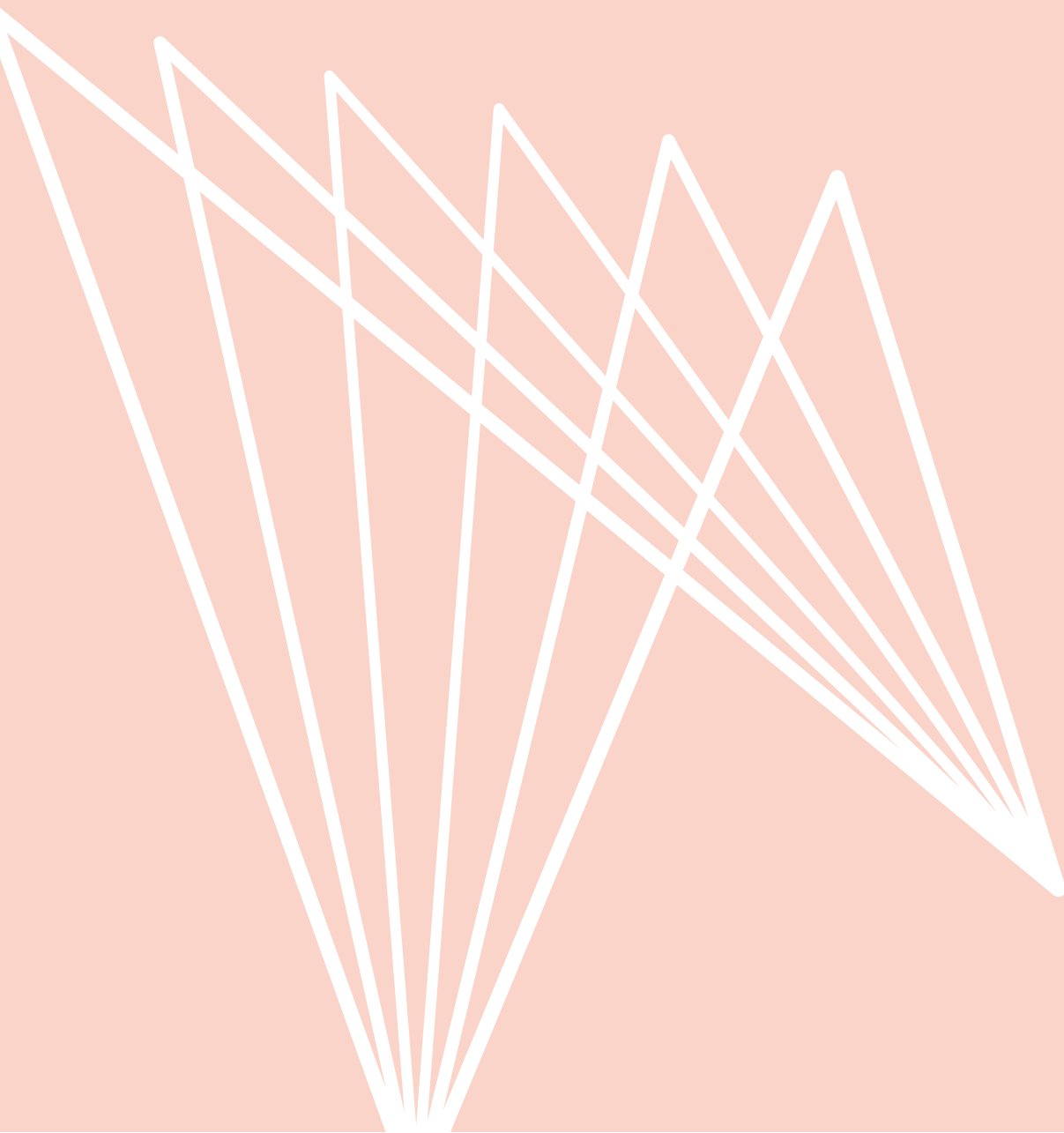
- 15 Quel est l'accord commercial multilatéral le plus important pour la croissance de votre pays ?
- 16 Nous avons une liste d'accords pertinents pour les relations entre le Canada et [le pays du répondant]. Quelle est la première pensée qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez parler de ces accords, et comment résumeriez-vous les effets potentiels (positifs, négatifs ou nuls) sur la croissance de [pays du répondant] ?
- PTPGP
  - APEN (Singapour uniquement) | APEG (Indonésie uniquement)
  - ALE Canada-ANASE

Nous vous remercions pour le temps que vous nous avez accordé et pour les informations que vous nous avez fournies dans le cadre de cette étude. À ce stade, veuillez indiquer si vous souhaitez conserver l'anonymat dans le rapport final ou si vous souhaitez que vos réponses soient rendues anonymes.

- Veuillez garder mon nom anonyme pour toutes les réponses, mais vous pouvez m'ajouter à la liste des participants dans la publication finale
- Si vous citez mes réponses dans le rapport final, vous pouvez citer mon nom et m'ajouter à la liste des participants
- Veuillez garder mon nom totalement anonyme et ne pas m'ajouter à la liste des participants dans la publication finale

Si vous avez accepté de donner votre nom, nous partagerons un projet de rapport avant publication afin de nous assurer que vous êtes d'accord pour que les citations soient ajoutées au rapport.





Communiquez avec nous